

AGENCE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**PLAN NATIONAL D'AMENAGEMENT ET
DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
(PNADT)**

ATLAS CARTOGRAPHIQUE



AGENCE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**PLAN NATIONAL D'AMENAGEMENT ET
DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
(PNADT)**

ATLAS CARTOGRAPHIQUE

Juin 2020

**Extrait du discours de son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République
lors du Conseil Présidentiel sur l’Aménagement du Territoire tenu le 24 janvier 2020**



Vous savez le prix que j’accorde à l’unité nationale, à l’intégrité territoriale de notre pays, à la viabilité de nos territoires et à l’équité territoriale. Toutes choses qui reposent sur une bonne organisation spatiale.

Mes tournées répétées à l’intérieur du pays m’ont permis d’avoir en permanence une idée précise sur l’évolution de nos régions, de nos départements, de nos communes, de nos villes et leurs banlieues, de nos cités religieuses, de nos îles et de nos villages. Bref de nos établissements humains...

Mes déplacements effectués le long des côtes, de nos fleuves, de nos lacs, ou encore dans nos

forêts et parcs, nos espaces transfrontaliers, et nos zones minières... m’ont également, permis de connaître, avec exactitude, nos potentialités mais aussi nos faiblesses et contraintes.

Mes échanges itératifs avec mes compatriotes m’ont, en outre, permis de m’imprégner de la réalité quotidienne des Sénégalais.

Ce diagnostic que je fais au quotidien du territoire national me permet de constater les limites objectives de l’action de l’Etat, au niveau central et déconcentré, celles des collectivités territoriales, ainsi que celles de notre secteur privé face aux défis du développement.

Ces limites qui ont pour nom :

- le déséquilibre entre le tiers ouest et l’est du pays et entre Dakar et les autres établissements humains ;
- les disparités entre zones urbaines et zones rurales ;
- les incohérences territoriales ;
- la faible valorisation des ressources et potentialités des territoires ;
- l’enclavement de certaines parties du territoire ;
- l’occupation de zones à risques ;
- les problèmes de mobilité ;

constituent autant de facteurs bloquant qui entravent les efforts que nous fournissons tous les jours.

Pour apporter plus de cohérence et d’efficacité dans nos politiques d’organisation, d’occupation, de production et de consommation d’espace, j’ai lancé, dès le lendemain de mon accession à la magistrature suprême, un certain nombre de réformes et de programmes ambitieux pour réduire drastiquement les iniquités territoriales.

Plusieurs initiatives, déclinées dans le Plan Sénégal Emergent, qui expriment ma forte volonté d’accélérer le processus de territorialisation des politiques publiques pour favoriser une meilleure compétitivité de nos territoires, gage d’une création massive d’emplois et d’une croissance accélérée, inclusive,

durable et mieux répartie sur l’ensemble du pays. Il s’agit d’une lutte au quotidien contre les déséquilibres, les injustices et les dysfonctionnements.

Pour moi, œuvrer à garantir l’équité de nos territoires et l’égalité des Sénégalais est la seule forme de lutte contre les injustices et les inégalités. Il n’y a qu’un Sénégal, quel que soit le lieu où l’on vit, c’est le Sénégal de tous, le Sénégal pour tous.

Vous l’avez constaté, le territoire national fait l’objet en ce moment d’une transformation structurelle majeure avec la réalisation d’un éventail de chantiers dans tout le pays et dans tous les secteurs qui influent sur la qualité de vie de nos compatriotes.

Il nous faut cependant, admettre que la plupart des outils de planification spatiale élaborés pour asseoir un développement harmonieux et durable du territoire national, n’ont jusque-là connu qu’une très faible application.

En effet, les choix d’implantation de projets structurants, ainsi que l’élaboration et la mise en œuvre des plans directeurs et programmes d’investissement ont très peu tenu compte des orientations existantes en matière d’aménagement du territoire.

D’où l’occupation anarchique de la voie publique et des zones impropres à l’habitat qui impactent négativement le cadre et la qualité de vie des populations ainsi que l’image de nos collectivités territoriales.

Nous constatons tous, pour le regretter, dans le cadre de la mise en œuvre des projets phares du Gouvernement, comment l’absence de politiques d’aménagement du territoire peut impacter la réalisation d’infrastructures socio-économiques. En effet, l’augmentation des coûts économiques et sociaux induits par les déguerpissements et les indemnisations y afférentes est une réalité de notre quotidien. Une réalité à laquelle nous devons ensemble trouver des solutions durables qui passent nécessairement par le respect des prescriptions de la planification spatiale.

Nous constatons, plus gravement encore, combien les conflits récurrents générés par les imprécisions des limites territoriales plombent les projets d’envergure portés par les départements, villes et communes, privant ainsi ces territoires d’importantes opportunités d’investissements et de projets créateurs d’emplois et de richesses.

C’est pourquoi, parallèlement à la mise en œuvre de programmes d’urgence visant à résoudre les problèmes prioritaires identifiées et à améliorer la vie des populations rurales et urbaines, j’avais instruit qu’une vaste réflexion soit entreprise pour élaborer le Plan national d’Aménagement et de Développement territorial (PNADT), afin de repositionner l’aménagement du territoire au cœur des politiques publiques. Il s’agissait, pour le Gouvernement, de mettre la prospective spatiale et territoriale à la place qui doit être la sienne, pour une meilleure prise en compte des générations présentes et futures.

Il est apparu au cours de nos travaux que le PNADT a fixé les grandes orientations en matière d’organisation spatiale en tenant compte, d’une part, des potentialités et des contraintes de nos territoires et, d’autre part, des orientations retenues dans le Plan Sénégal Emergent.

Cet ambitieux outil de planification spatiale a défini une armature urbaine plus équilibrée et a établi les principes régissant la localisation des grandes infrastructures, des grands équipements et des services collectifs d’intérêt national pour les prochaines années. Le PNADT intègre par ailleurs les défis

et enjeux de l’heure, notamment l’aménagement numérique du territoire, le changement climatique, les récentes découvertes de gaz et de pétrole le long de nos côtes, l’industrialisation du pays, la sécurité, l’articulation de nos interventions avec les actions d’aménagement projetées au niveau communautaire, etc.

La mise en œuvre du PNADT contribuera à assurer la cohérence spatiale des projets socio-économiques et géostratégiques de l’État.

C’est la raison pour laquelle, j’approuve le Plan national d’Aménagement et de Développement territorial (PNADT) et valide l’ensemble des outils qui doivent faciliter sa mise en œuvre à savoir :

- la Loi d’Orientation pour l’Aménagement et le Développement durable des Territoires (LOADT) ;
- le Fonds d’impulsion à l’Aménagement et au Développement territorial (FIADT) ;
- le Visa de localisation ;
- les Zones d’aménagement différé ;
- l’Observatoire national des Territoires ;
- la commission nationale de toponymie qui sera chargée de conserver et de développer le patrimoine toponymique national ;
- la stratégie nationale de correction des incohérences territoriales mise en place par l’ANAT et la Direction générale de l’Administration territoriale (DGAT) du ministère de l’Intérieur ;
- la modernisation et la densification du réseau géodésique national.

A partir d’aujourd’hui le PNADT, réceptacle spatial du PSE, devra être considéré comme le référentiel de base pour un aménagement harmonieux et durable du territoire national. Il nous permet d’affronter en face les défis qui nous interpellent, notamment :

- le désenclavement de nos territoires ;
- le rééquilibrage de notre armature urbaine ;
- la résolution des problèmes d’incohérence territoriale ;
- l’industrialisation du pays ;
- la reforestation durable du territoire national ;
- la modernisation de nos systèmes productifs locaux ;
- l’accès universel aux services socio-économiques et administratifs ;
- la réduction drastique de l’exode rural et la lutte contre l’émigration clandestine ;
- la libération des zones à risques ;
- la préservation et la sécurisation des espaces destinés aux futurs projets.

J’invite donc tous les acteurs confondus à faire de ce document prospectif le leur et de recourir scrupuleusement aux orientations consignées pour un Sénégal Emergent dans un développement harmonieux et durable à l’horizon 2035.



Monsieur Oumar GUEYE, Ministre des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCTDAT)

Dès son accession à la magistrature suprême, Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, conscient des énormes disparités de développement du territoire national avait exprimé sa volonté de s'appuyer sur une bonne organisation spatiale pour doter le Sénégal de territoires viables, capables de porter, de façon harmonieuse, le développement du pays. C'est ainsi que, lors du Conseil présidentiel sur les inondations du 19 septembre 2012, le chef de l'Etat avait instruit le Gouvernement d'élaborer un nouveau Plan national d'Aménagement du Territoire qui intègre le Développement territorial.

Après la mise en place du comité technique et le lancement du processus d'élaboration du Plan national d'Aménagement et de Développement territorial (PNADT) par la Commission nationale d'Aménagement du territoire, une série de rencontres et d'événements avait été initiée par mon département pour rendre la démarche participative, inclusive et itérative. D'ailleurs, je remercie tous les acteurs qui ont apporté leurs concours à l'élaboration de ce plan.

Aujourd'hui, notre pays dispose d'un outil intelligent d'organisation spatiale qui facilite le déploiement du Plan Sénégal Emergent (PSE) au niveau de nos Collectivités territoriales. Ces dernières sont les réceptacles spatiaux de nos politiques publiques et le Plan national d'Aménagement et de Développement territorial (PNADT) est l'outil de pilotage qui nous permet de les construire de façon durable en tenant compte des enjeux et défis qui nous interpellent aujourd'hui comme demain.

J'invite donc, toutes les institutions, les organisations ainsi que tous les acteurs de se l'approprier et d'adopter toutes ses orientations dans le cadre de l'application de leurs politiques.

J'adresse mes vives félicitations à Monsieur le Président de la République, Son Excellence Monsieur Macky SALL pour le travail accompli depuis qu'il est à la tête du pays.



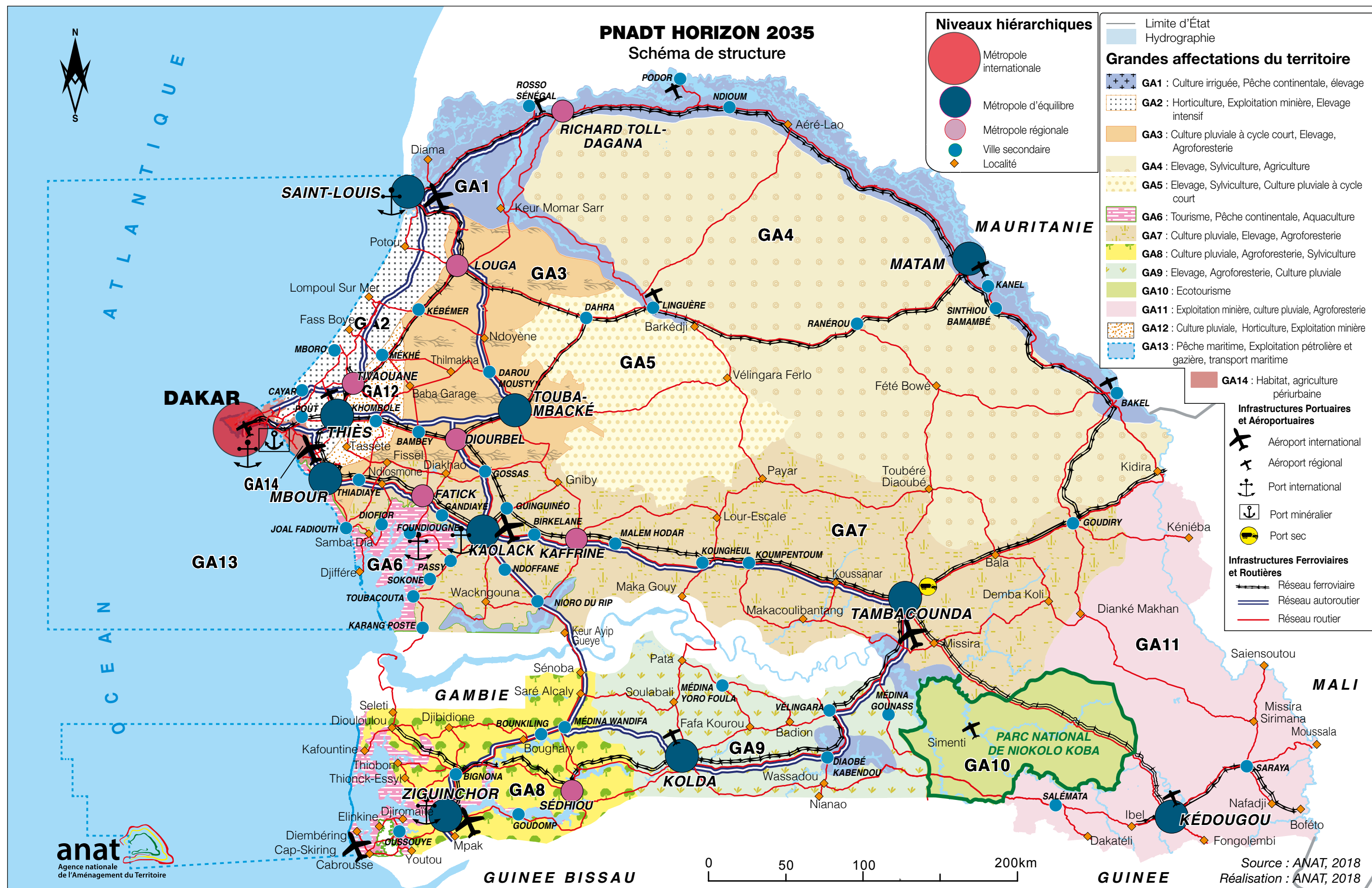
Monsieur Mamadou DJIGO, Directeur général de l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT)

Pour matérialiser la vision du Président de la République, le Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires par le biais de l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire, a mobilisé l'ensemble des ministères de l'administration territoriale, des élus locaux et des acteurs privés nationaux et internationaux pour relever les défis de notre organisation spatiale. L'ANAT a adopté une démarche stratégique de partenariat, de mutualisation et de décloisonnement pour élaborer le Plan national d'Aménagement et de Développement territorial (PNADT) du Sénégal. Cet outil qui projette le territoire sénégalais dans les quinze (15) prochaines années, est le résultat d'une combinaison systémique de toutes les intelligences de notre pays. Sa mise en œuvre permettra de répartir de façon intelligente et équitable les infrastructures, les équipements et les services. Elle permettra aussi de bien accueillir les

prochaines générations et de garantir à tous l'accès aux services sociaux de base.

J'adresse mes remerciements les plus soutenus à Son Excellence, Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal pour sa confiance, à tous les ministres qui ont eu à apporter leurs concours au processus d'élaboration avec une mention particulière à Monsieur Oumar Gueye, Ministre des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires qui a été un acteur clé et précieux pour l'aboutissement de ce travail fastidieux.

Je remercie aussi tout le personnel de l'ANAT pour leur engagement, tous les partenaires sans exception et tous les acteurs qui ont eu à participer au processus d'élaboration du PNADT.



Carte 1 : Carte de synthèse

Sous l'autorité de :
Monsieur Oumar GUEYE, Ministre des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCTDAT)

Sous la direction de :
Monsieur Mamadou DJIGO, Directeur général de l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT)

L'équipe de rédaction du PNADT

- M. Serigne DIA, Directeur de la Planification spatiale, Chef du projet
- Mme Oumou Kalsom Khoulé SECK, Chef de Division Suivi des politiques publiques
- M. Djimé TIGANA, Chef de Division Planification territoriale
- M. Ousmane THIAM, Chef du Service régional de l'Aménagement et du Développement territorial de Tambacounda
- M. Mouhamadou Bachir THIAW, Direction de la Planification spatiale
- M. Modou FALL, Chef du Service régional de l'Aménagement et du Développement territorial de Fatick
- M. Seydou BA, Direction de la Planification spatiale
- M. Ibrahima DIOUF, Direction de la Planification spatiale
- M. Cheikh FALL, Chef du Service Régional de l'Aménagement et du Développement territorial de Louga
- Mme Fatou Gueye NDIAYE, Direction de la Planification spatiale

Analyse spatiale et cartographie du PNADT

- M. Oumar KA, Directeur des Travaux géographiques et de la Cartographie
- M. Ibrahima NDIAYE, Chef de Division des Levés terrestres et aérospatiaux
- M. Madiabe DIOUF, Chef de Division Cartographie et SIG
- M. Alain AOUTA, Géomaticien
- M. Benilde OUDIANE, Géomaticien
- Mme Awa NDOYE, Géomaticienne
- M. Ibrahima DIEDHIOU, Géomaticien
- M. Moussé Y. NDIAYE, Géomaticien
- M. Mawade NIASSE, Géomaticien
- M. Serigne Babacar CISSE, Géomaticien
- M. Abdou Karim MBENGUE, Géomaticien
- M. Mamadou NDIAYE, Géomaticien
- Mme Mariama Mbissine DIOUF, Géomaticienne
- Mme Khady KAMA, Géomaticienne
- M. Omar YOUM, Géomaticien

Appui technique

- M. Aboubakry GOLLOCK, Directeur du Développement territorial
- M. Abdoul Aziz MBAYE, Responsable informatique
- M. Serge COLY, Chef de la Division Suivi-Evaluation et Prospective, Direction du développement territorial
- Mme Faty Bineta MBODJI, Direction du Développement Territorial
- M. Mamoudou Aliou BA, Chef de Division Etudes et Projets, Direction du Développement territorial
- M. Lamine CISSOKHO, Chef du Service Régional de l'Aménagement et du Développement Territorial de Thiès
- M. Daouda THIANDOUM, Chef du Service Régional de l'Aménagement et du Développement Territorial de Dakar
- M. Ibrahima DIARRA, Chef du Service régional de l'Aménagement et du Développement Territorial de Saint-louis
- M. Aimé BOISSY, Chef du Service Régional de l'Aménagement et du Développement Territorial de Ziguinchor
- M. Cheikh Ahmet Tidiane DIOP, ancien Directeur de la planification spatiale de l'ANAT
- M. Mamadou SAMB, ancien Directeur de la planification spatiale de l'ANAT

L'équipe de support

- M. Mamadou GASSAMA, Président du conseil de surveillance de l'ANAT
- M. Ousmane SECK, Secrétaire général
- M. Ismaila ANNE, Directeur administratif et financier
- M. Basile Diomaye FAYE, Agent comptable principal
- M. Abdourahmane SY, Responsable de la Cellule Communication et Marketing
- M. Salif Kébé SAKHO, Cellule Communication ANAT
- M. Alioune DIONGUE, Responsable de la Cellule d'Audit et de Contrôle
- M. Malick CISSE, Chef de Division Comptabilité
- M. Baba Amadou Cissé, Responsable passation de marchés
- Mme Lucie MBAYE, Chef de Division financière
- M. Mamadou THIAW, Secrétaire exécutif du PNDL
- M. Lamine MBAYE, Responsable administratif et financier du PNDL
- Mme Boury DIONGUE, Responsable Relations institutionnelles
- Mme Khady DIALLO, Responsable Ressources humaines
- Mme Marie Virginie SENE, Assistante du Directeur général de l'ANAT
- M. Aboubacar SALL, Conseiller du Directeur général de l'ANAT
- M. Mouhamadou El Bachir DIOP, Conseiller du Directeur général de l'ANAT
- M. Mamadou DIOUF, ancien Directeur administratif et financier
- M. Tarciscius Siméon TENDENG, ancien Agent comptable principal
- Mme Ndeye Penda DIAGNE, ancienne Agent comptable principal
- M. Ibrahima FALL, ancien Secrétaire général

AVEC L'ACCOMPAGNEMENT DE :

IDEV-IC

- M. Alexis CAMPAL, Expert Aménagement du Territoire (ancien Directeur de l'Aménagement du Territoire)
- M. Ousseynou DIOP, Environnementaliste
- M. Mamadou SOME, Démographe
- Mme Ndeye Bigué DIOP, Aménagiste
- M. Ndiaga DIOP, Environnementaliste
- M. Mamadou BA, Spécialiste en décentralisation

Groupe d'Etude, de Recherche et d'Appui au Développement (GERAD)

- Pr. Amadou DIOP, Géographe & Aménagiste
- Mme Aby NDAO, Sociologue
- M. Antoine EVIN, Cartographe
- M. Jean-Michel EVIN, Prospectiviste
- M. Aboubacry Demba LOM, Economiste/planificateur (ancien Directeur de la Planification)
- M. El Hadji Mamadou Ndiaye, Expert en transport/logistique

INTECH-PRO

- Pr. Aboubacar Chedikh BEYE, Expert Sciences et Génie des matériaux
- M. Amadou KANE, Expert technologies alimentaires
- Mme Khady BEYE CAMARA, Expert en finances

UNIVERSITAIRES

- Pr. Mouhamadou Mawloud DIAKHATE, Géographe/Aménagiste, Université Gaston Berger de Saint-Louis
- Dr. Mounirou Ndiaye, Economiste, Enseignant-chercheur, Université de Thiès
- Dr. Abdourhamane Mbade SENE, Géographe/Aménagiste, Enseignant-chercheur, Université Assane SECK de Ziguinchor
- Dr. Massamba GUEYE, Enseignant-chercheur, Université Cheikh A. Diop de Dakar

INFOGRAPHIE

- M. Karim Dimé, Infographiste

LE COMITÉ TECHNIQUE RESTREINT (CTR)

- M. Moctar DIATTARA, Programme National de Développement Local (PNDL)
- M. Momath NDIAYE, Direction de l'Appui au développement local
- Mme Fatou D. DIACK, Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP)
- M. Djibril Waly NDIAYE, Direction Générale du Budget
- M. Colonel Modou Moustapha SARR, Direction des Eaux et Forêts, Chasses et Conservation des Sols
- M. Lamine LABOU, Direction Générale de la Prévision et des Etudes Economiques (DGPPE)
- M. Pape AMAR, Agence de la Promotion de l'Investissement et des Grands travaux (APIX)
- M. Mamadou NDAO, Agence des Travaux et de Gestion des Routes (AGEROUTE)
- M. Mamadou Tahirou GANO, Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques (DGPPE)
- M. Babacar THIAM, Agence de Développement Local (ADL)
- M. Khalil Rakhmane NDIAYE, Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Emergent (BOS - PSE)
- Mme Ndeye Marieme SAMB, Agence de Développement Municipal (ADM)
- M. Momar GUEYE, Direction des Stratégies de Développement Territorial
- Mme Fatoumata Bintou Camara FALL, Direction des Collectivités Territoriales (DCT)
- M. Baboucar Mboundor NGOM, Direction Générale de l'Administration Territoriale (DGAT)
- M. Moctar SALL, Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGPPE)
- Mme Mame Sokhena DIOUCK, Direction de l'Environnement et des Etablissements Classes (DEEC)
- M. Abdoulaye DIOUF, Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Architecture (DGUA)
- M. Jean Pierre Diamane BAHOU, Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD)
- M. Amadou NIANG, Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID)
- M. Moussa CAMARA, Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA)
- M. Malick SOW, Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles (DAPSA)

LES PRÉSIDENTS DES COMITÉS RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT (CRD)

- Gouverneur de la région de Dakar
- Gouverneur de la région de Diourbel
- Gouverneur de la région de Fatick
- Gouverneur de la région de Kaffrine
- Gouverneur de la région de Kaolack
- Gouverneur de la région de Kédougou
- Gouverneur de la région de Kolda
- Gouverneur de la région de Louga
- Gouverneur de la région de Matam
- Gouverneur de la région de Saint-Louis
- Gouverneur de la région de Sédhiou
- Gouverneur de la région de Tambacounda
- Gouverneur de la région de Thiès
- Gouverneur de la région de Ziguinchor

AVANT-PROPOS

L'ATLAS constitue un des livrables du Plan national d'Aménagement et de Développement territorial (PNADT). Il s'agit d'une synthèse cartographique du PNADT dont il reprend la structure globale et se compose des parties suivantes :

Première partie : Analyse du territoire ;

Deuxième partie : Vision et orientations stratégiques ;

Troisième partie : Propositions d'aménagement et de développement ;

Quatrième partie : Stratégie de mise en œuvre.

La première partie propose des cartes de diagnostic, en mettant l'accent sur les problèmes et les grands enjeux d'aménagement et développement du territoire national.

La deuxième et la troisième partie fournissent une esquisse systémique du territoire national à l'horizon 2035, en mettant en exergue les propositions d'aménagement et de développement majeures (structure du territoire national souhaitée, grandes affectations et infrastructures structurantes) permettant de donner corps à cette structure.

La quatrième partie décline la stratégie de mise en œuvre du PNADT proposée et insiste sur la nécessité de mettre en place un arsenal juridique robuste ainsi que des instruments de financement dédiés afin d'inscrire résolument l'aménagement du territoire au cœur des politiques publiques.

Le principal objectif de l'ATLAS est ainsi de faciliter l'appropriation du document par ses usagers en leur permettant de saisir, de manière imagée, l'essentiel de son contenu.



Photo 3 : Position du Sénégal dans le monde

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS13

CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PNADT17

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE19

PREMIÈRE PARTIE : ANALYSE DU TERRITOIRE21

DEUXIÈME PARTIE : PRÉSENTATION DE LA VISION ET DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES49

TROISIÈME PARTIE : PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL52

QUATRIÈME PARTIE : STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE.....69

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Dispositif d'élaboration du PNADT21

Figure 2 : Évolution et projection de la population du Sénégal.....33

Figure 3 : Pyramide des âges du Sénégal en 201333

Figure 4 : Production pêche artisanale maritime entre 2010 et 201344

LISTE DES CARTES

PREMIÈRE PARTIE ANALYSE DU TERRITOIRE

Carte 1 : Carte de synthèse 13

Carte 2 : Carte administrative du Sénégal22

Carte 3 : Les zones écopaysagiques du Sénégal24

Carte 4 : Pluviométrie.....25

Carte 5 : Réseau hydrographique.....25

Carte 6 : Unités aquifères du Sénégal26

Carte 7 : Grands domaines de peuplements végétaux26

Carte 8 : Types de sols29

Carte 9 : Synthèse de la dégradation des terres au Sénégal29

Carte 10 : Ressources minières du Sénégal 30

Carte 11 : Champs de pétrole et de gaz31

Carte 12 : Niveau de vulnérabilité aux risques majeurs par département32

Carte 13 : Taux de mortalité par région en 2013 33

Carte 14 : Les axes démographiques régionaux..... 34

Carte 15 : Taux d'urbanisation par région en 2018 34

Carte 16 : Évolution du semi urbain au Sénégal entre 1904 et 2017 35

Carte 17 : Évolution des surfaces urbanisées entre 2000 et 2010..... 36

Carte 18 : Répartition spatiale des zones de cultures sous pluie entre 2000 et 201037

Carte 19 : Répartition spatiale des zones de cultures irriguées entre 2000 et 201037

Carte 20 : Typologie générale démographie et dynamique spatiale 38

Carte 21 : Structures sanitaires et niveau de couverture en 2016 39

Carte 22 : Accessibilité à une structure de santé en 2016 39

Carte 23 : Taux de scolarisation par région en 2017 40

Carte 24 : Accessibilité géographique à une école par région en 2017 40

Carte 25 : Typologie des territoires selon l'accès à l'eau, à l'électricité et à l'assainissement41

Carte 26 : Superficies emblavées et production céréalières en 201742

Carte 27 : Superficies emblavées et production d'arachide en 201742

Carte 28 : Répartition du cheptel selon les régions en 2018 43

Carte 29 : Système de production halieutique 44

Carte 30 : Présence des unités industrielles par département 45

Carte 31 : Typologie des territoires par rapport aux dynamiques économiques 46

Carte 32 : Infrastructures de transport routière, maritime, portuaire et aéroportuaire47

Carte 33 : Réseau électrique 48

Carte 34 : Schéma de Développement de l'Espace de l'UEMOA (SDER) 49

TROISIEME PARTIE PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Carte 35 : Schéma de structure du PNADT 53

Carte 36 : Hiérarchie des établissements humains 54

Carte 37 : Spatialisation du scénario de recomposition des aires métropolitaines55

Carte 38 : Grandes affectations du territoire56

Carte 39 : Structuration économique du territoire national57

Carte 40 : Réseau des infrastructures de communication proposé par le PNADT 58

Carte 41 : Infrastructures énergétiques structurantes 60

Carte 42 : Préservation et restauration de l'environnement61

Carte 43 : Adaptation et atténuation aux risques environnementaux62

Carte 44 : Infrastructures hospitalières proposées par le PNADT..... 63

Carte 45 : Répartition des écoles de formation professionnelle projetées 64

Carte 46 : Universités et centres universitaires proposés par le PNADT..... 65

Carte 47 : Actions sur la maîtrise des eaux de surface 66

Carte 48 : Répartition des agropoles à l'horizon 2035 67

Carte 49 : Répartition spatiale des types d'industries 68

Carte 50 : Stations et escales touristiques projetées 69

CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PNADT

En 1997, le Conseil interministériel sur l'Aménagement du territoire avait adopté le Plan national d'Aménagement du Territoire (PNAT) et recommandé la mise en place d'une Loi d'Orientation pour l'Aménagement du Territoire (LOAT) et d'un Fonds d'impulsion à l'Aménagement du Territoire (FIAT). Ces instruments n'ont pas été adoptés, ce qui justifie en partie une faible mise en œuvre du PNAT. Ainsi, aujourd'hui, le territoire est encore caractérisé par les mêmes dysfonctionnements identifiés lors de l'élaboration du PNAT, notamment :

- des déséquilibres territoriaux importants d'une part, entre Dakar et les autres régions et d'autre part, entre la partie Ouest et l'Est du pays ;
- une faible valorisation des ressources et potentialités des territoires ;
- une faible capacité d'intervention des collectivités territoriales ;
- le déficit d'intégration de certaines parties du territoire ;
- l'occupation de zones à risques.

Fort de ce constat, l'Etat du Sénégal a initié une nouvelle réforme dénommée « Acte III de la décentralisation » en 2013, dont l'objectif est d'organiser le Sénégal « en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable » et un nouveau cadre de référence de la politique économique et sociale de l'Etat dénommé Plan Sénégal émergent (PSE) en 2014.

Pour corriger les dysfonctionnements constatés sur le territoire, l'Etat, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Acte III de la décentralisation, a décidé d'élaborer le Plan national d'Aménagement et de Développement territorial (PNADT) qui se substitue au PNAT afin de mieux intégrer la dimension développement territorial.

L'objectif général du PNADT est de « promouvoir le développement du Sénégal à partir de ses territoires, par une bonne structuration de l'espace et une valorisation durable des ressources et potentialités ».

Il s'agit, à travers le PNADT, de doter le Sénégal d'un outil intégré et partagé d'aménagement et développement du territoire, cadre de référence spatiale pour la territorialisation des politiques publiques. Les objectifs spécifiques visés consistent à :

- assurer une bonne structuration du territoire par une armature urbaine équilibrée et un réseau adéquat d'infrastructures et d'équipements ;
- promouvoir l'émergence de pôles de développement par une valorisation durable et cohérente des ressources et potentialités des territoires ;
- assurer l'équité territoriale dans l'accès aux services publics ;
- doter les territoires de facteurs de production performants ;
- promouvoir une bonne cohérence territoriale ;
- promouvoir une bonne maîtrise de l'information territoriale ;
- renforcer l'intégration du Sénégal au niveau sous-régional et mondial

APPROCHE METHODOLOGIQUE

Le processus d'élaboration du PNADT est piloté par un comité technique restreint dirigé par le directeur général de l'ANAT et regroupant les structures stratégiques de l'Etat. La conduite technique des travaux est assurée par une équipe-projet mise en place au sein de l'ANAT. Des bureaux d'étude et des experts universitaires et indépendants ont été recrutés pour apporter un appui technique à l'équipe-projet.

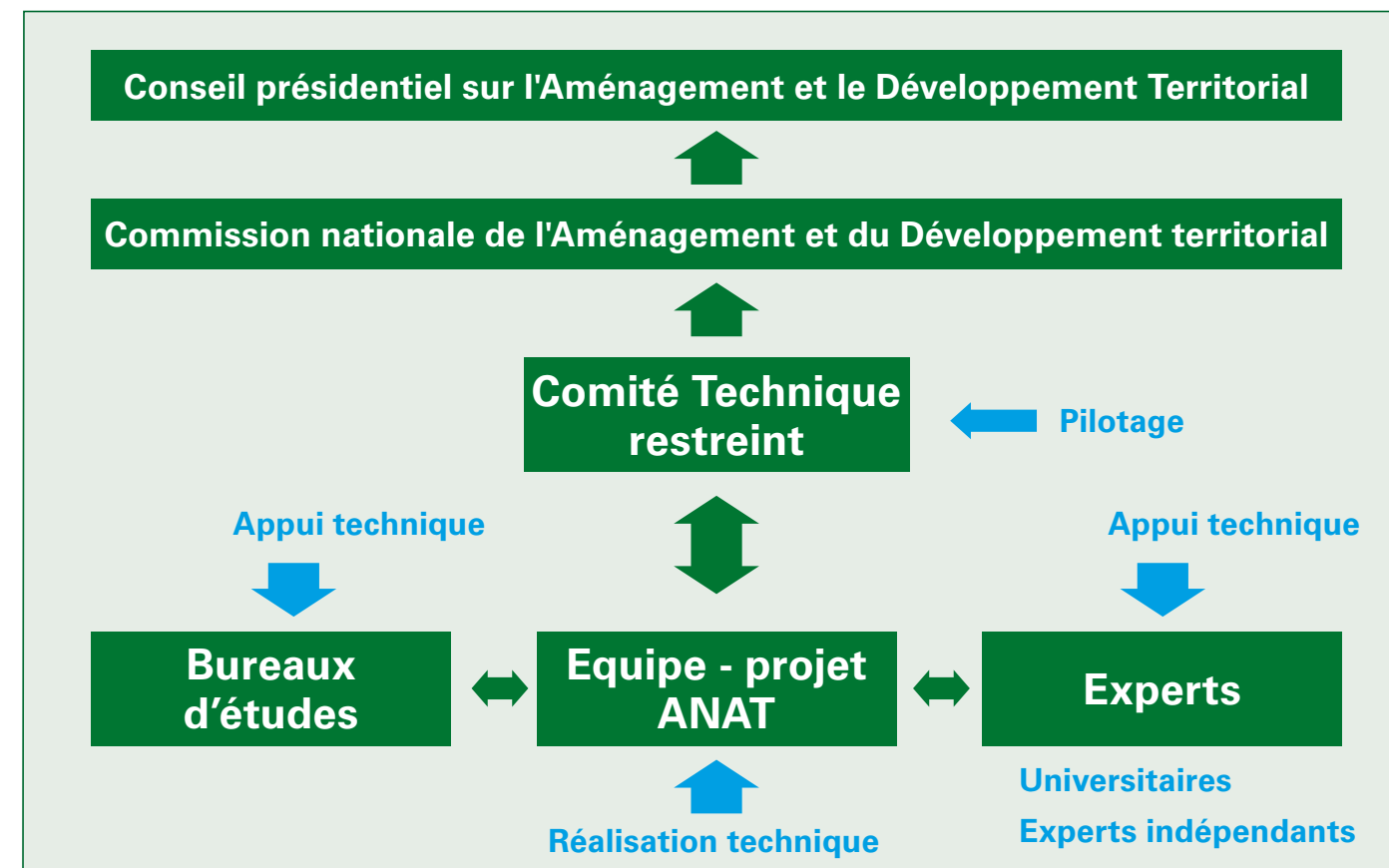


Figure 1 : Dispositif d'élaboration du PNADT

Le Conseil Présidentiel sur l'Aménagement et le Développement territorial (CPADT), placé sous la présidence du Président de la République, définit les orientations et les objectifs de la politique d'aménagement et de développement territorial, rend les arbitrages définitifs et adopte le Plan national d'Aménagement et de Développement territorial.

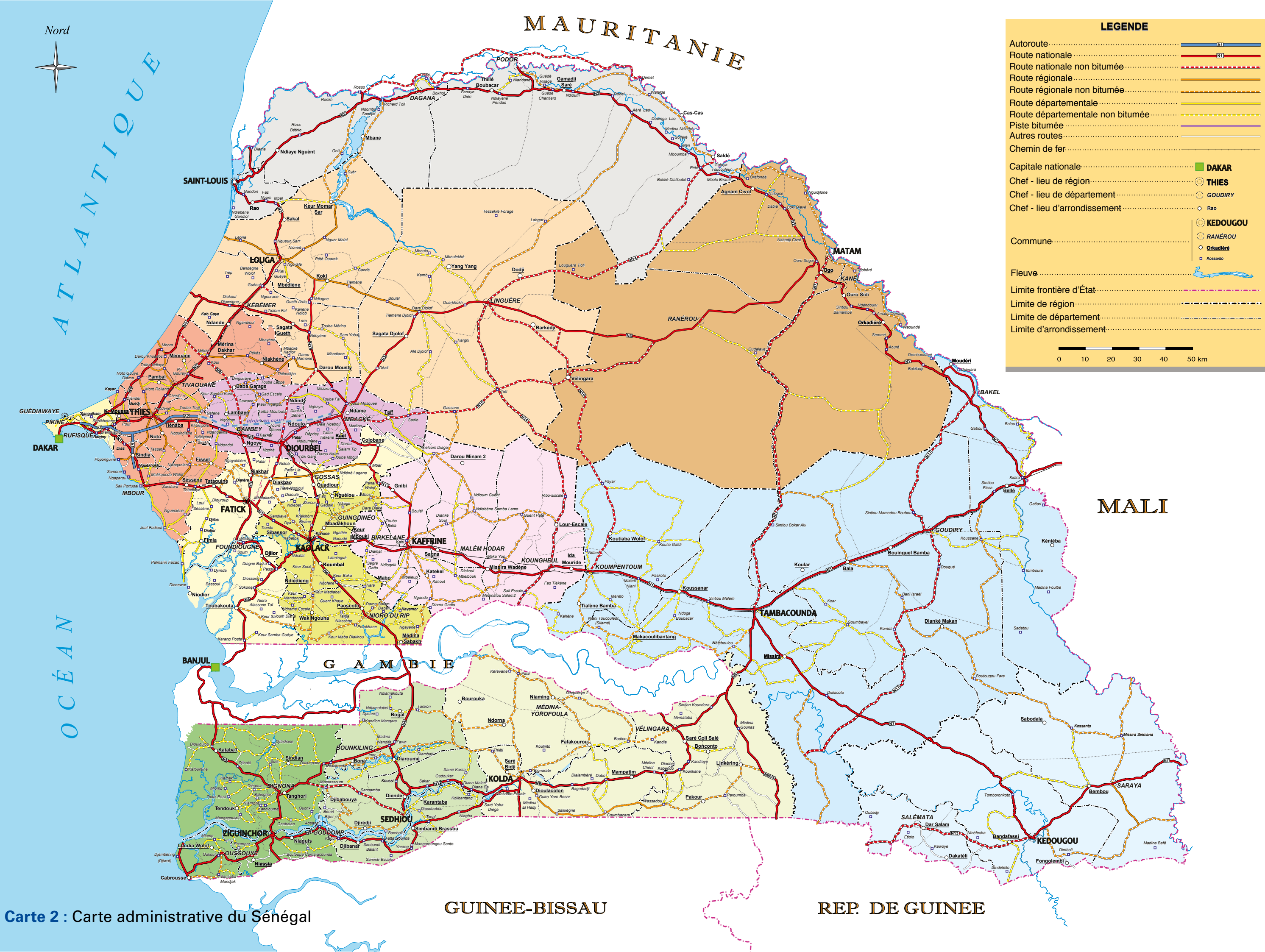
La Commission nationale de l'Aménagement et du Développement territorial (CNADT), présidée par le Ministre en charge de l'aménagement du territoire, est composée des différentes structures centrales de l'Etat. Elle est chargée de valider les objectifs, la méthodologie d'élaboration du PNADT et les principaux livrables.

Le processus d'élaboration du PNADT a été lancé en Décembre 2014 par la CNADT. Il comprend deux (02) principales phases : le diagnostic territorial et la phase de formulation du projet d'aménagement et de développement territorial.

Le processus a été participatif et inclusif avec une bonne implication des acteurs centraux et territoriaux. En effet, l'élaboration du PNADT a été rythmée par une série de rencontres avec les acteurs notamment :

- la réunion de la Commission nationale de l'Aménagement et du Développement territorial pour le lancement du processus ;
- les différentes réunions d'étapes du comité technique restreint;
- neuf (9) ateliers thématiques pour la validation des études thématiques ayant permis de réaliser un diagnostic exhaustif du territoire ;
- quatorze (14) comités régionaux de développement (CRD) présidés par les gouverneurs dans les différentes régions du pays qui ont permis de partager le rapport du bilan-diagnostic du PNADT et d'identifier les enjeux d'aménagement et de développement de chaque région ;
- l'atelier national de prospective territoriale , qui a abouti à l'identification des scénarii d'aménagement et de développement du territoire ainsi que des orientations stratégiques ;
- La conférence nationale sur l'aménagement et l'attractivité du territoire, organisée les 9 et 10 juillet 2018 et présidée par son Excellence Monsieur Macky SALL Président de la République ;
- L'atelier national de pré-validation organisé le 31 Octobre 2019.

Le PNADT a été adopté par le Conseil présidentiel sur l'Aménagement du territoire qui s'est tenu le 24 janvier 2020.



Carte 2 : Carte administrative du Sénégal

ANALYSE DU TERRITOIRE

PRESENTATION DU SENEGAL

Situé à l'extrême Ouest du continent africain, entre 12°20' et 16°40' de latitude nord et 11°20' et 17°30' de longitude ouest, le Sénégal couvre une superficie de 196 722 km². Il est limité au Nord par la Mauritanie, à l'Est par le Mali, au Sud par la Guinée et la Guinée Bissau et à l'Ouest par l'Océan Atlantique sur une façade de 700 km de côtes.

Le climat est de type tropical sec, caractérisé par deux saisons : une saison sèche de Novembre à Juin marquée par la prédominance des alizés maritimes et continentaux et une saison des pluies de mi-juin à octobre, dominée par le flux de mousson. Les températures, élevées à l'intérieur à cause de l'harmattan, sont liées à la latitude tropicale du Sénégal.

Le relief est, dans l'ensemble, plat et peu élevé. Les bas plateaux s'étendent à perte de vue. Les altitudes sont partout inférieures à 130 m, sauf dans la partie sud-est où le relief devient plus accidenté.

Au dernier recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE, 2013), le Sénégal comptait une population de 13 508 715 habitants composée de 6 102 800 citadins et de 7 405 915 ruraux.

Le Sénégal est un pays en forte urbanisation résolument engagé dans un processus de transition urbaine. Le taux d'urbanisation s'établissait à 45,2% en 2013.



Baobab

ANALYSE DU TERRITOIRE

I. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

LES ZONES ECOGEOGRAPHIQUES

La situation du milieu biophysique est marquée par une diversité des écosystèmes et l’existence de six principales zones éco géographiques relativement homogènes (CSE, 2015) : la zone forestière du sud (Casamance), la zone agrosylvopastorale, le bassin arachidier, la zone du littoral et des Niayes, la zone sylvopastorale du Ferlo et la zone du delta et de la vallée du fleuve Sénégal.



Zone des Niayes



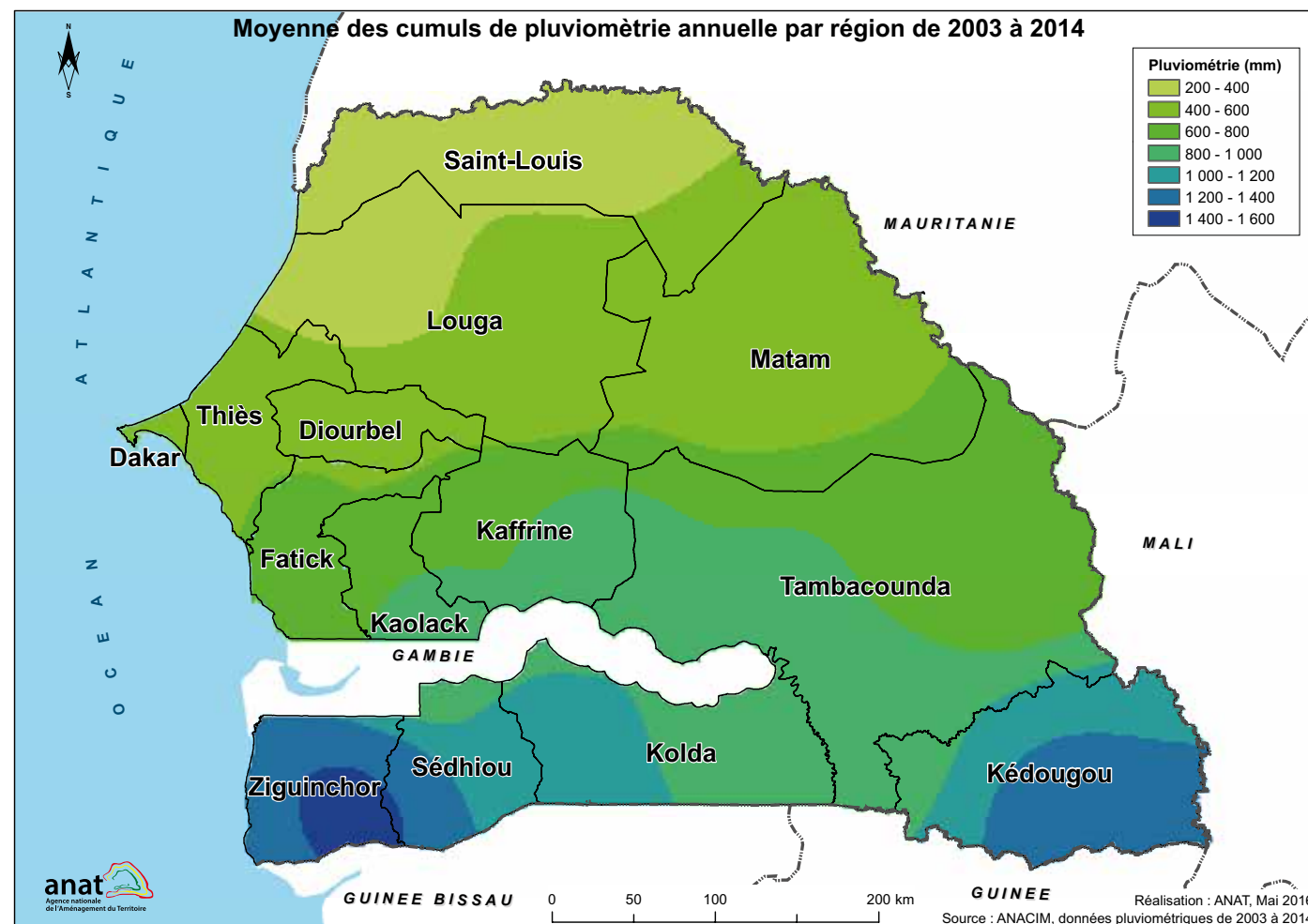
Cultures dans la Vallée du fleuve Sénégal



Carte 3 : Les zones écogéographiques du Sénégal

I. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

PLUVIOMETRIE ET RESSOURCES EN EAUX DE SURFACE

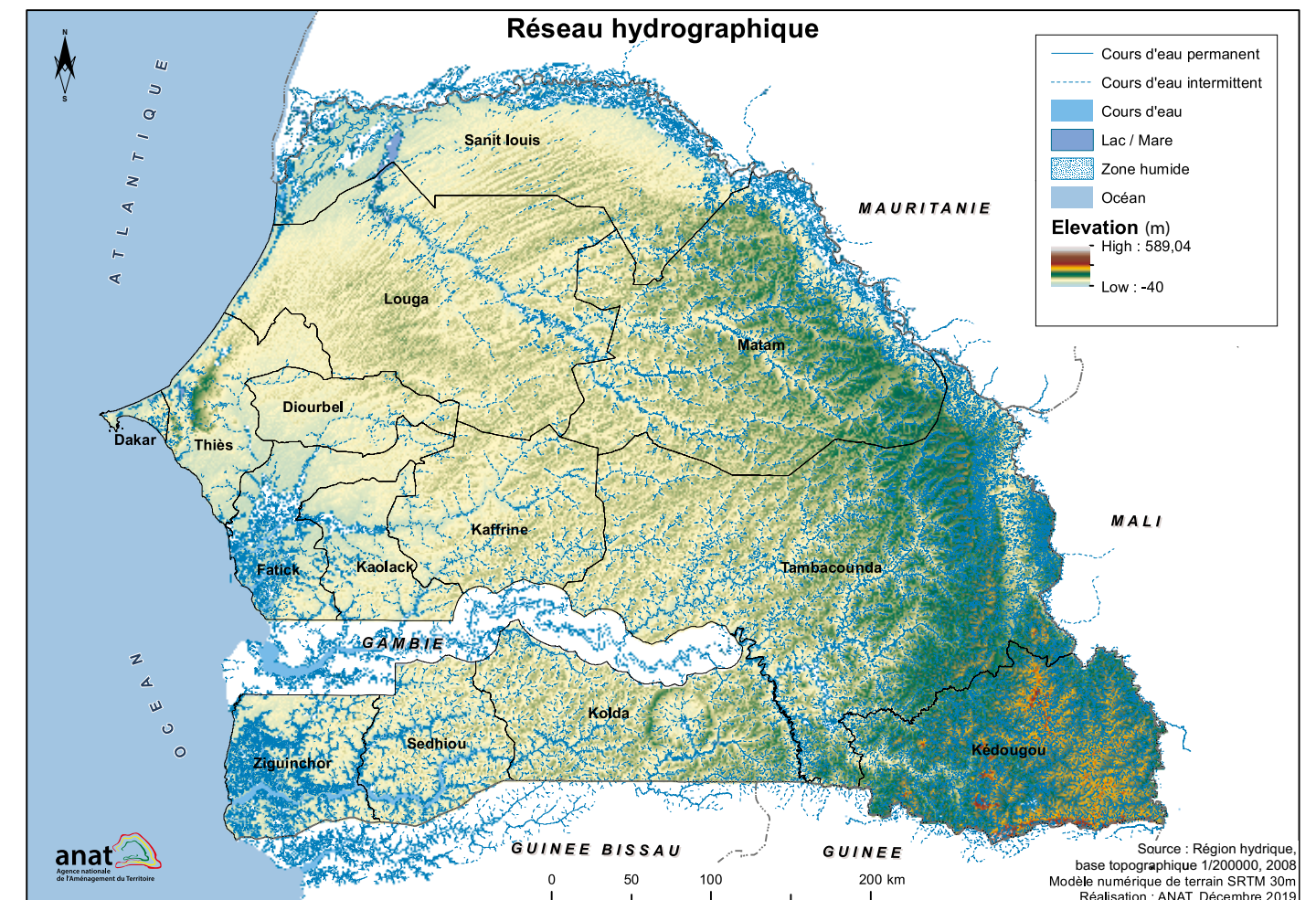


Carte 4 : Moyenne des cumuls de pluviométrie annuelle par région de 2003 à 2014

Les eaux de pluie sont estimées à 132 milliards de m³/an (ASPID, 2013). Elles sont générées entre Juin et Octobre, soit une période de 4 mois sur 12. La moyenne pluviométrique annuelle est estimée à environ 1 200 mm/an à Ziguinchor, 600 mm/an dans le Bassin Arachidier et 250 mm/an au Nord du Sénégal.



Barrage de Diama



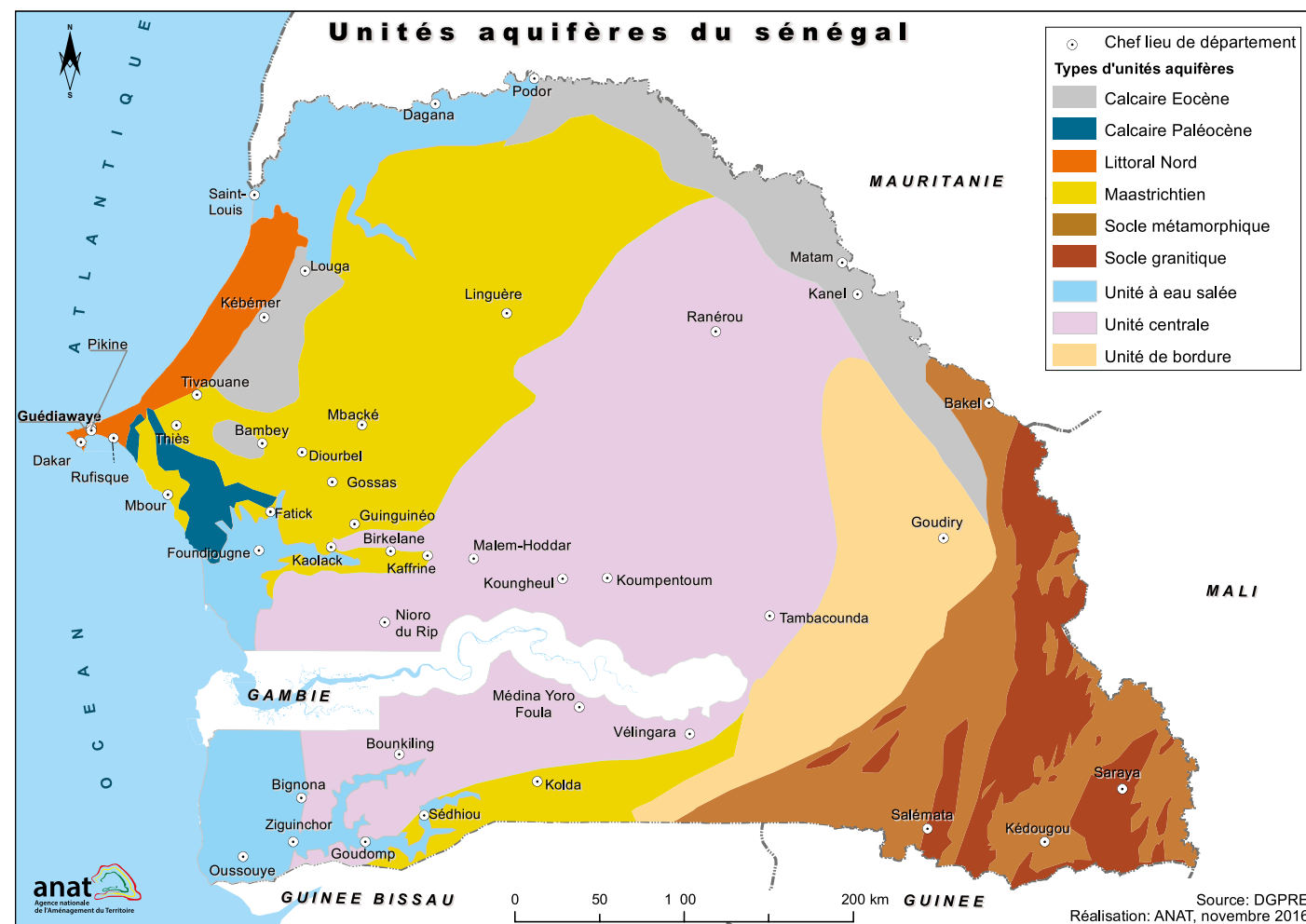
Carte 5 : Réseau hydrographique

Les réserves en eaux de surface sont localisées dans les bassins des fleuves Sénégal, Gambie et Casamance qui constituent un réseau hydrographique dense. Le volume des eaux de surface renouvelables est estimé à 38,8 milliards de m³/an.



Eau du lac de Guiers

ANALYSE DU TERRITOIRE

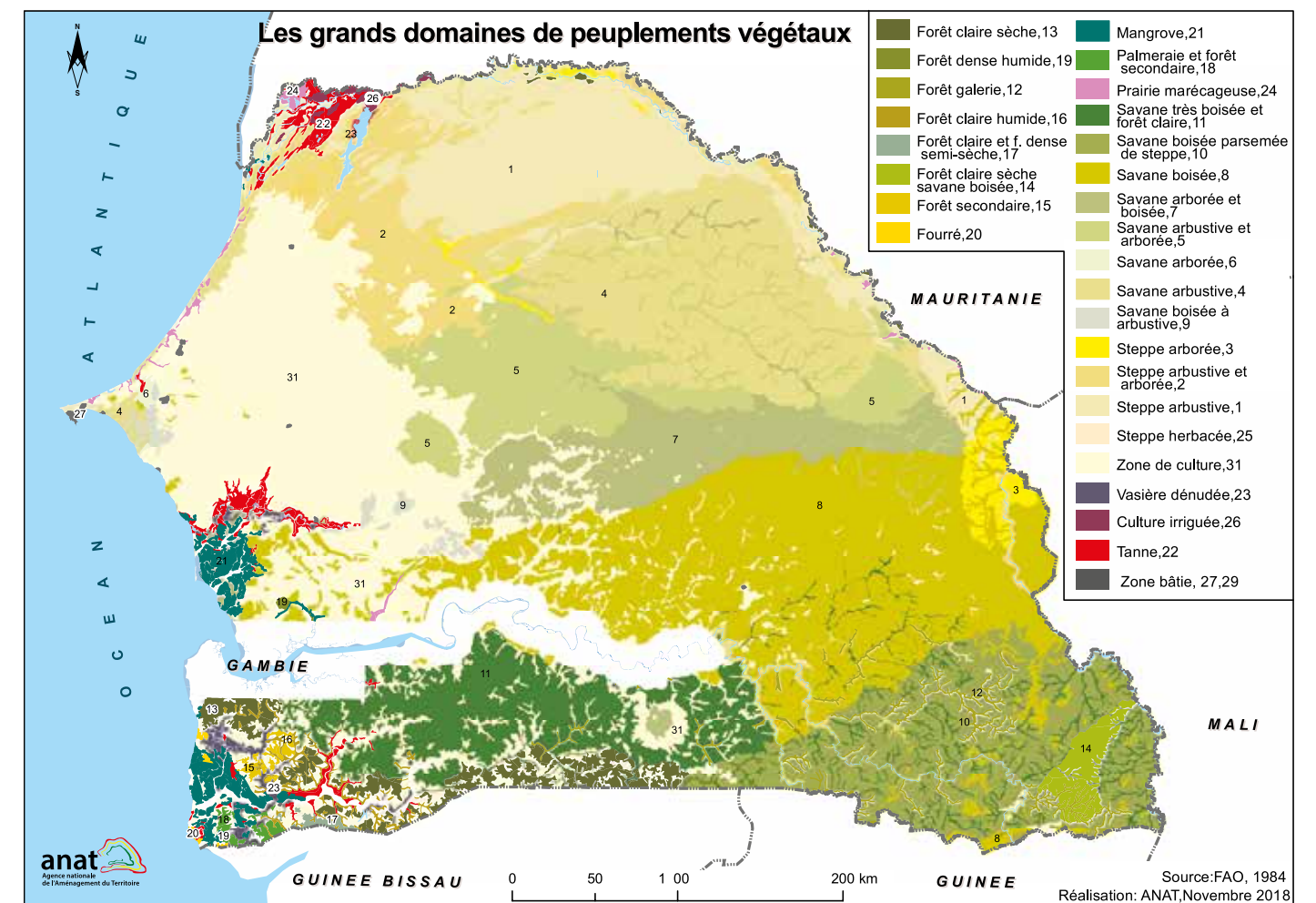
I. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES
RESSOURCES EN EAU SOUTERRAINE ET VEGETATION

Carte 6 : Unités aquifères du Sénégal

Le potentiel en **eaux souterraines** est constitué par le bassin sédimentaire sénégalo-mauritanien et celui du socle ancien localisé au Sénégal Oriental. Leur potentiel en eau souterraine serait de l'ordre de 450 à 600 milliards de m³ d'eau et la recharge annuelle serait de 3 à 4 milliards de m³/an (DGPPE, 2011). Au total, entre 180 000 et 200 000 m³/j sont exploités dans les aquifères superficiels, soit 6 570 millions de m³/an.



Travaux de forage



Carte 7 : Grands domaines de peuplements végétaux

Les ressources végétales sont constituées de savanes, de steppes, de forêts et de formations particulières. La savane couvre la plus grande partie du territoire avec une superficie estimée à 5 077 000 hectares (PFS, 2005-2025 in annuaire/CSE, 2018). Les steppes sont localisées dans le tiers Nord du territoire et occupent une superficie de 5 364 300 hectares. Quant aux forêts, elles sont situées dans les parties Sud et Sud-Est du pays et sont évaluées à 2 281 200 hectares. Les formations particulières sont essentiellement constituées par la zone des Niayes et les zones humides deltaïques qui abritent la mangrove.



Forêt



Savane

I. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

LES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Le Sénégal bénéficie d'atouts hydrophysiques et biologiques pour le développement de la pêche avec : une zone littorale Atlantique qui s'étend sur près de 718 km de côtes, un espace maritime qui couvre environ 198 000 km², une importante biodiversité halieutique, des variations hydrologiques marquées par la présence du phénomène d'upwelling et une forte tradition de « grands pêcheurs » établies le long des côtes.

Le potentiel aquacole du pays est lié en grande partie à un réseau hydrographique très dense constitué par le fleuve Sénégal, le fleuve Gambie, la Falémé, le fleuve Casamance, les estuaires ainsi que plusieurs affluents. A cela, il faut ajouter plus de 700 km de côtes, les plans d'eau intérieurs dont le lac de Guiers, la vallée du Ferlo, la rivière Kayanga, les lacs collinaires, les écosystèmes lacustres, les nombreux marigots et mares et les bassins de rétention disséminés dans le pays.



Crevettes



Poissons



Coquillages



Huitres



Ferme aquacole

ANALYSE DU TERRITOIRE

I. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES
LES RESSOURCES FAUNIQUES

La faune compte environ 4 330 espèces reconnues (MEPN, 1998) réparties essentiellement en deux groupes suivants :

- les invertébrés regroupent 70% des espèces animales du Sénégal ;
- les vertébrés comptent environ 1 400 espèces. 14 des 192 espèces de mammifères recensées au Sénégal sont menacées d'extinction.



Antilope



Hippopotame



Lion



Oiseaux



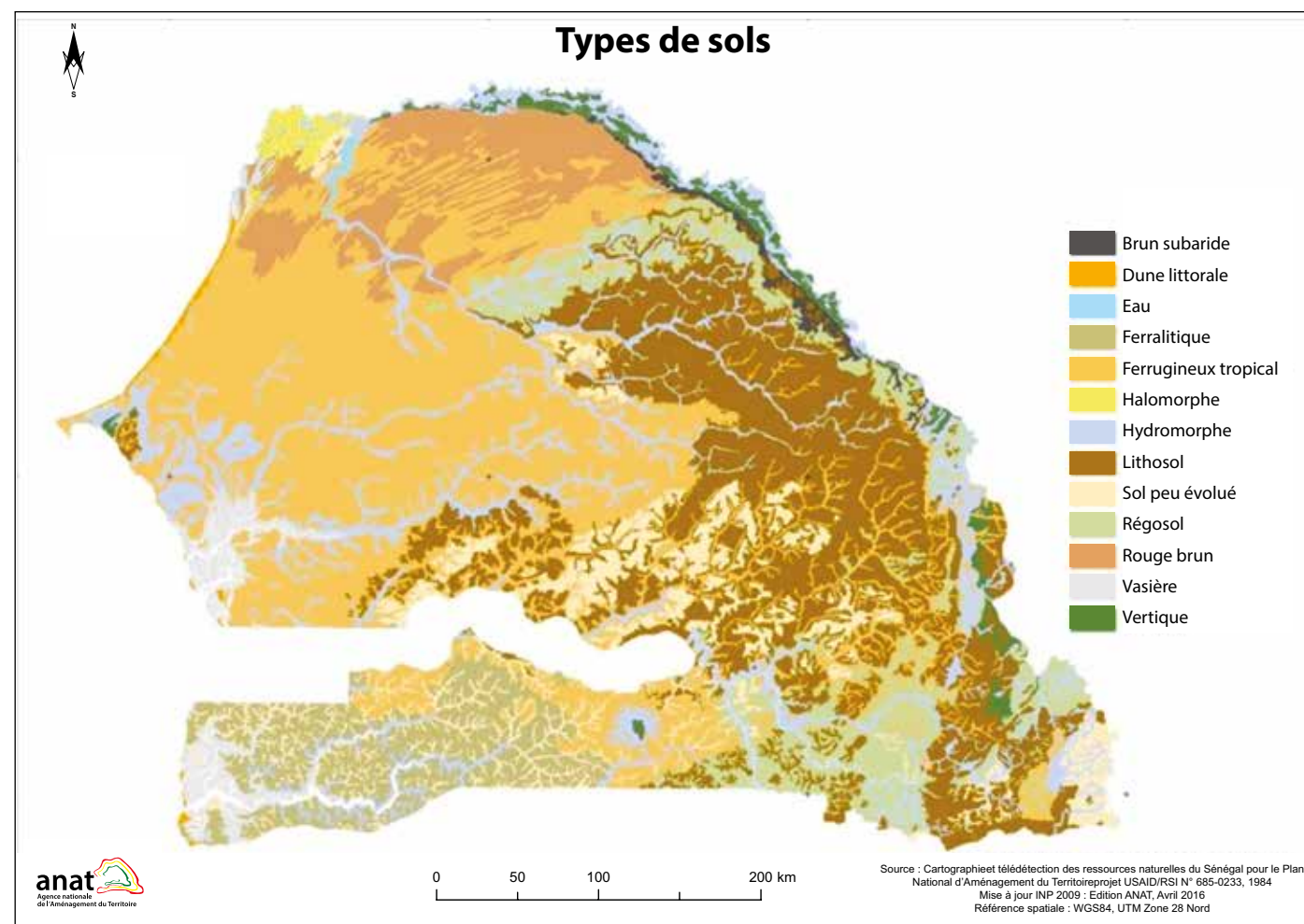
Hyène



Singes

I. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

LES RESSOURCES PEDOLOGIQUES



Carte 8 : Types de sols

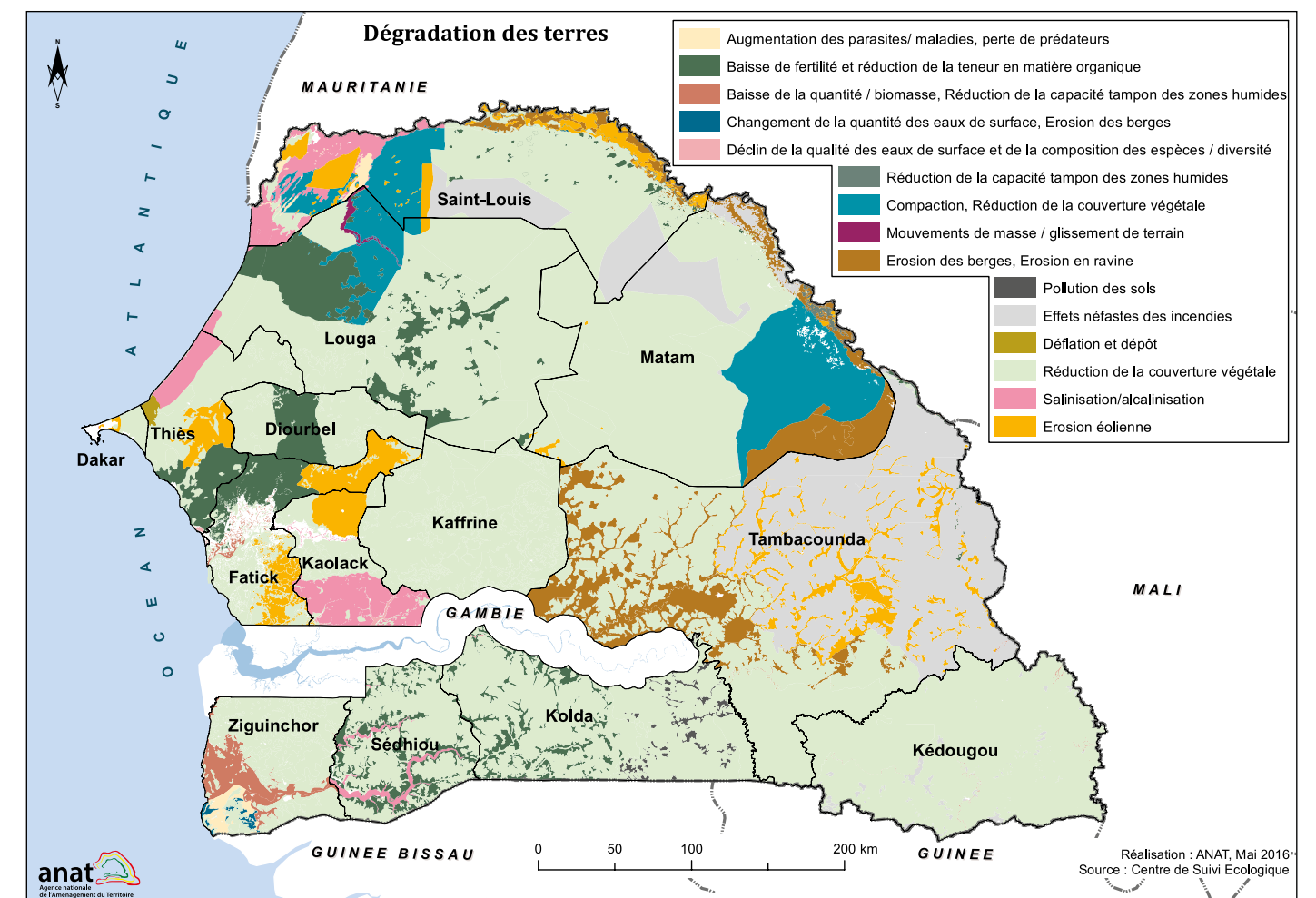
Ils sont essentiellement constitués des sols iso-humiques subarides, des sols ferrugineux peu ou pas lessivés, des sols hydromorphes et des sols halomorphes ou sols salés.

Les sols provenant des formations sur terrains secondaires et tertiaires sont situés sur les plateaux et les versants alors que les sols rouges faiblement ferrallitiques sont rencontrés en Casamance.

Les sols formés sur socle primaire ou sur roche volcano-sédimentaire sont composés des vertiques, des lithosols et de régosols.



Profil du sol



Carte 9 : Dégradation des terres au Sénégal

La dégradation des sols est une tendance lourde au Sénégal. Ses causes sont surtout liées à l'érosion éolienne, l'érosion hydrique, la dégradation chimique (salinisation, acidification) et la dégradation physico-biologique (baisse de porosité, de perméabilité). A ces facteurs naturels, il faut ajouter les causes ou facteurs d'origine anthropiques comme la pression démographique, les feux de brousse, les pratiques culturales, le surpâturage et les activités industrielles.



Erosion

ANALYSE DU TERRITOIRE

I. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

RESSOURCES MINIERES



Fer



Or



Zircon



Phosphate

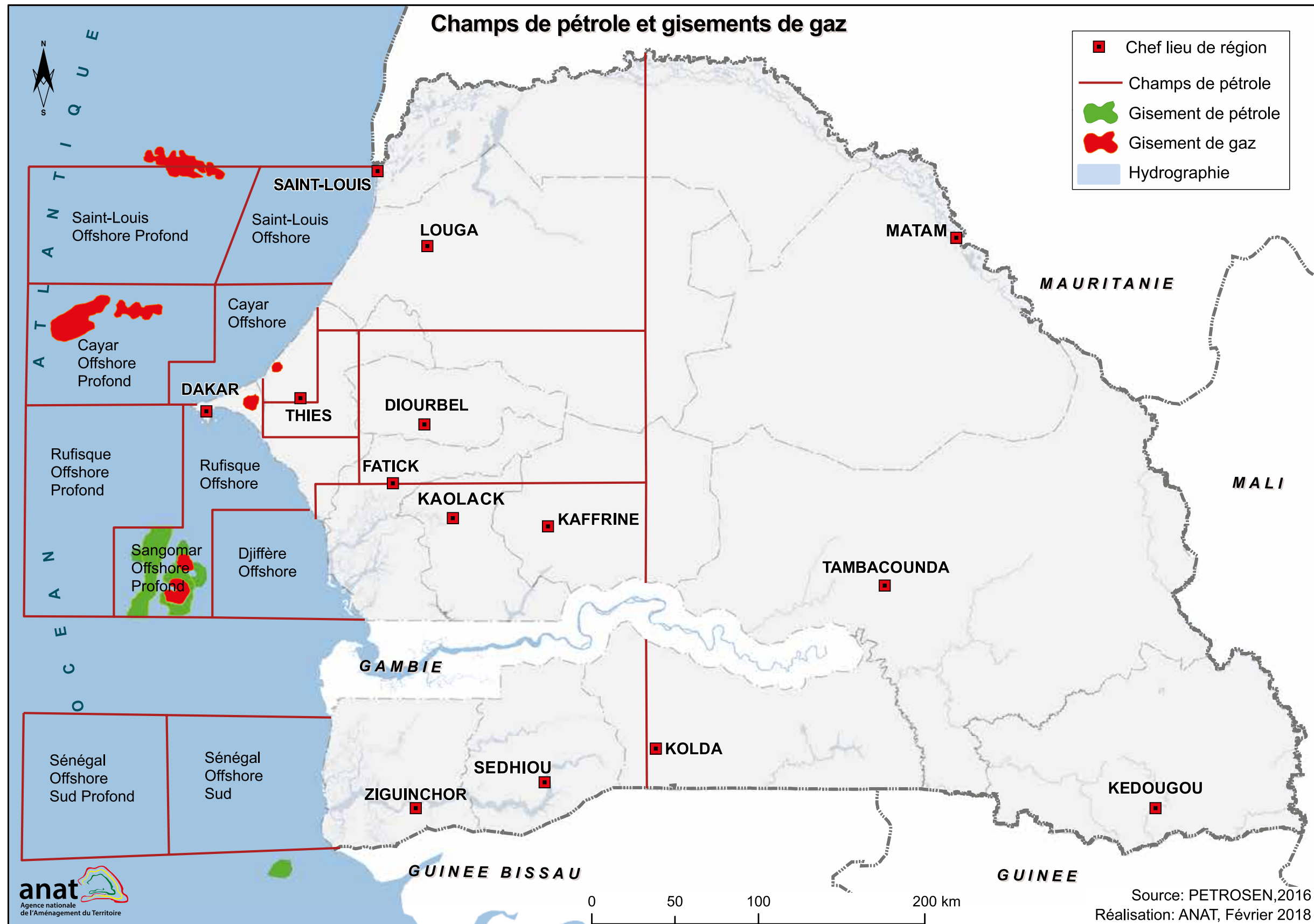


ICS

Carte 10 : Ressources minières du Sénégal

I. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

DECOUVERTES PETROLIERES ET GAZIERES



Carte 11 : Champs de pétrole et de gaz

ANALYSE DU TERRITOIRE

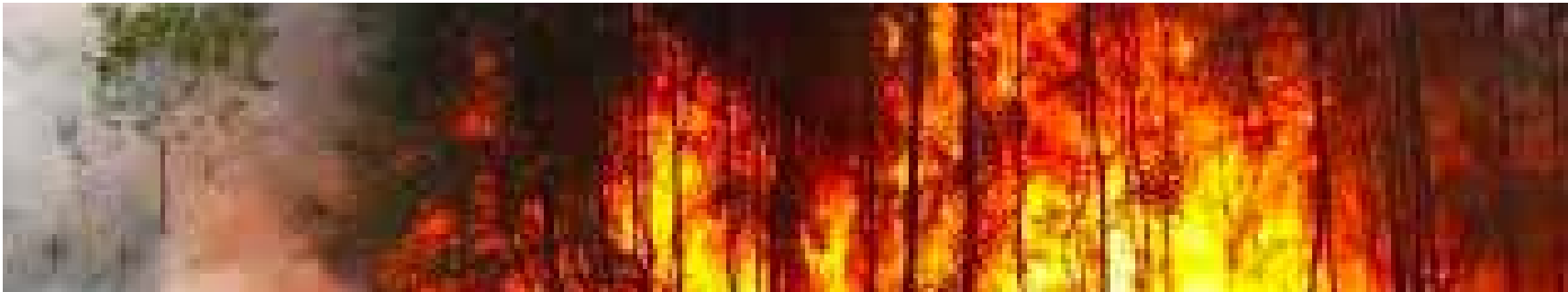
I. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

CADRE DE VIE ET RISQUES

Les différents types de risques sont d'ordre naturel (inondation, érosion côtière, sécheresse, etc.) et anthropique (incidents technologiques, feux de brousse, etc.). Les départements côtiers, très urbanisés, avec une présence marquée d'unités industrielles sont les plus vulnérables.



Carte 12 : Niveau de vulnérabilité aux risques majeurs par département



Feux de brousse



Occupation emprise lignes HT



Inondation



Erosion côtière



Risque submersion marine



Pollution de l'air



Risque d'explosion (Dépôt carburant)

II. DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SPATIALES

UNE POPULATION EN CONSTANTE AUGMENTATION DANS UN ELAN D'URBANISATION ET DE CONCENTRATION DANS LA PARTIE OUEST DU PAYS

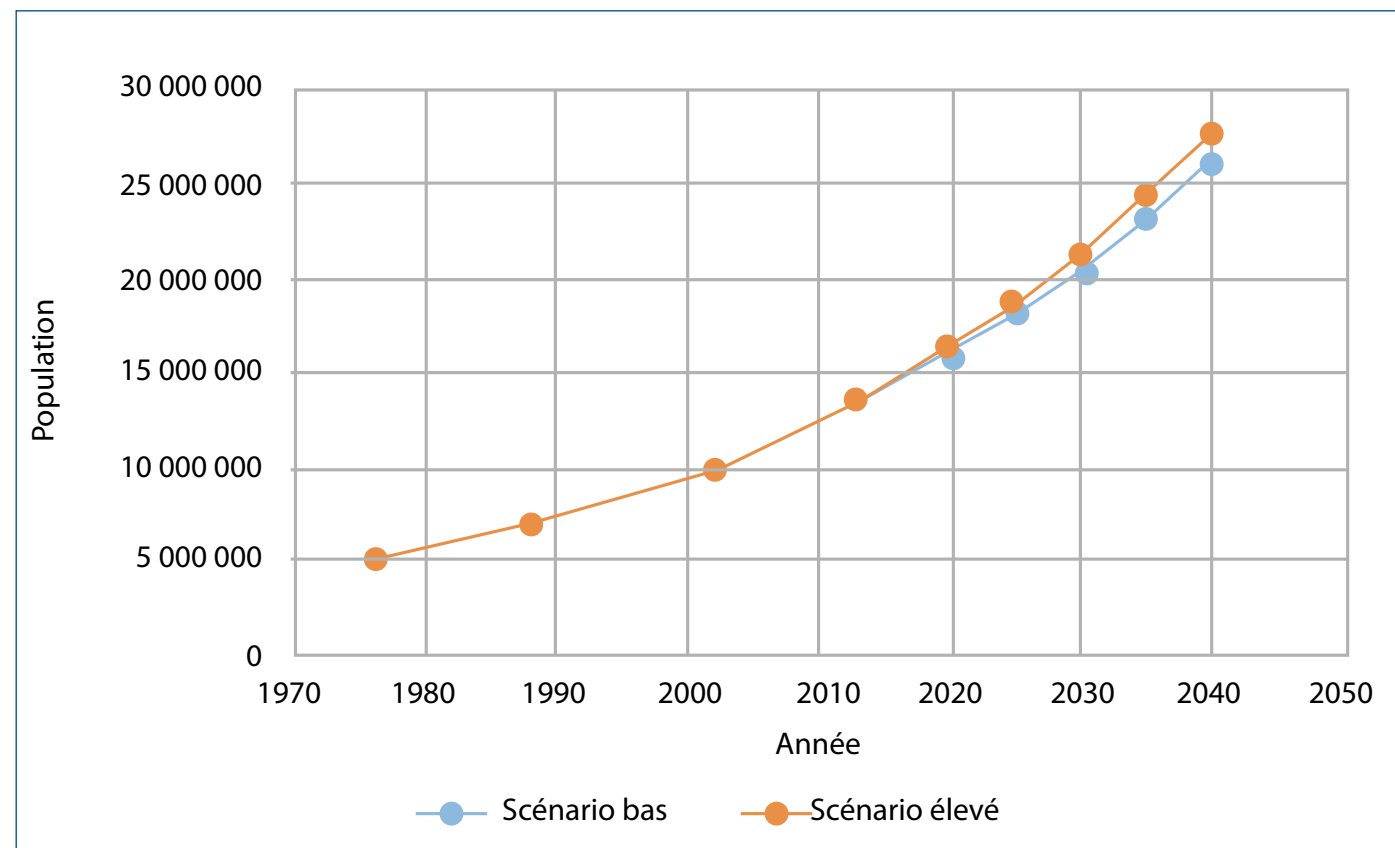


Figure 2 : Evolution et projection de la population du Sénégal

Le Sénégal connaît une croissance démographique rapide. Le taux d'accroissement moyen intercensitaire assez élevé s'établit entre 2002 et 2013 à 2,5%. Si cette tendance est maintenue, la population nationale atteindrait 26 312 275 habitants à l'horizon 2035.

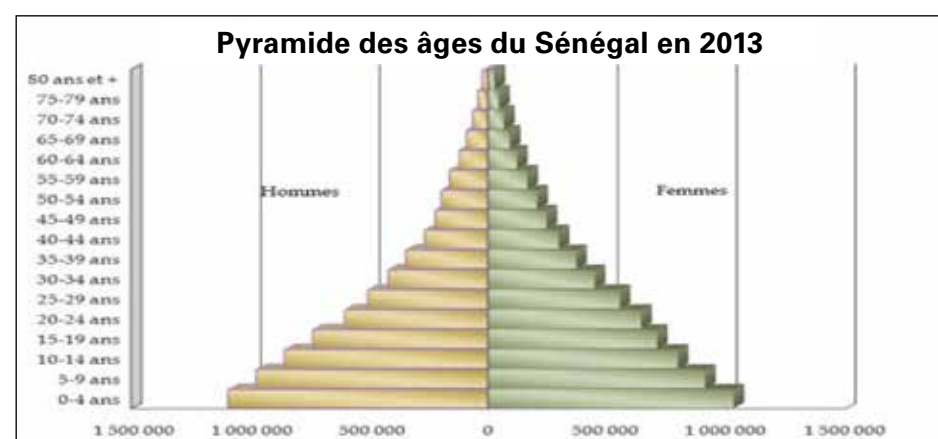
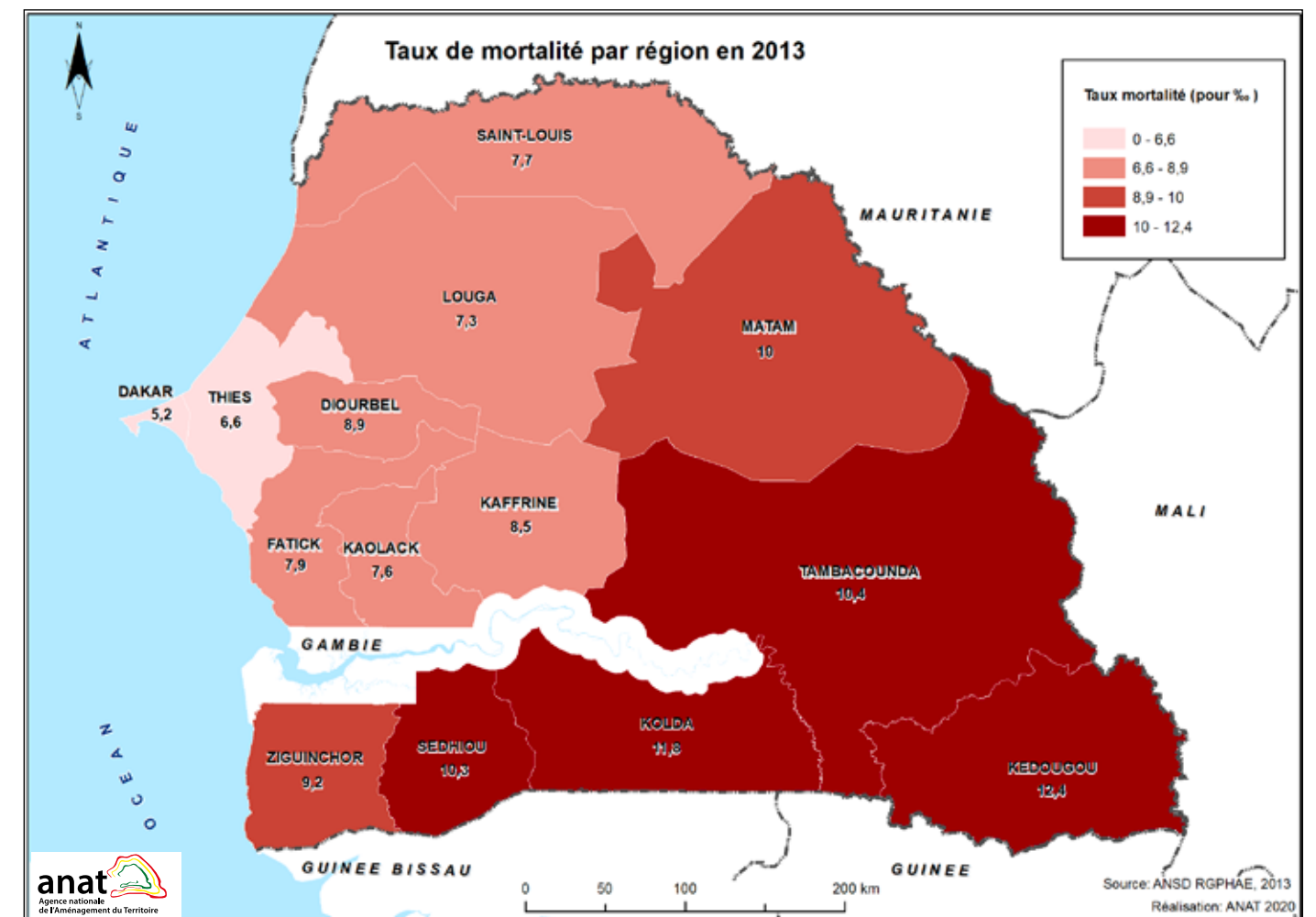


Figure 3 : Pyramide des âges du Sénégal en 2013

Source: ANSD-RGPHAE 2013/ANAT 2017

À l'image des pays en développement, cette pyramide des âges témoigne de la jeunesse de la population sénégalaise. Le sommet aminci de cette pyramide montre que le nombre de personnes âgées 60 ans et plus est relativement faible.



Carte 13 : Taux de mortalité par région en 2013

Selon le RGPHAE, le Taux Brut de Mortalité est de 8‰ avec des disparités entre les régions. En effet, les TBM les plus faibles sont enregistrés au niveau des régions de Dakar (5,2‰) et de Thiès (6,6‰), tandis que les plus élevés sont notés au niveau des régions de Tambacounda (10,4‰), de Kédougou (12,4‰), de Kolda (11,8‰), etc.

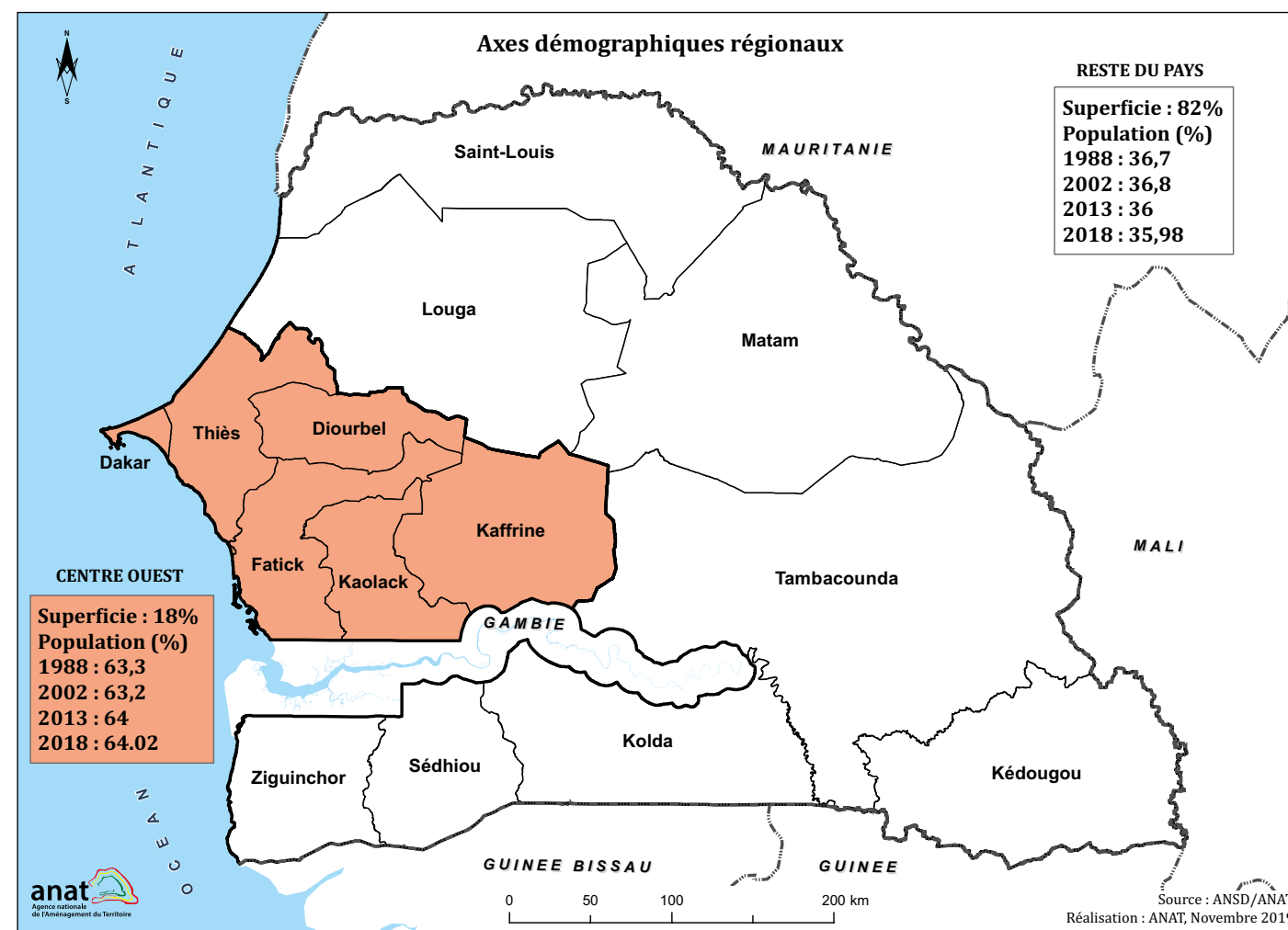
Quant à la mortalité maternelle, elle est de 434 décès pour 100 000 naissances avec des disparités entre les régions.

ANALYSE DU TERRITOIRE

II. DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SPATIALES

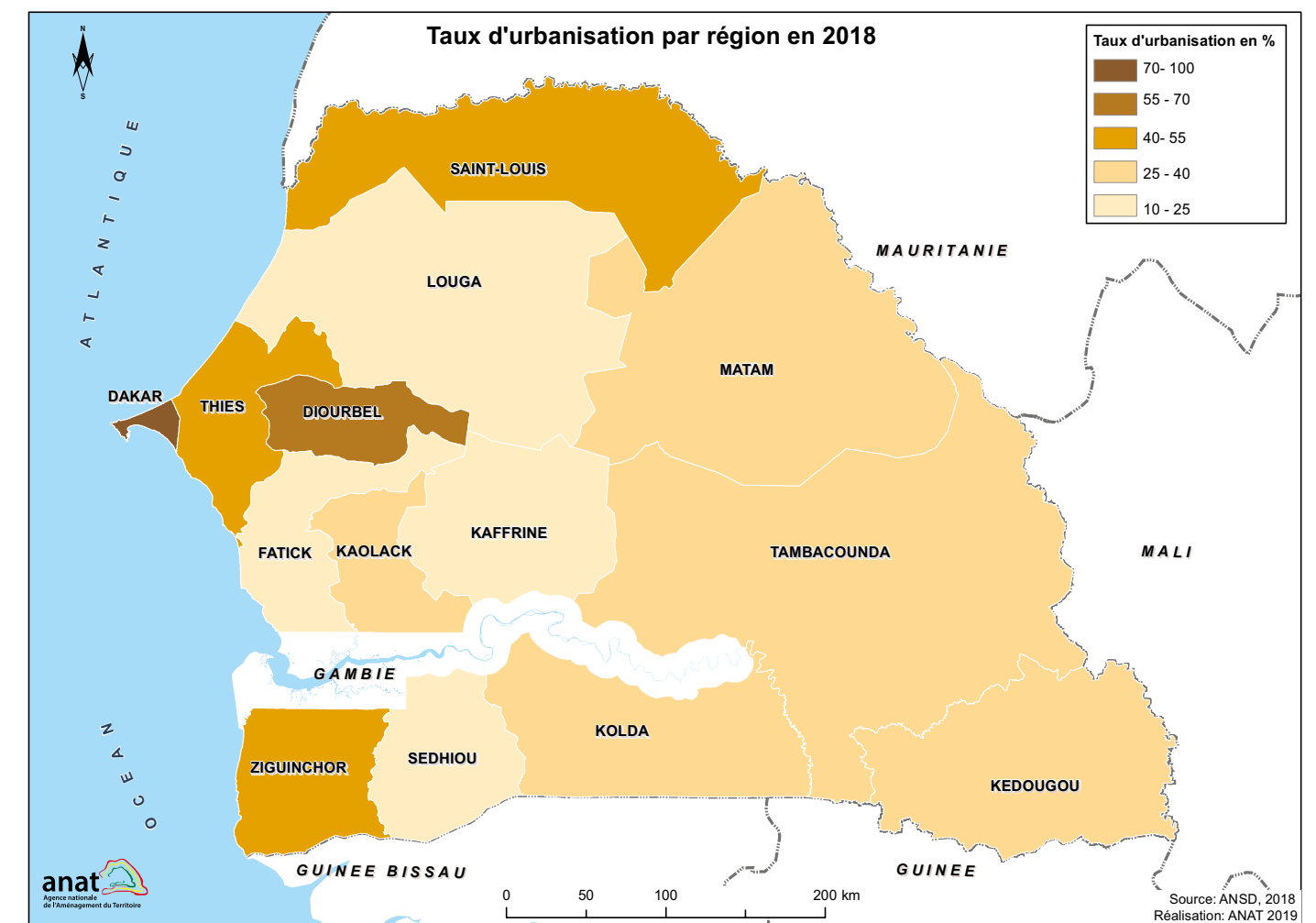
UNE POPULATION EN CONSTANTE AUGMENTATION DANS UN ELAN D'URBANISATION ET DE CONCENTRATION DANS LA PARTIE OUEST DU PAYS

La population est très inégalement répartie sur le territoire. On note une forte concentration des populations et des activités dans la partie Ouest du pays. En effet la région de Dakar occupe 0.3% de la superficie du pays et concentre plus de 23% de la population nationale. Les régions de Dakar, Thiès, Diourbel, Kaolack, Kaffrine et Fatick qui ne représentent que 18% du territoire abritent plus de 64% de la population.



Carte 14 : Les axes démographiques régionaux

Le taux d'urbanisation moyen est estimé à 52% en 2018. Avec un taux d'urbanisation de 96%, la région de Dakar est presque totalement urbanisée. Elle est suivie de la région de Diourbel (taux d'urbanisation de 67%) qui abrite Touba la deuxième ville la plus peuplée après Dakar. Les régions de Thiès, Saint-Louis et Ziguinchor connaissent également une urbanisation rapide avec des taux compris entre 48% et 52%. Les régions de Louga, Sédhiou et Kaffrine sont les moins urbanisées avec des taux d'urbanisation inférieurs à 23%.



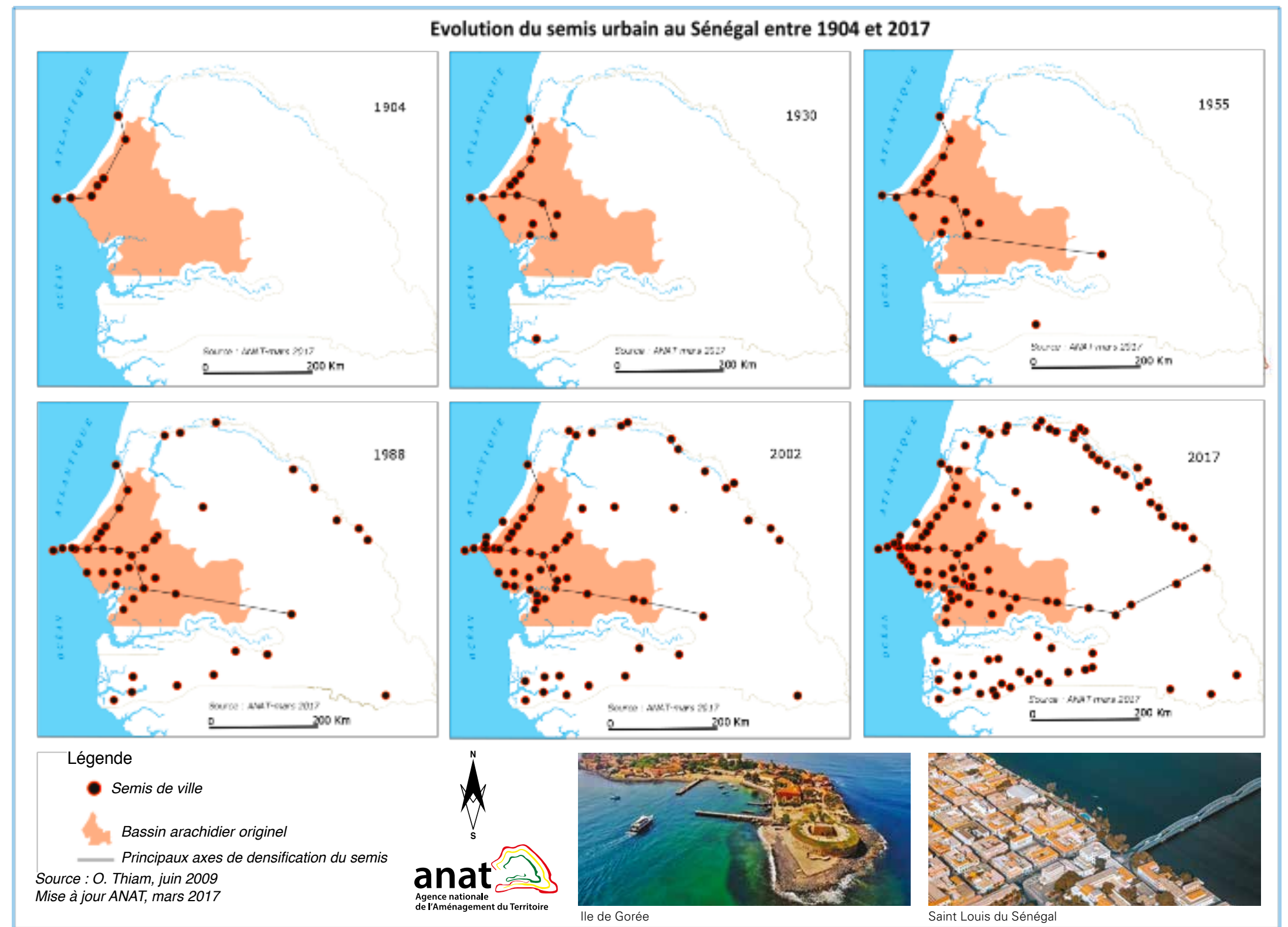
Carte 15 : Taux d'urbanisation par région en 2018

II. DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SPATIALES

UN SEMIS URBAIN EN EVOLUTION ET UN ETALEMENT TRES MARQUE DE CERTAINES AGGLOMERATIONS

L'urbanisation du pays demeure un phénomène permanent et comporte trois principales phases :

- **La phase de démarrage** avec la naissance de la ville de Saint-Louis comme capitale administrative de la colonie du Sénégal. En plus, la création, à partir de 1885, d'une liaison ferroviaire entre Saint-Louis et Dakar a été déterminante dans l'urbanisation de la grande côte. Cette liaison a permis de consolider le rôle et la position de Dakar et d'accélérer le développement des petites localités et escales (Louga, Kébémér, Ndandé, Mékhé, Tivaouane, ...) situées le long de cet axe ;
- **La phase de décollage** correspond à l'introduction et au développement de l'arachide. En effet, cela a nécessité la création de points de tri et de collecte dans les zones de production qui, au fil du temps, se sont transformées en centres relais, puis en centres administratifs. La naissance et le développement des villes situées le long du chemin de fer Dakar-Niger (Khombole, Bambey, Guinguinéo, Koungheul, ...) obéissent à ce mécanisme. Cette phase marque aussi la diffusion de l'urbanisation dans les régions intérieures, celles du Bassin arachidier en particulier ;
- **La phase d'accélération** a démarré à partir de la décennie 1960 et se caractérise par la densification du réseau urbain, la hiérarchisation du réseau urbain et l'affirmation des villes autochtones.



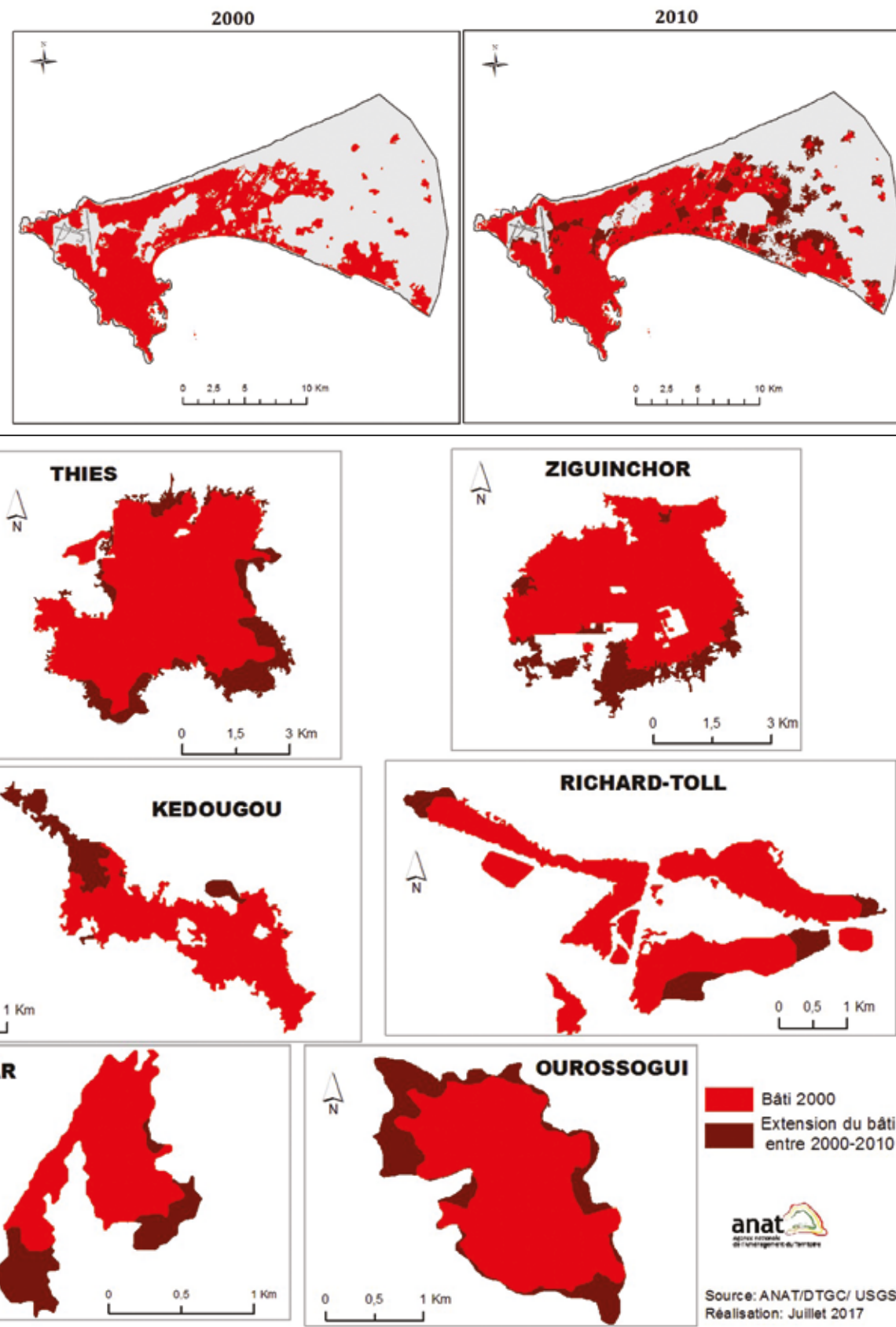
Carte 16 : Evolution du semis urbain au Sénégal entre 1904 et 2017

ANALYSE DU TERRITOIRE

II. DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SPATIALES

UN SEMIS URBAIN EN EVOLUTION ET UN ETALEMENT TRES MARQUE DE CERTAINES AGGLOMERATIONS

L'analyse des taches urbaines montre une diffusion généralisée de l'urbanisation au cours de ces dix dernières années. La superficie urbanisée du pays est passée de 56 714 hectares en 2000 à 71 458 hectares en 2010, soit une augmentation de 26%. La superficie urbanisée de l'agglomération de Dakar est passée de 14 940 hectares à 18 300 hectares entre 2000 et 2010, soit une variation positive de 22,5%.



Carte 17 : Evolution des surfaces urbanisées entre 2000 et 2010



Pôle urbain de Diamniadio (Sphères ministérielles)



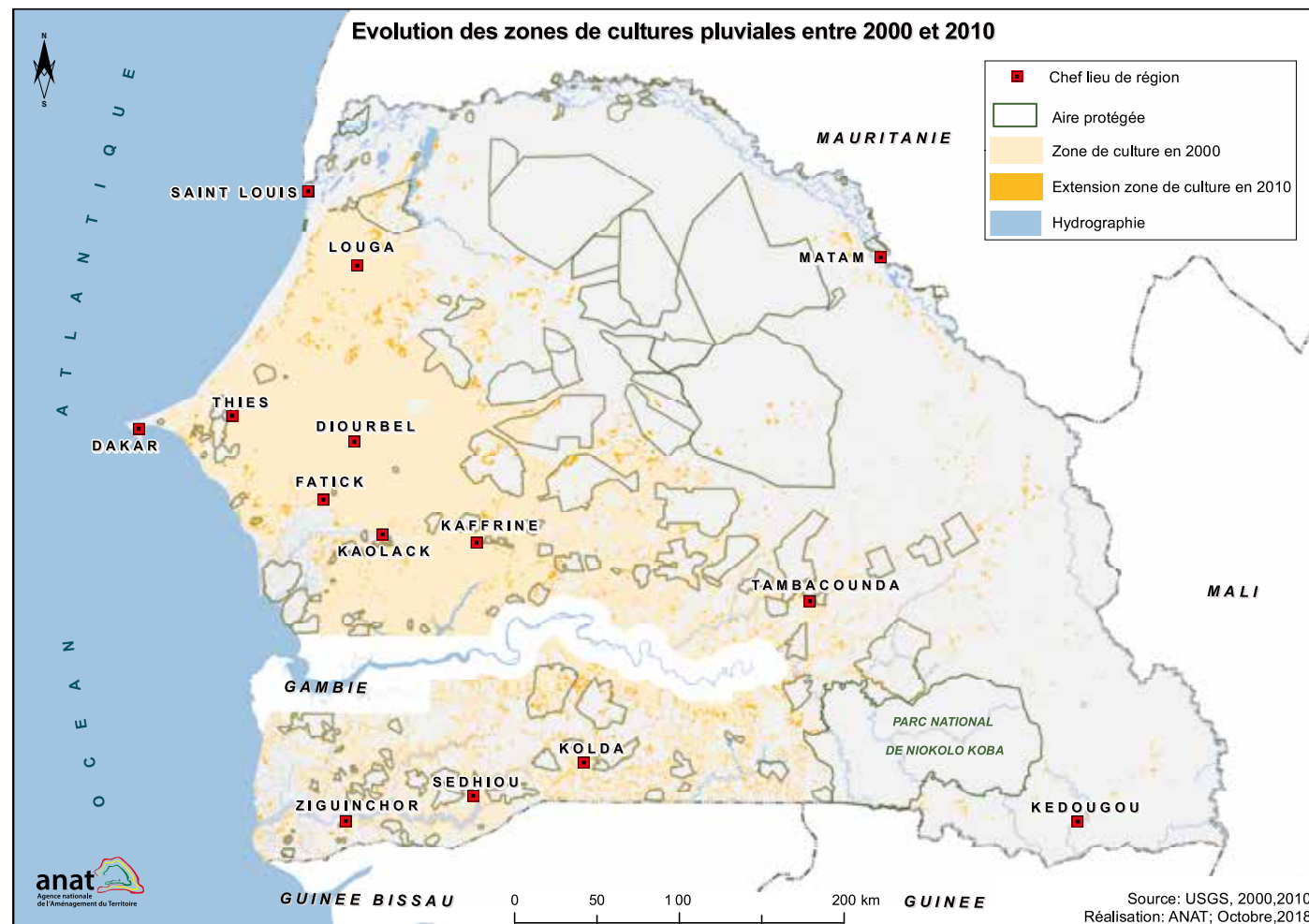
Programme immobilier



Lotissement

II. DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SPATIALES

EVOLUTION DES ZONES DE CULTURE



Carte 18 : Évolution des zones de cultures pluviales entre 2000 et 2010

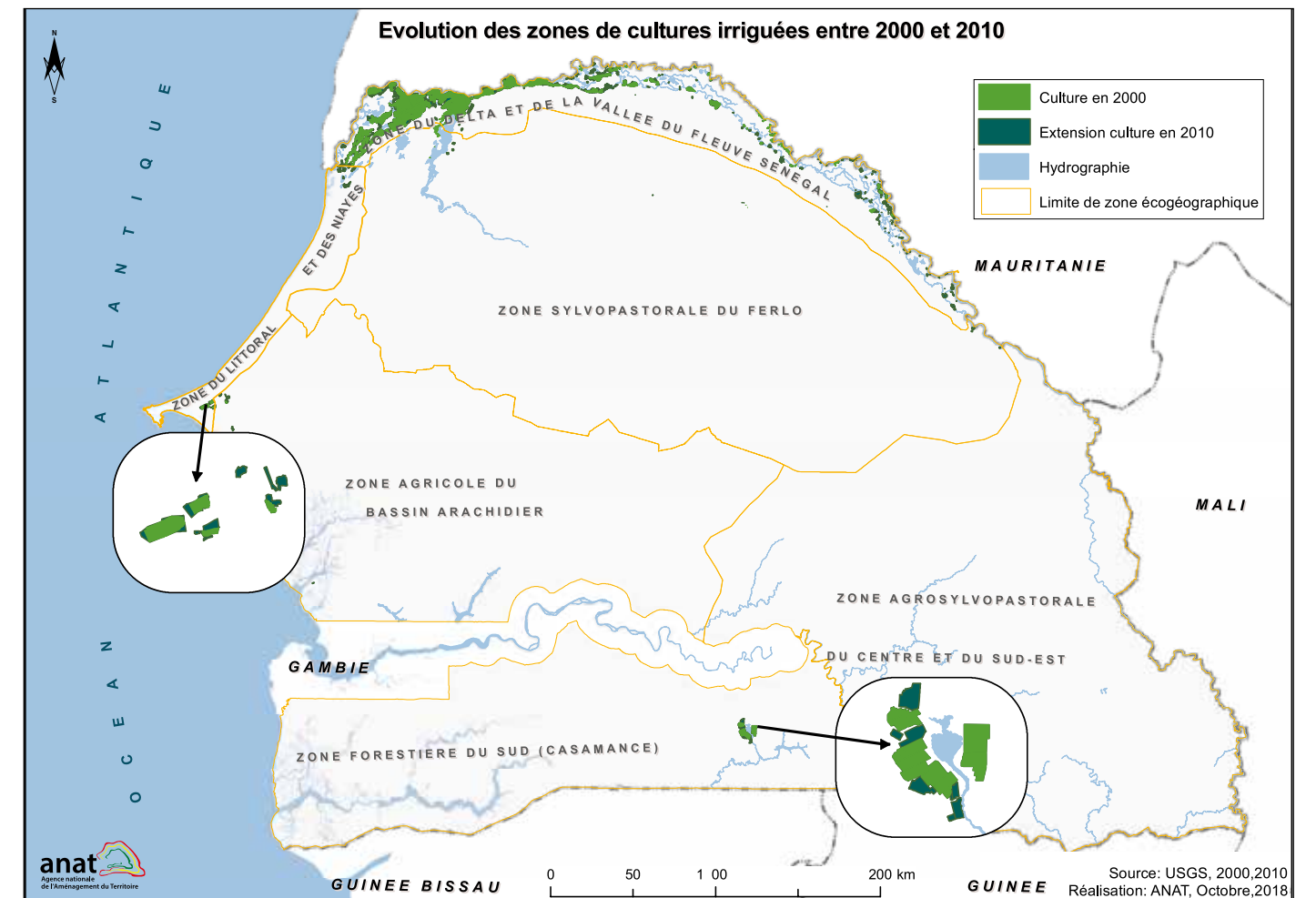
L'essentiel de la surface agricole du pays reste, comme par le passé, dominée par l'agriculture sous pluie. La surface occupée par ce type de culture représente en effet plus de 97 % de la surface agricole totale du pays est passé de 4 414 338 hectares en 2000 à 4 572 462 hectares en 2010.



Culture pluviale (arachide)



Culture pluviale (mil)



Carte 19 : Répartition spatiale des zones de cultures irriguées entre 2000 et 2010

Les zones de cultures irriguées sont essentiellement localisées dans la vallée du fleuve Sénégal qui concentre plus de 90% des surfaces de cultures irriguées du pays en 2010. Elle est suivie par la Casamance (5%).

L'irrigation n'occupe que 2% de la surface agricole du pays, mais constitue la méthode culturale la plus pratiquée après la culture sous pluie grâce à la construction de barrages hydro-agricoles (Diama, Niandouba, ...).

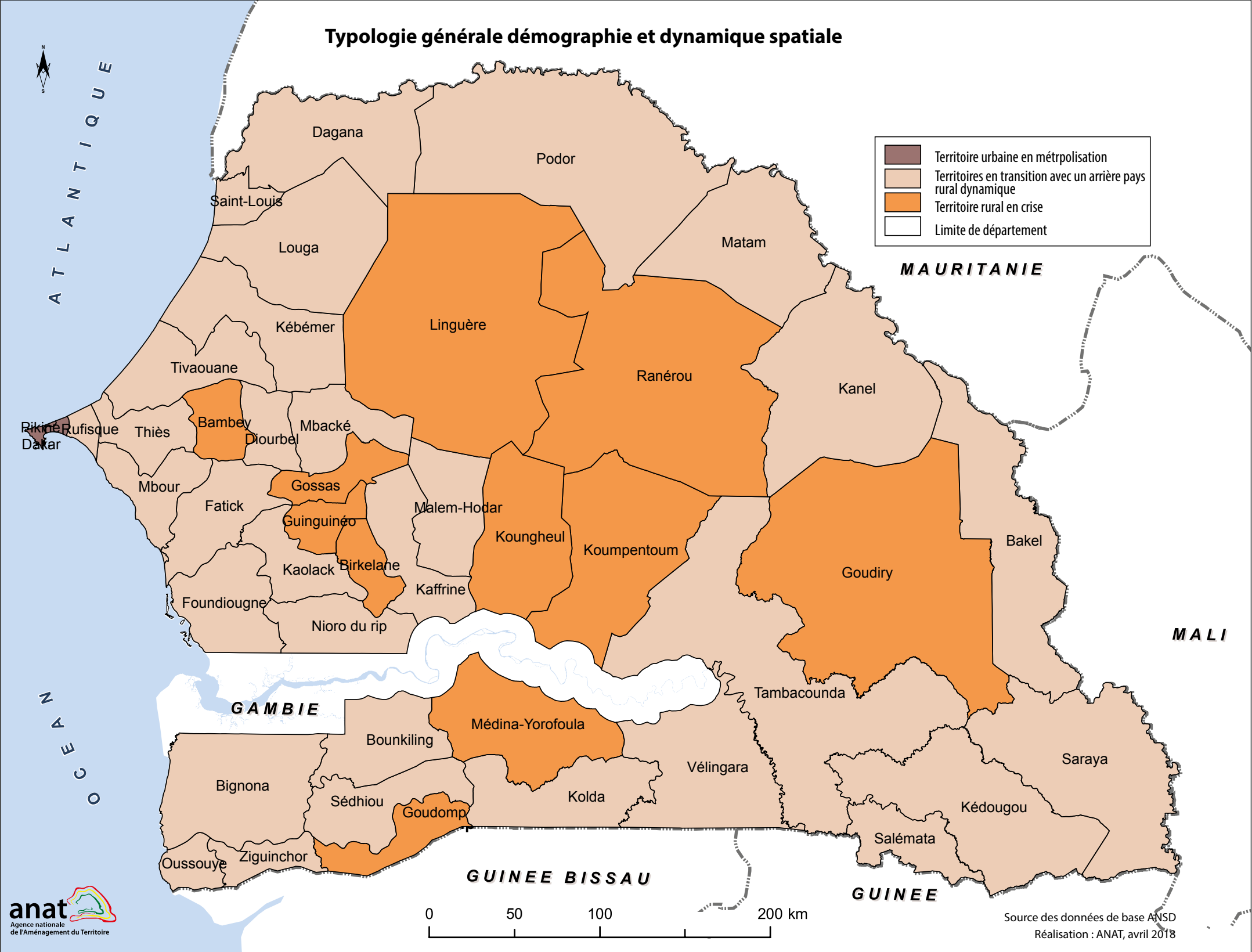


Culture irriguée (riz)

ANALYSE DU TERRITOIRE

II. DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SPATIALES
TYPOLOGIE DES TERRITOIRES

Type de territoire	Traits principaux de l'occupation de l'espace
Territoires urbains en métropolisation	<ul style="list-style-type: none">Des densités démographiques exceptionnellement élevées, avec un pic de 25 385 habitants au Km² dans le département de Guédiawaye ;Une urbanisation rapide et diffuse, avec une variation positive très forte des surfaces urbanisées ;Une transition urbaine achevée, avec 100% de population urbaine.
Territoires en transition, avec un arrière-pays rural dynamique	<ul style="list-style-type: none">Des densités démographiques globalement supérieures à la moyenne nationale, avec des valeurs exceptionnellement élevées au niveau des départements de Rufisque, de Mbour et de Mbacké ;Une occupation de l'espace encore marquée par les activités à caractère rural dans la majorité des départements, l'agriculture surtout ;Une transition urbaine en cours, achevée dans certains cas (Rufisque, Mbacké et Mbour surtout).
Territoires ruraux en crise	<ul style="list-style-type: none">Zones en dépeuplement, avec des densités démographiques généralement inférieures à la moyenne nationale ;Une évolution très lente des surfaces urbanisées ;Une occupation du sol largement dominée par les activités à caractère rural, l'agriculture notamment.

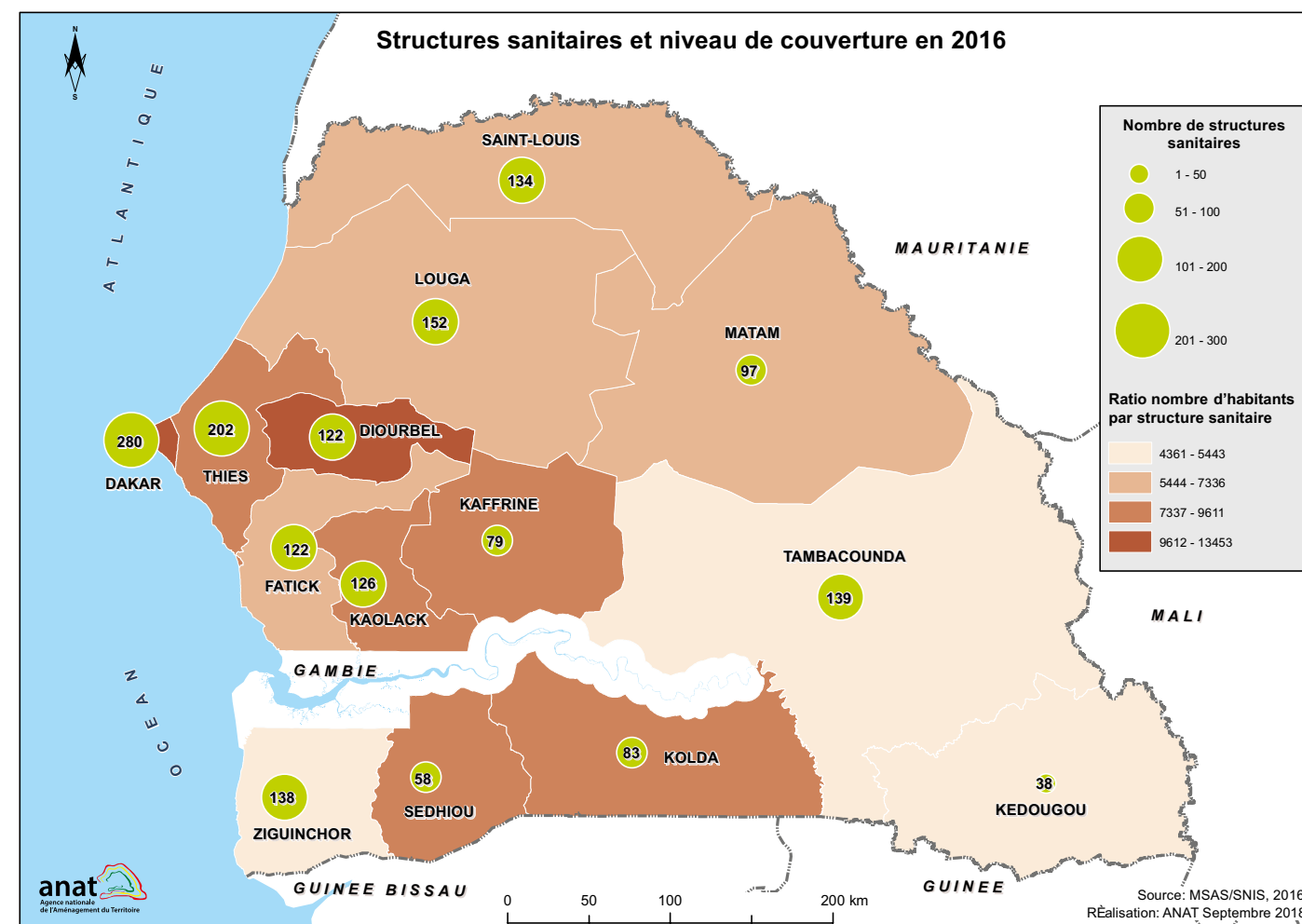


Carte 20 : Typologie générale démographie et dynamique spatiale

III. DEVELOPPEMENT HUMAIN

ACCES AUX SERVICES DE SANTE

Les infrastructures et équipements sanitaires sont inégalement répartis à l'échelle nationale. Certaines régions de l'ouest, notamment Dakar et Thiès, accueillent plus d'infrastructures sanitaires que les autres régions avec un total respectif de 280 et 202 structures de santé (Hôpital, Centre de santé, Poste de santé) en 2016 et de ce fait offrent à leurs populations un niveau de couverture sanitaire plus favorable que le reste du territoire.



Carte 21 : Structures sanitaires et niveau de couverture en 2016



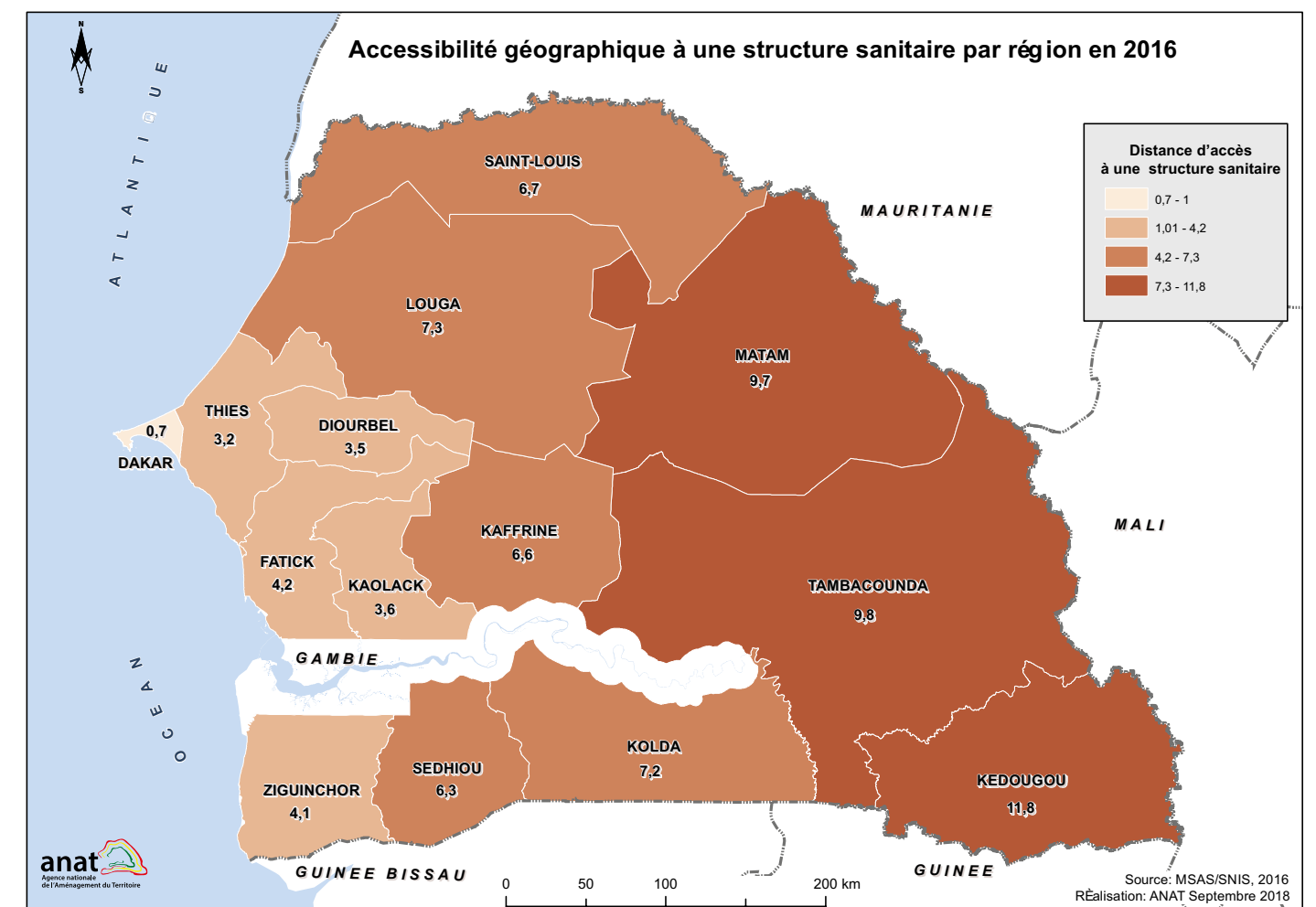
Prise en charge médicale



Iressef - Diamniadio

La carte ci-dessous met en évidence les problèmes d'accessibilité géographique surtout pour les régions à faible densité démographique, notamment : Kédougou (11,9 km en moyenne pour atteindre au moins un poste de santé), Tambacounda (9,8 km) et Matam (9,73 km en moyenne).

Dans la région de Dakar, il faut faire moins d'un kilomètre (0,78) pour atteindre une structure de santé (hôpital, centre ou poste de santé). Les régions qui se rapprochent un peu de Dakar sont Thiès (3,22 Km en moyenne), Diourbel (3,57 km).



Carte 22 : Accessibilité géographique à une structure sanitaire par région en 2016



Hopital Dala Jamm



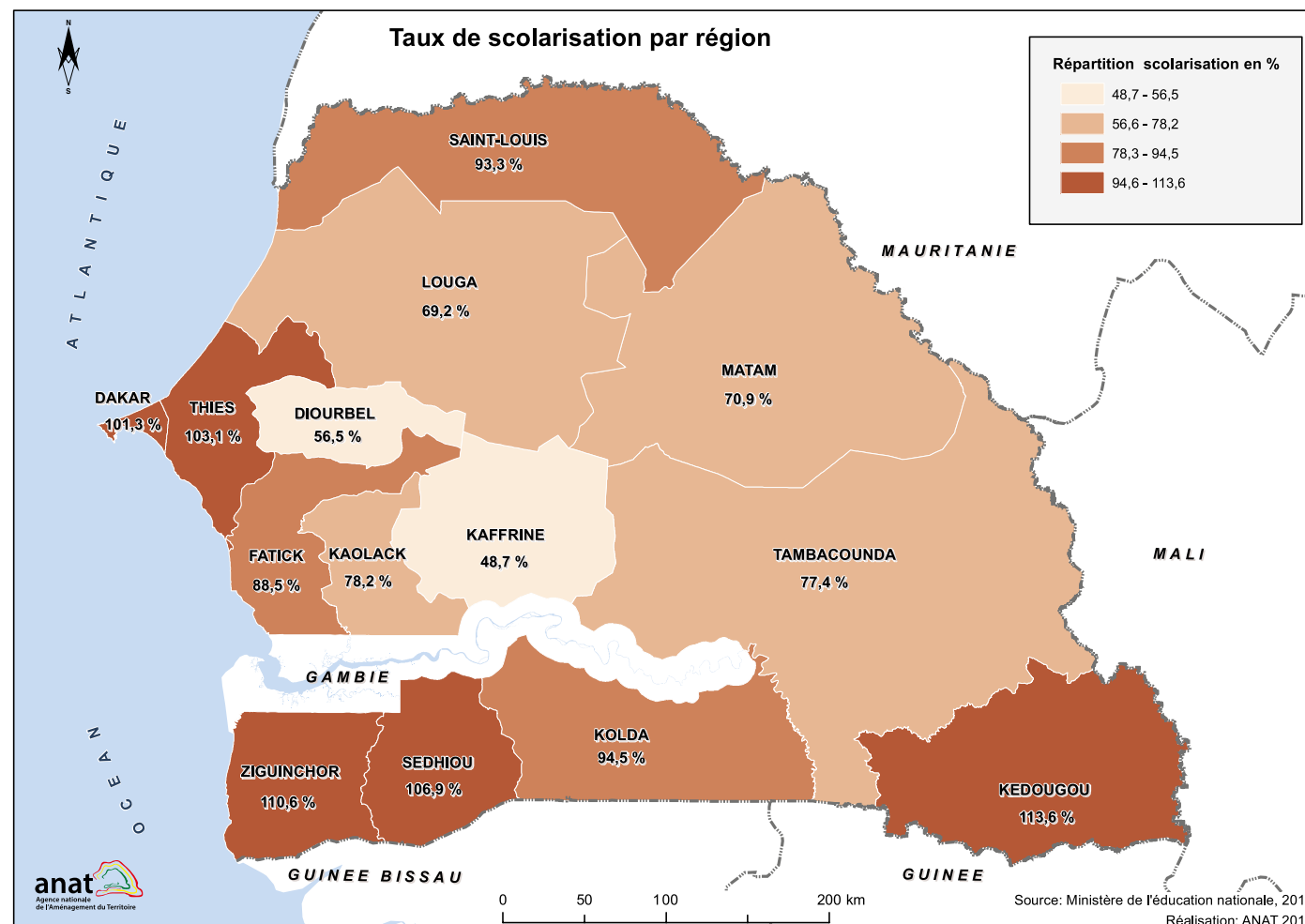
Case de santé

ANALYSE DU TERRITOIRE

III. DEVELOPPEMENT HUMAIN

ACCES A L'EDUCATION

Le taux brut de scolarisation au primaire s'est établi à 86% en 2017 (2, 08 millions d'élèves), contre 83,4% en 2006 (1,5 million d'élèves), avec d'importantes disparités régionales. En effet, en 2017, les régions de Kédougou, Ziguinchor, Sédhiou, Thiès et Dakar enregistrent des taux bruts de scolarisation supérieurs à 100% tandis que les régions de Kaffrine et Diourbel affichent des taux inférieurs à 56%.

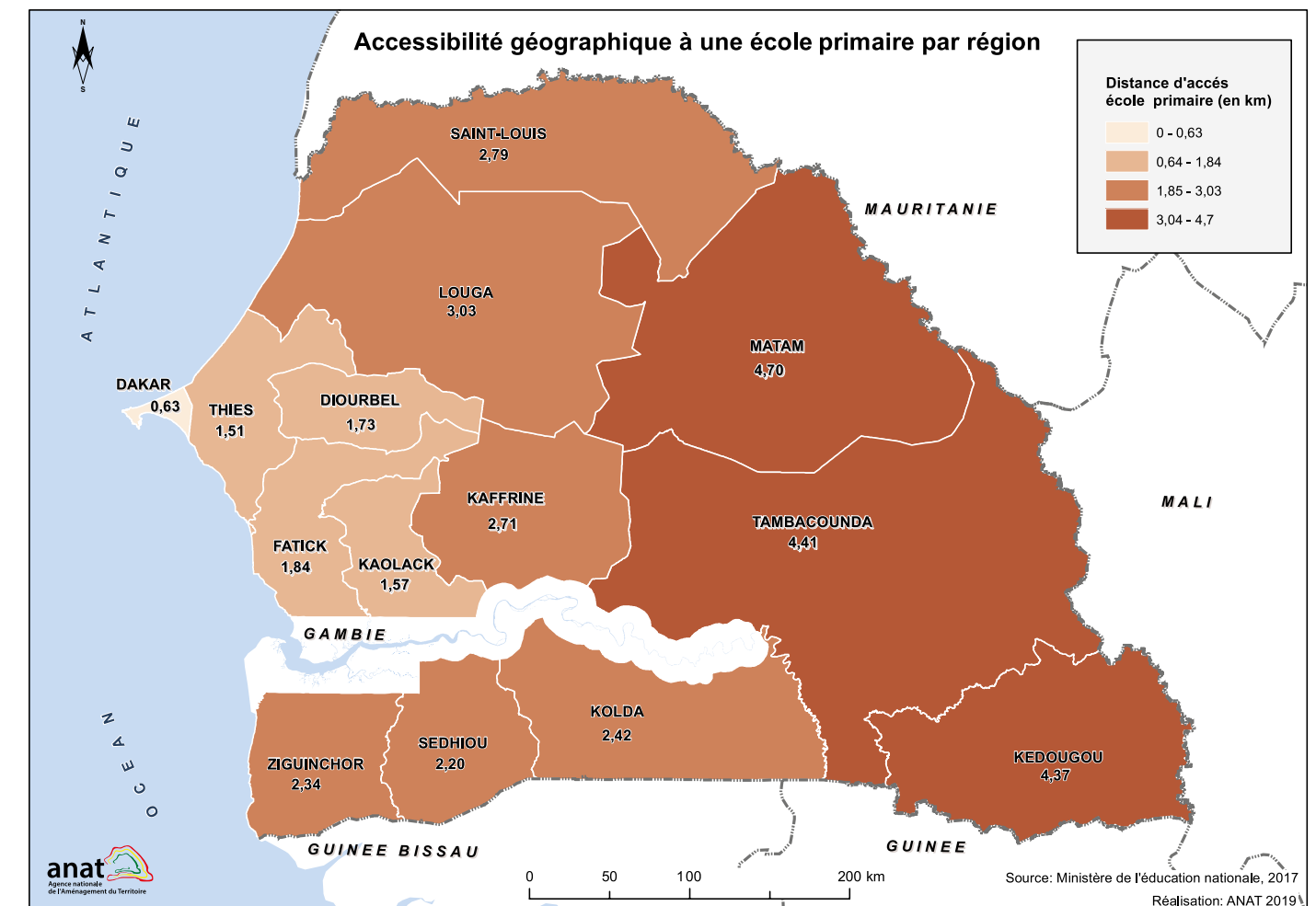


Carte 23 : Taux de scolarisation par région en 2017



Salle de classe

La distance d'accès à un établissement élémentaire est plus favorable dans la région de Dakar (0,6 km), suivie des autres régions de l'Ouest dans lesquelles il faut parcourir moins de 2 km pour atteindre une école primaire. En revanche, pour les régions de l'Est du territoire (Matam, Tambacounda, Kédougou), la distance moyenne d'accès à une école primaire reste élevée avec des valeurs comprises entre 4,3 et 4,7 km.



Carte 24 : Accessibilité géographique à une école primaire par région en 2017



Ecole primaire

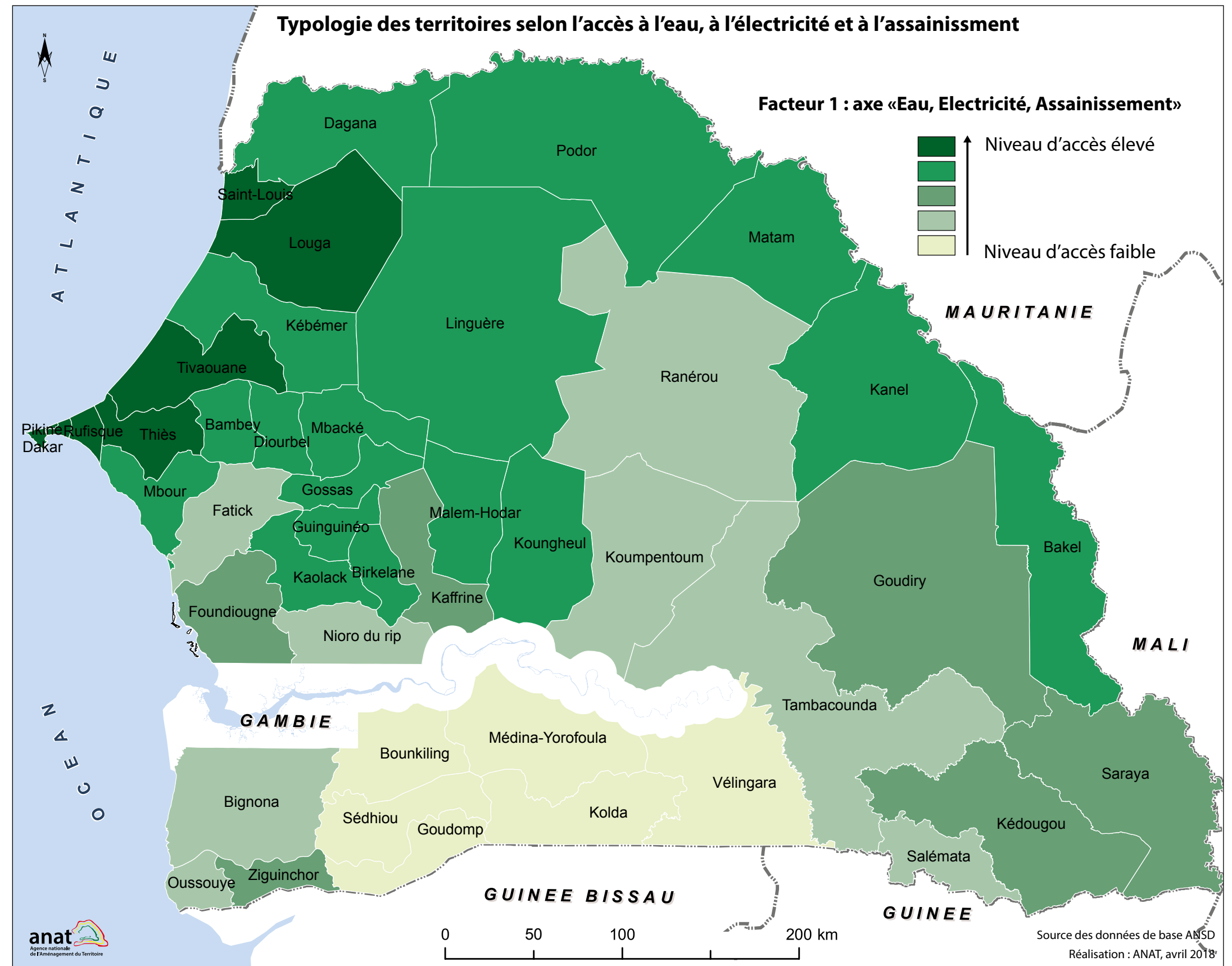
III. DEVELOPPEMENT HUMAIN

DISPARITES DANS L'ACCES A L'EAU POTABLE, A L'ASSAINISSEMENT ET A L'ELECTRICITE

L'analyse typologique des départements en fonction de leur niveau d'accès aux services sociaux de base montre que ceux du Sud et de l'Est du pays manifestent surtout des difficultés liées à l'accès à l'eau potable et à l'électricité : Médina Yoro Foula, Bignona, Sédhiou, Kolda, Salémata, Vélingara, Goudomp, Bounkiling, Saraya, Kédougou, Oussouye, Ziguinchor, Tambacounda, Ranérou, Kounghoul, Goudiry, Koumpentoum, Nioro et Fatick. Certains de ces départements affichent des taux d'accès à l'eau potable (Médina Yoro Foula, Goudomp 8%, Bounkiling 10%, et Kolda 16%) et à l'électrification (Ranérou 4%, Médina Yoro Foula 5%, Salémata 7%, et Malem Hodar : 9%) très faibles par rapport aux moyennes nationales. Ces départements ont en commun leur position périphérique et leur enclavement. L'enjeu est alors de promouvoir des branchements sociaux à l'eau, à l'assainissement et à l'électricité en faveur des populations les plus vulnérables et l'implantation de forages dans les zones rurales.

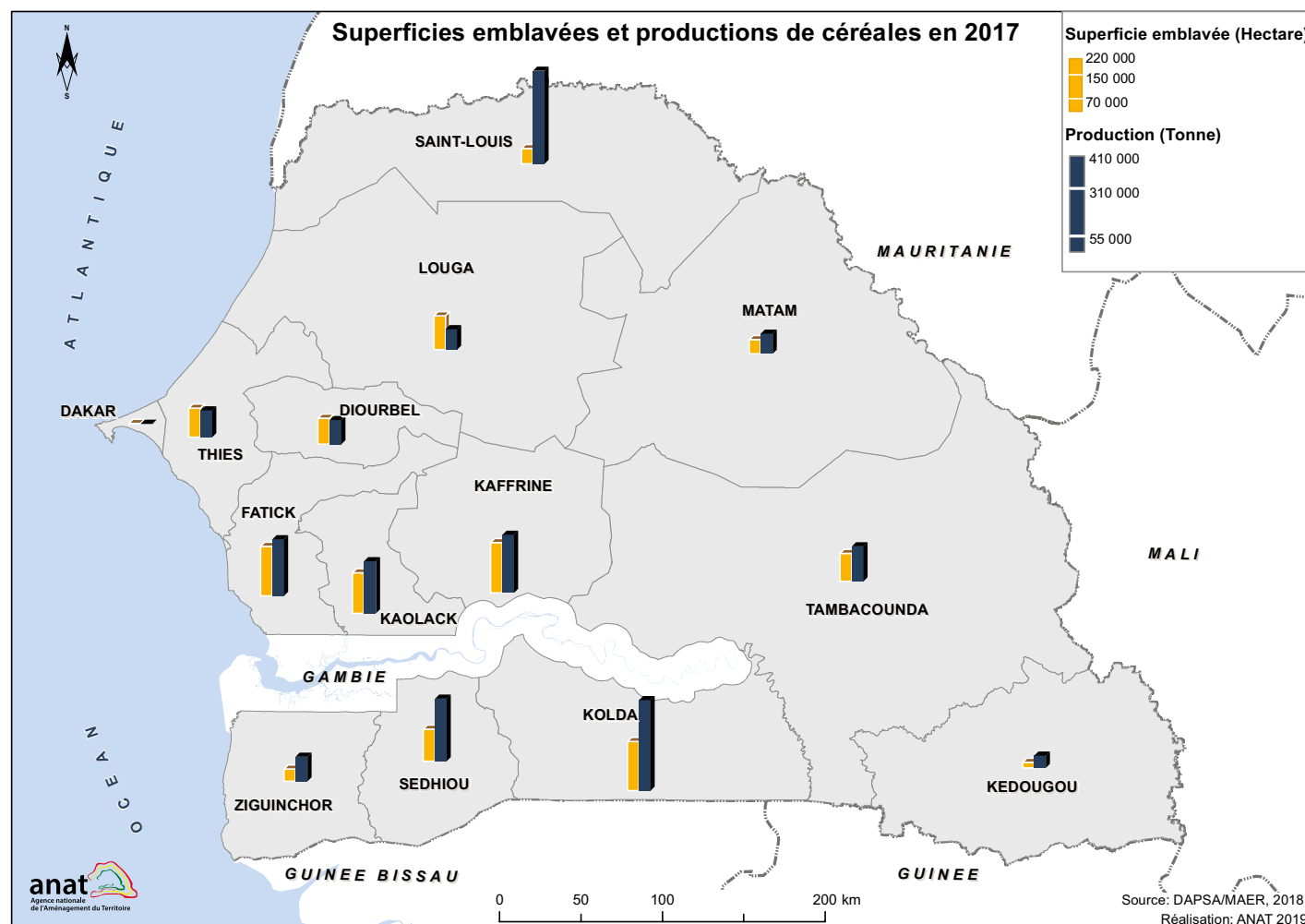


Forage



Carte 25 : Typologie des territoires selon l'accès à l'eau, à l'électricité et à l'assainissement

ANALYSE DU TERRITOIRE

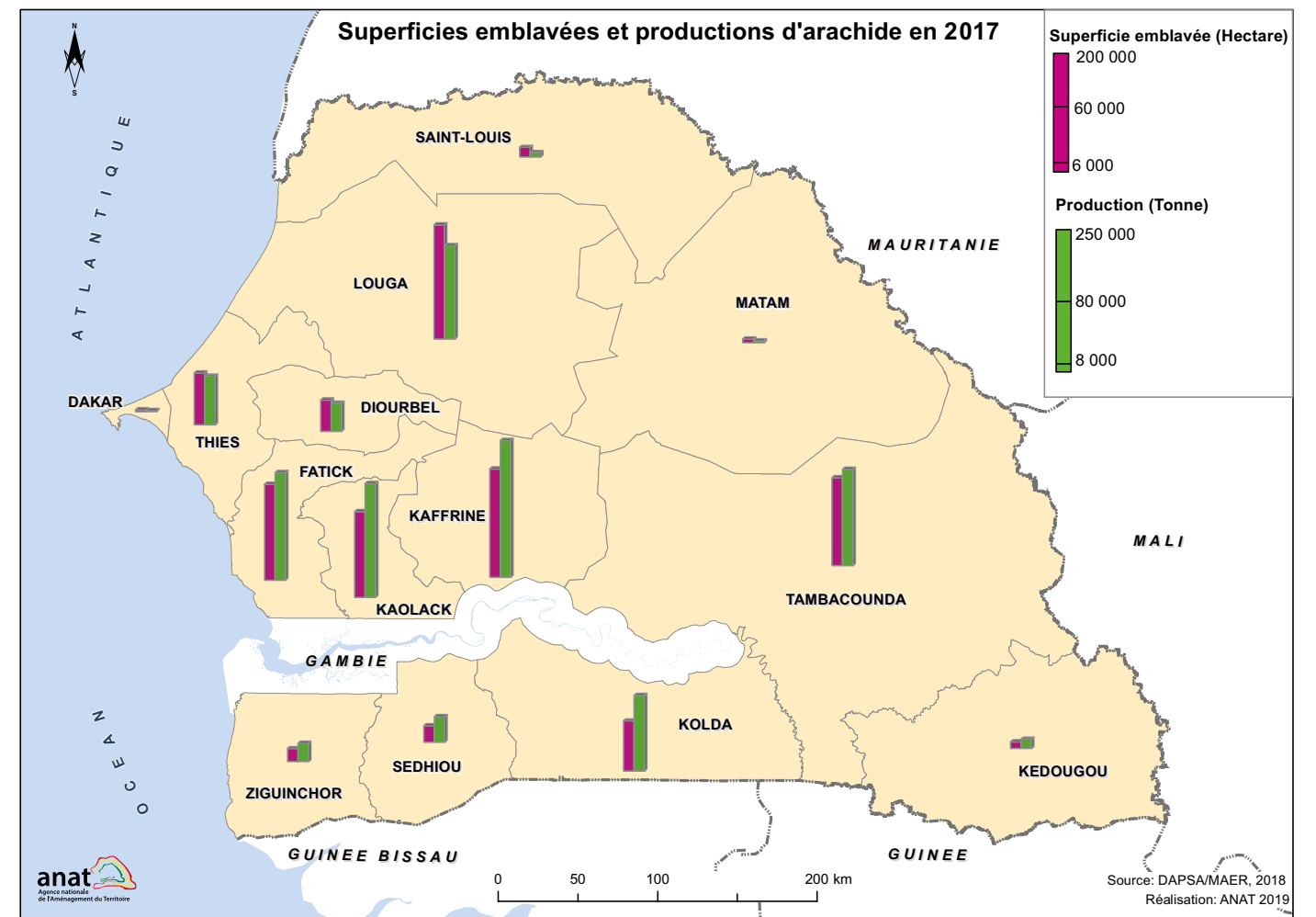
IV. SYSTEME PRODUCTIF ET INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE
PRODUCTIONS AGRICOLES

Carte 26 : Superficies emblavées et production céréalières en 2017

Les principales cultures céréalières au Sénégal sont le riz, le mil, le maïs, le sorgho. En dix ans, la production de céréales a été multipliée par 3, passant de 791 120 tonnes en 2007 à 2 541 470 tonnes en 2017. La superficie totale emblavée est de 1 699 801 hectares en 2017. Les régions du Nord (Saint-Louis), du Sine-Saloum (Kaolack, Fatick, Kaffrine) et de la Casamance (Kolda, Sédhiou, Ziguinchor) sont les principales zones de production céréalières (avec 76% de la production nationale de céréales en 2017).



Champ de maïs



Carte 27 : Superficies emblavées et production d'arachide en 2017

Sur une période de 10 ans, à l'échelle nationale, la production d'arachide a été multipliée par 4, passant de 330 556 tonnes en 2007 à 1 411 574 tonnes en 2017. Les superficies emblavées s'élèvent à 1 254 048 hectares en 2017.

Avec 47% de la production nationale en 2017, les régions du Sine-Saloum (Kaolack, Fatick, Kaffrine) demeurent la première zone arachidière.

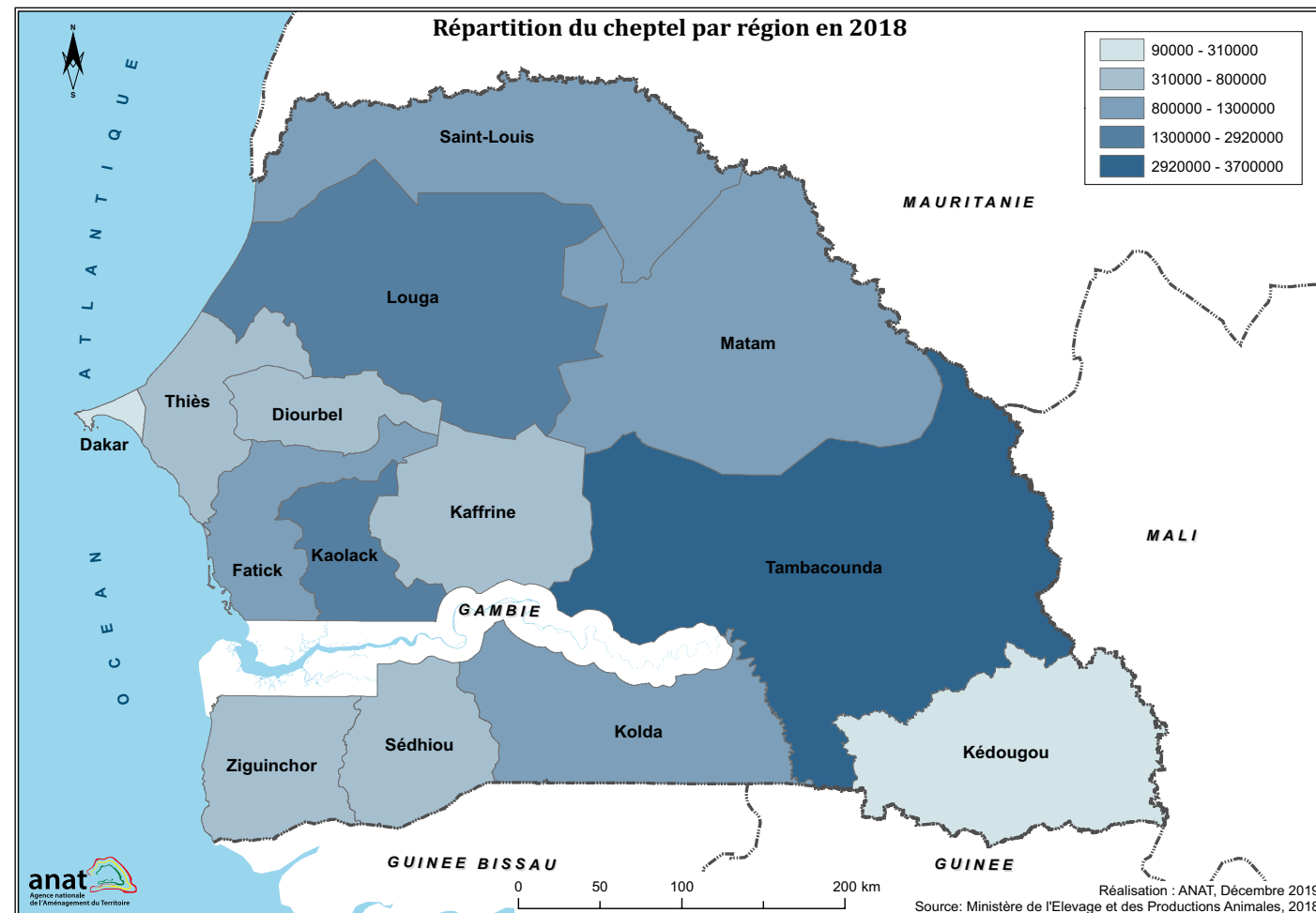


Champ d'arachide

IV. SYSTEME PRODUCTIF ET INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE

PRODUCTIONS ANIMALES

En 2017, le cheptel constitué des bovins, ovins, caprins, porcins et camélins est estimé à 16 826 232 têtes. Avec près de 50% du cheptel, les régions de Tambacounda (21%), Louga (17%) et Kaolack (12%) sont les principales zones d'élevage de bétail. Elles sont suivies des régions de Fatick, Matam, Saint-Louis et Kolda.



Carte 28 : Répartition du cheptel selon les régions en 2018



Bœufs en pâturage



Elevage de moutons

La filière viande

Du fait de la forte production de volaille industrielle à Dakar, la capitale enregistre la moyenne de production de viande la plus élevée entre 2005 et 2013, qui est de 25 339 tonnes. Elle est suivie des régions de Tambacounda, Kolda, Louga, Kaolack et Fatick avec des moyennes respectives de 18 949 tonnes, 14 571 tonnes, 18 323 tonnes, 11 823 tonnes et 13 919 tonnes (Direction de l'élevage, 2014).

La production d'œufs

La production d'œufs de consommation est passée de 431 millions en 2008 à un volume record de 571 millions en 2015, correspondant à une augmentation de 32% en 7 ans.

La filière laitière

La production nationale de lait est en constante augmentation. Elle est passée de 184.5 millions de litres en 2011 à 226.7 millions de litres en 2015, correspondant à une croissance de 23% sur cinq ans.

Les régions de Tambacounda, de Louga, de Kaolack et de Kolda, qui sont les principales régions d'élevage de bétail (bovins, ovins et caprins) produisent les plus grandes quantités de lait chaque année. En 2014, la région de Tambacounda a produit 21,78% de la production nationale, suivie par Kolda 11,7%, Louga 10,93% et Kaolack 8,98%.

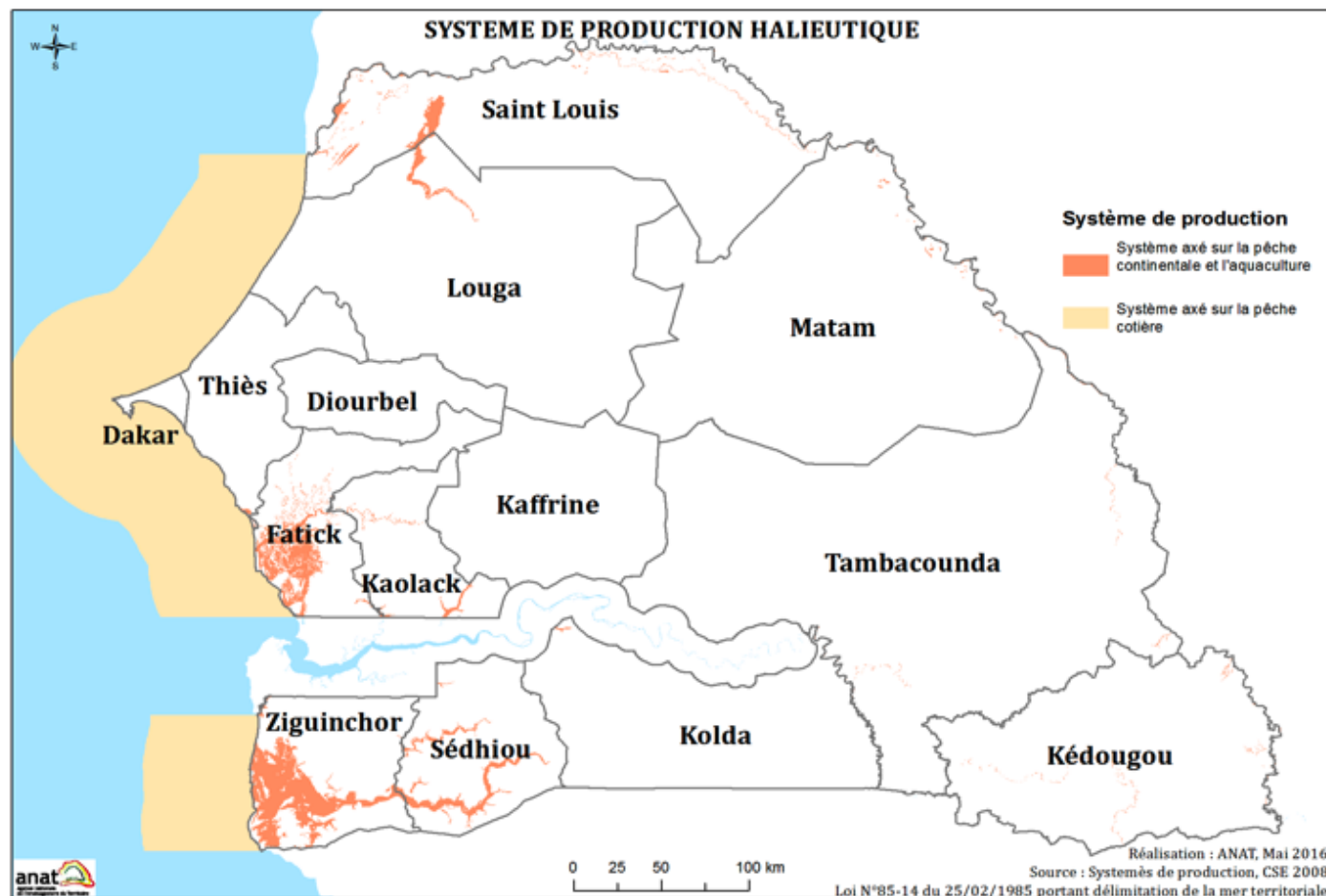


Poulailler moderne

ANALYSE DU TERRITOIRE

IV. SYSTEME PRODUCTIF ET INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE
PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

Au Sénégal, les systèmes de production halieutique sont centrés sur l'exploitation des ressources et leur transformation. Les trois principaux systèmes de production halieutique sont la pêche continentale, l'aquaculture et la pêche maritime (artisanale et industrielle) comme le montre la carte suivante.



Carte 29 : Système de production halieutique



Pêche artisanale

La région de Thiès est la plus grande productrice de produits halieutiques avec les quais de Kayar, de Mboro et de Mbour. Thiès comptabilise 55,9% des moyennes de productions des sept régions entre 2010 et 2013. Elle est suivie par les régions de Saint-Louis, Dakar et Ziguinchor qui comptent respectivement 16,2%, 12,5% et 11,7% de la moyenne de prises entre 2010 et 2013. Kaolack ne détient que 0, 2%, Louga 0,6% et Fatick 2,8% (voir figure suivante).

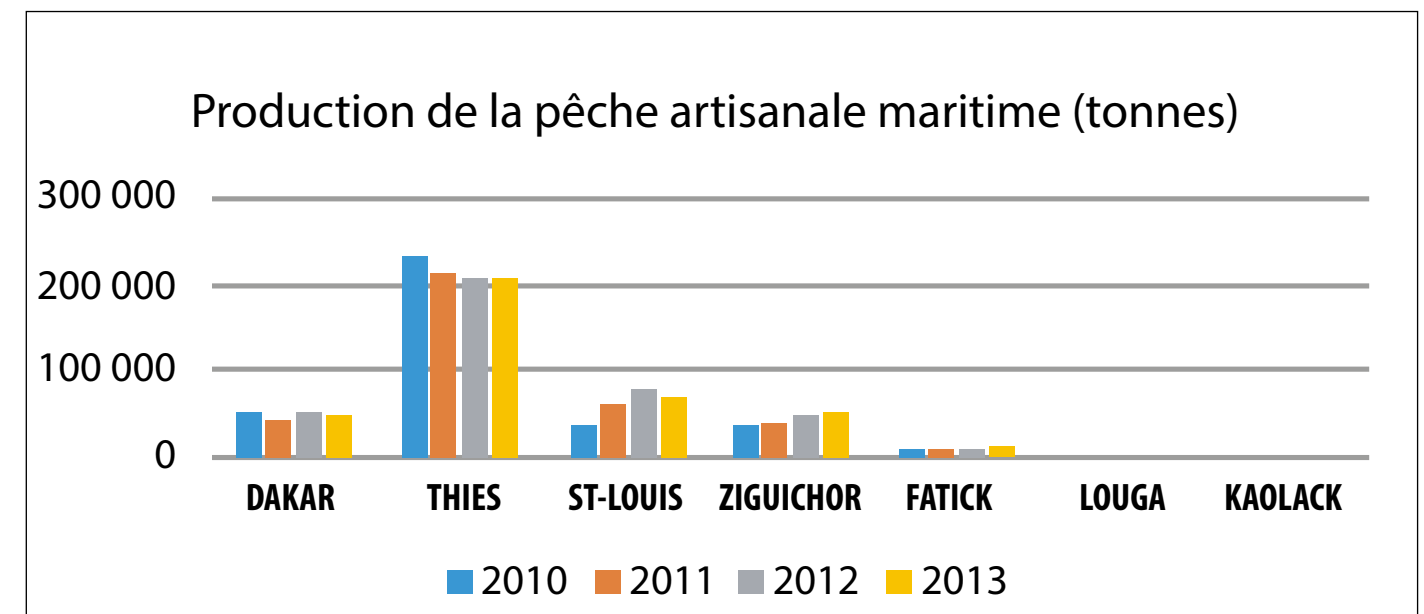


Figure 4 : Production de la pêche artisanale maritime entre 2010 et 2013

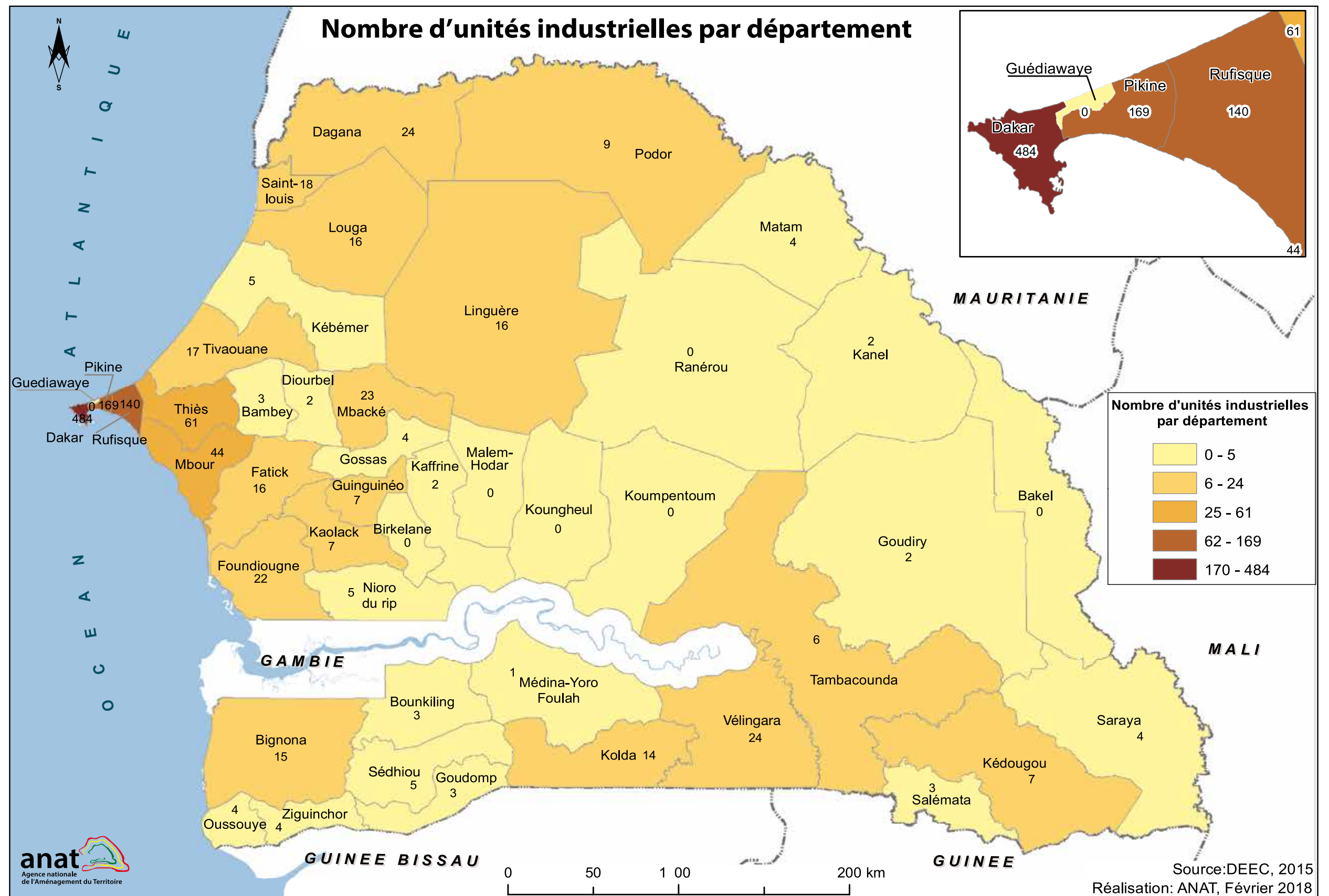


Quai de pêche de Soubédioune

IV. SYSTEME PRODUCTIF ET INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE

REPARTITION SPATIALE DES INDUSTRIES

Le Sénégal bénéficie d'un tissu industriel assez important estimé à 1 270 entreprises en 2015 et dominé par les petites et moyennes entreprises industrielles qui représentent 92% de l'effectif, même si la valeur ajoutée du secteur est générée, en moyenne, à plus de 90% par les grandes industries. Leur distribution spatiale est très déséquilibrée, avec Dakar et Thiès qui abritent plus de 90%.



Carte 30 : Nombre d'unités industrielles par département

ANALYSE DU TERRITOIRE

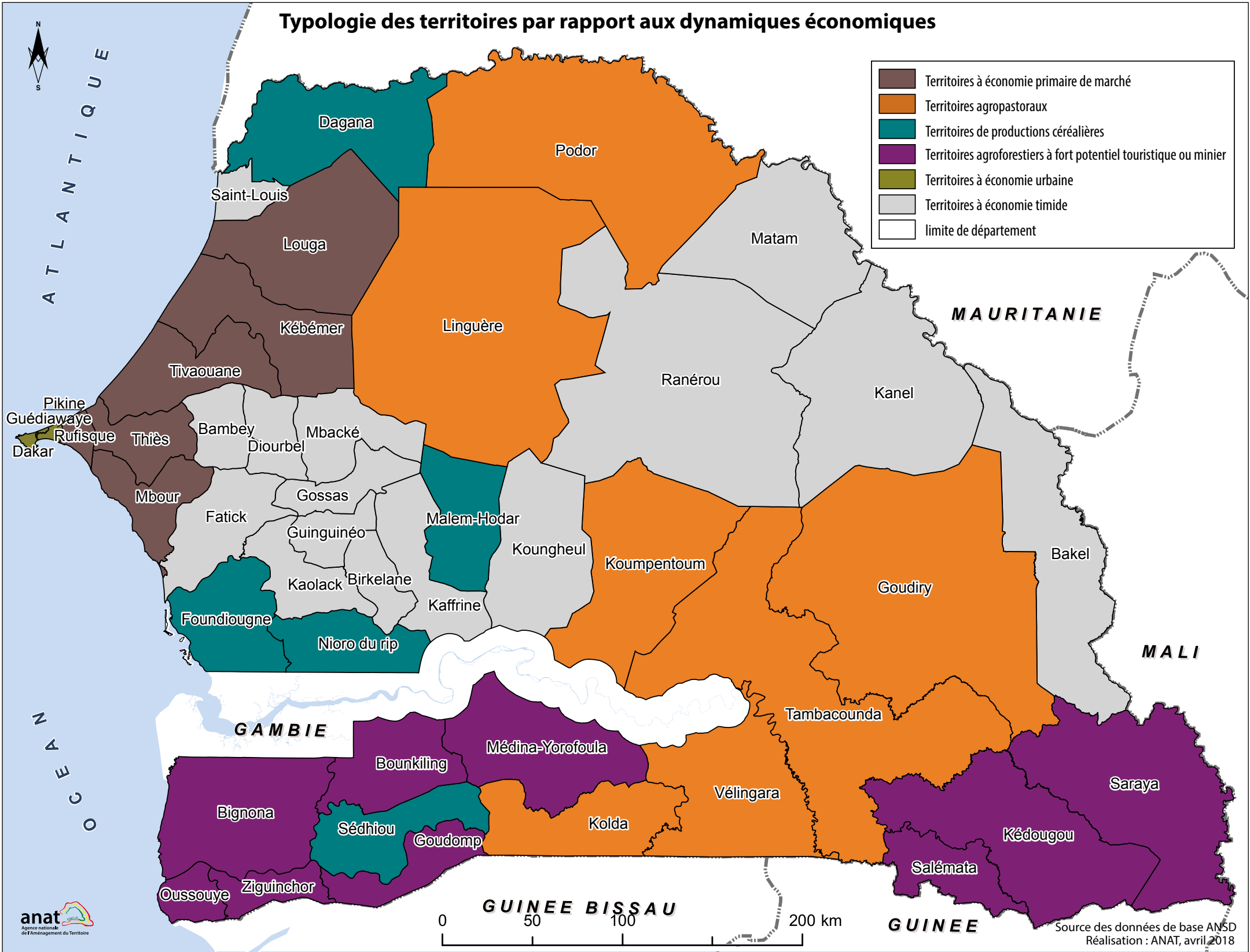
IV. SYSTEME PRODUCTIF ET INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE
PROFIL ECONOMIQUE DES TERRITOIRES

L'analyse typologique des départements en fonction de leur économie révèle l'existence de 6 profils.

Type de territoire	Caractéristiques économiques
Territoires à économie primaire de marché	Importante production halieutique, horticole et avicole
Territoires agropastoraux	<ul style="list-style-type: none">Elevage extensifun cheptel et une production laitière importants
Territoires de production céréalière et industrielle	Importance de la production de céréales et de cultures industrielles (arachide, sésame)
Territoires agro forestiers à fort potentiel touristique ou minier	Importante production de produits forestiers (bois, produits de cueillette, anacarde, apiculture)
Territoires à économie urbaine	Forte concentration des activités artisanales, des industries, des services financiers et commerciaux
Territoires à économie timide	Des activités économiques peu rentables



Atelier artisanal de tissage



Carte 31 : Typologie des territoires par rapport aux dynamiques économiques

IV. SYSTEME PRODUCTIF ET INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Le réseau d'infrastructures de transport est constitué du réseau routier et autoroutier, du réseau ferré, des ports et aéroports.

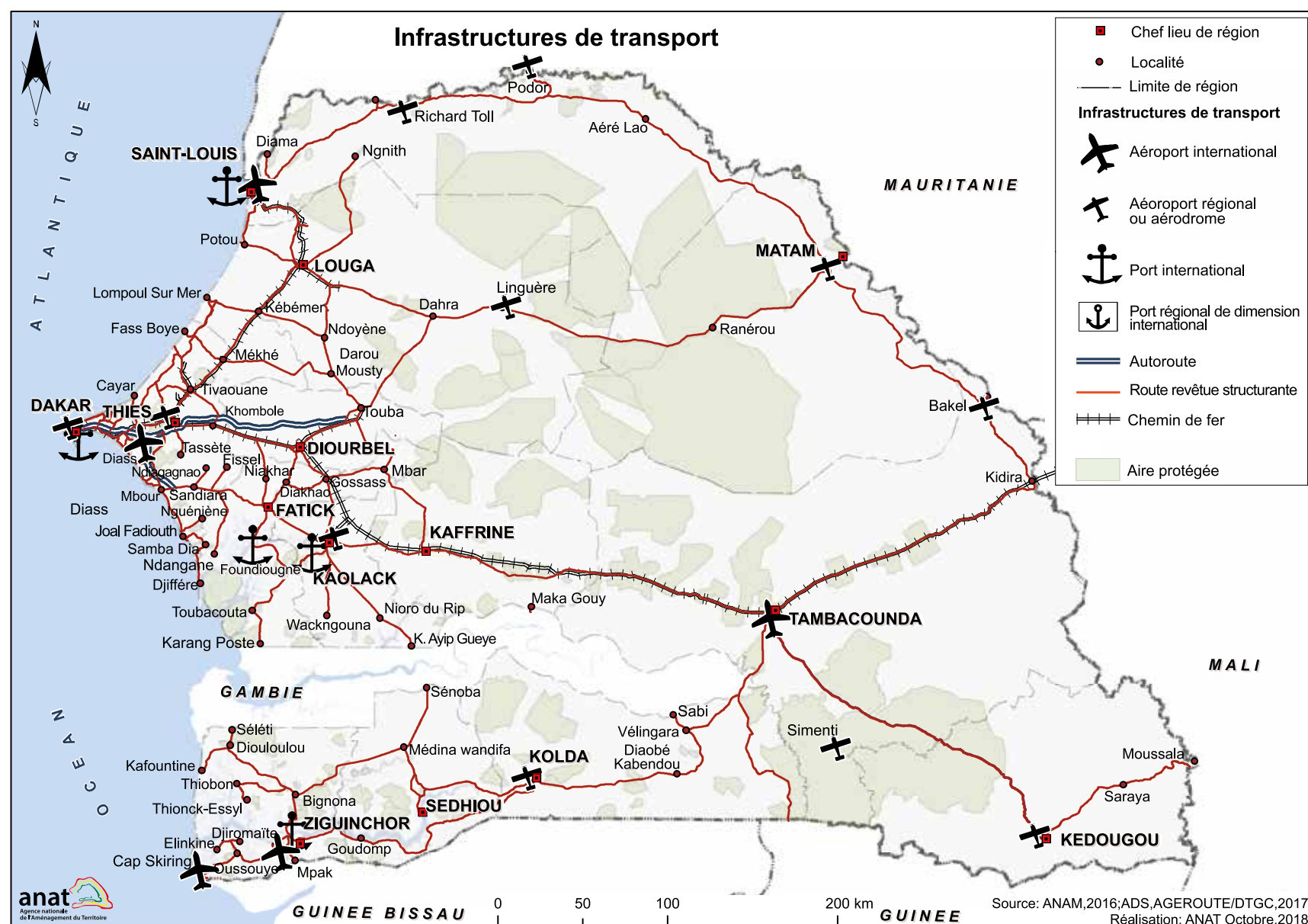
Le Sénégal dispose d'un important réseau routier revêtu (voir carte 32). Quant au réseau autoroutier, il est en plein essor avec les autoroutes Dakar-AIBD, AIBD-Thiès-Touba et AIBD-Mbour.

Les infrastructures fluvio-maritimes assurent près de 95% des échanges commerciaux du Sénégal, avec le port autonome de Dakar qui organise l'essentiel de ce trafic de marchandises, la liaison Dakar-Ziguinchor et le port de Kaolack.

Le réseau des infrastructures ferroviaires, estimé à 644 km est en déclin avec l'arrêt de la liaison Dakar-Bamako.

Le transport aérien est organisé principalement autour de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD) qui s'est substitué à l'Aéroport International Léopold Sédar Senghor de Yoff, transformé en aéroport militaire. En 2018, AIBD a enregistré un trafic de 2 154 590 passagers. Les aéroports contrôlés de Ziguinchor, Cap-skiring, Saint-Louis reçoivent aussi des vols internationaux.

Le transport aérien au niveau national est en plein développement avec l'ouverture de lignes intérieures et la réhabilitation des aéroports régionaux.



Carte 32 : Infrastructures de transport routière, maritime, portuaire et aéroportuaire



Aéroport International Blaise Diagne



Port de Dakar

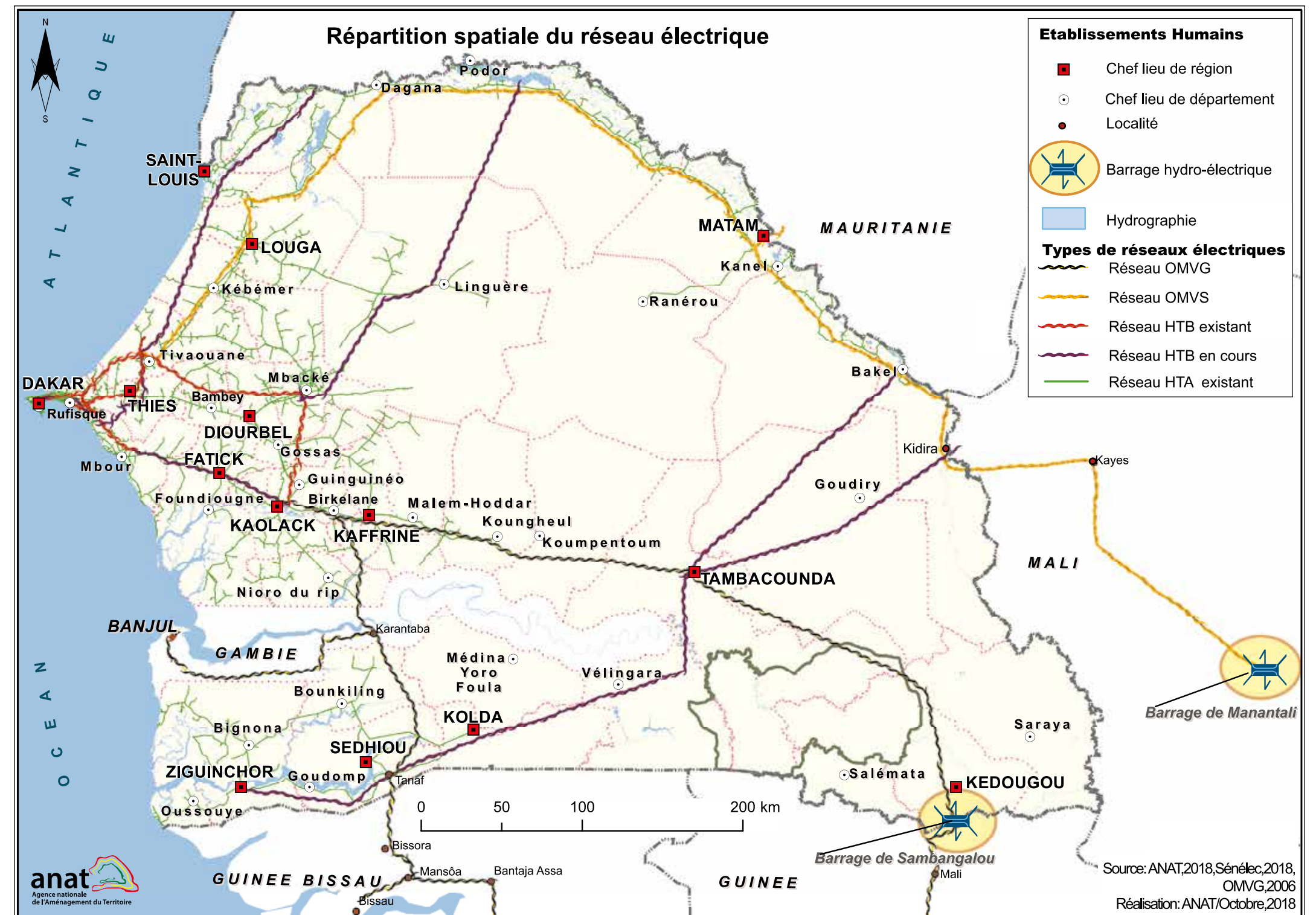
ANALYSE DU TERRITOIRE

IV. SYSTEME PRODUCTIF ET INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE
LE RESEAU ELECTRIQUE

Le réseau HT est un réseau national et supranational de 90kV et 225kV, d'une longueur de 528,6 km. Le réseau existant est concentré dans la zone Ouest du pays, principalement dans les régions de Dakar, Thiès et Diourbel avec des perspectives de développement vers le Nord et le centre en prévision de l'interconnexion avec le futur réseau 225 kV de l'OMVS et de l'OMVG.



Pylone HT



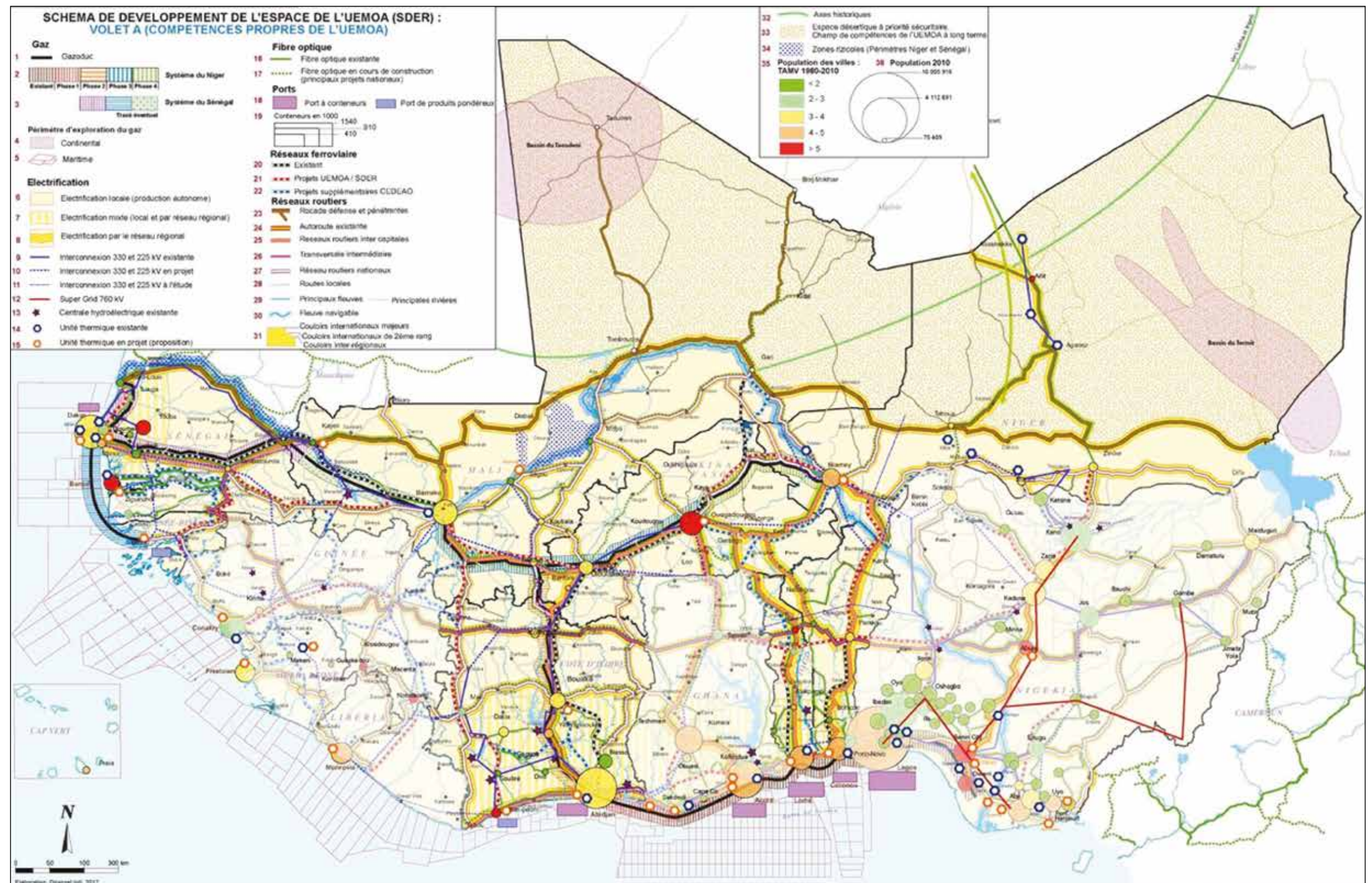
Carte 33 : Réseau électrique

IV. SYSTEME PRODUCTIF ET INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE

DYNAMIQUE D'INTÉGRATION Sous-régional

La consolidation de l'intégration économique passe par des instruments de gouvernance économique ou de planification spatiale. En termes d'aménagement du territoire, le Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), validé en 2018 et adopté en 2019 est un document de planification spatiale de l'espace UEMOA à l'horizon 2040 qui fixe les grandes orientations d'un développement viable et contrôlé de l'espace communautaire et sert également de référentiel aux pays membres dans l'élaboration de leur document d'aménagement du territoire.

Dans le SDER, il est prévu des infrastructures d'envergure qui vont contribuer à l'intégration économique de l'espace sous-régional à travers, les routes, le chemin de fer, les gazoducs, les oléoducs, les réseaux électriques, les réseaux de fibres optiques.



Carte 34 : Schéma de Développement de l'Espace Régional de l'UEMOA (SDER)

DEUXIEME PARTIE

PRESENTATION DE LA VISION ET DES ORIENTATIONS Stratégiques

Le Sénégal s'est engagé dans la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE) en vue notamment d'une transformation profonde du système économique et social qui améliore le bien-être des populations.

Le PNADT s'inspire de la vision du PSE qui est celle d'« **Un Sénégal Emergent en 2035 avec une société solidaire dans un Etat de droit** ».

Ce futur souhaité qui guide les choix stratégiques à moyen terme, concilie l'efficacité économique et le développement territorial et social avec des valeurs éthiques. Il permet ainsi de s'inscrire dans une nouvelle trajectoire de développement durable pour stimuler davantage l'ensemble du potentiel de croissance et de créativité des territoires.

Cette vision est mise en œuvre à travers cinq axes d'intervention et 20 orientations stratégiques.



Une boussole

Axe I : Environnement et ressources naturelles

L'environnement et la gestion des ressources naturelles sont des questions transversales du fait de leurs effets directs et indirects sur les populations et sur les secteurs productifs. Le diagnostic a révélé une tendance lourde caractérisée par une dégradation continue de l'environnement, la forte pression sur les ressources et la vulnérabilité face aux risques dans un contexte de changement climatique de plus en plus marqué. Pour asseoir une bonne politique de gestion de l'environnement et des ressources naturelles et ainsi mettre en place les conditions de base du développement durable, les orientations stratégiques retenues sont les suivantes :

- **OS 1.1** : Renforcer les stratégies de préservation et de restauration de l'environnement et des ressources naturelles ;
- **OS 1.2** : Assurer une bonne maîtrise de l'information sur les ressources naturelles ;
- **OS 1.3** : Promouvoir la coopération sous-régionale pour la gestion et la valorisation durable des écosystèmes et ressources transfrontalières ;
- **OS 1.4** : Promouvoir des stratégies d'adaptation et d'atténuation au changement climatique.

Axe II : Démographie et dynamiques spatiales

Les transformations démographiques et spatiales souhaitées à l'horizon 2035 correspondent au scénario tendanciel corrigé.

Dans ce schéma, la population continuera à augmenter dans des proportions assez similaires à celles du scénario tendanciel, mais devrait connaître des changements permettant notamment une réduction de la dépendance, une meilleure répartition spatiale à l'échelle du territoire national et l'amélioration des conditions de vie des populations.

A cet effet, trois orientations stratégiques sont retenues :

- **OS 2.1** : Créer les conditions propices à la capture du dividende démographique ;
- **OS 2.2** : Assurer une bonne gestion des migrations et des mobilités ;
- **OS 2.3** : Assurer une bonne maîtrise de l'urbanisation.

PRESENTATION DE LA VISION ET DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Axe III : Développement humain

La correction des tendances lourdes passe par un accroissement de la couverture en services sociaux. Pour ce faire, le Sénégal a l'obligation de consacrer l'essentiel de ses moyens à résoudre les déséquilibres croissants entre offres et demandes dans tous les domaines sociaux. L'objectif de ce scénario en plus de l'atteinte des ODD à l'horizon 2030 est la garantie de l'équité territoriale dans l'accès aux services sociaux de base et l'amélioration des conditions de vie des populations à l'horizon 2035. Ceci doit se faire par l'instauration de politiques de péréquation dans les investissements publics et de politiques de planification des besoins sociaux.

Pour atteindre ses objectifs, les orientations stratégiques suivantes ont été proposées :

- **OS 3.1** : Assurer un accès équitable et de qualité aux services sociaux de base ;
- **OS 3.2** : Améliorer la qualité du cadre de vie et de l'habitat ;
- **OS 3.3** : Renforcer la sécurité publique et les dispositifs de prévention et de gestion des risques ;
- **OS 3.4** : Réduire les inégalités sociales.



Objectifs de développement durable (ODD)

Axe IV : Système productif et intégration régionale et sous-régionale

Le scénario de développement harmonieux vise à répondre aux objectifs de réorganisation de l'économie et des territoires, aux questions de valorisation des ressources territoriales, d'autosuffisance alimentaire et de création d'emplois, mais également de compétitivité de l'économie nationale sur l'échiquier international. Il nécessite une politique volontariste de l'Etat, appropriée par les acteurs pour que les acquis soient durables.

C'est dans ce sens, que les orientations stratégiques suivantes ont été définies :

- **OS 4.1** : Augmenter et diversifier la production du secteur primaire ;
- **OS 4.2** : Promouvoir l'émergence de pôles de développement par une valorisation adéquate des ressources et potentialités des territoires ;
- **OS 4.3** : Faciliter l'accès à des facteurs de production performants et compétitifs dans les territoires ;
- **OS 4.4** : Renforcer l'intégration du Sénégal dans la sous-région ;
- **OS 4.5** : Assurer une meilleure insertion du Sénégal dans l'économie mondiale.

Axe V : Gouvernance territoriale

Il est souhaité dans le scénario de développement harmonieux, qu'à l'horizon 2035, les incohérences territoriales soient résolues et que les déséquilibres entre les différentes parties du territoire national soient atténués. A terme, le Sénégal doit disposer d'une organisation territoriale adaptée aux exigences de développement socio-économique avec notamment un système de gouvernance performant et efficace.

A cet effet, les orientations stratégiques fixées sont les suivantes:

- **OS 5.1** : Améliorer la cohérence territoriale ;
- **OS 5.2** : Renforcer le cadre de gouvernance territoriale ;
- **OS 5.3** : Renforcer les capacités d'intervention des acteurs territoriaux ;
- **OS 5.4** : Assurer une bonne maîtrise de l'information territoriale.

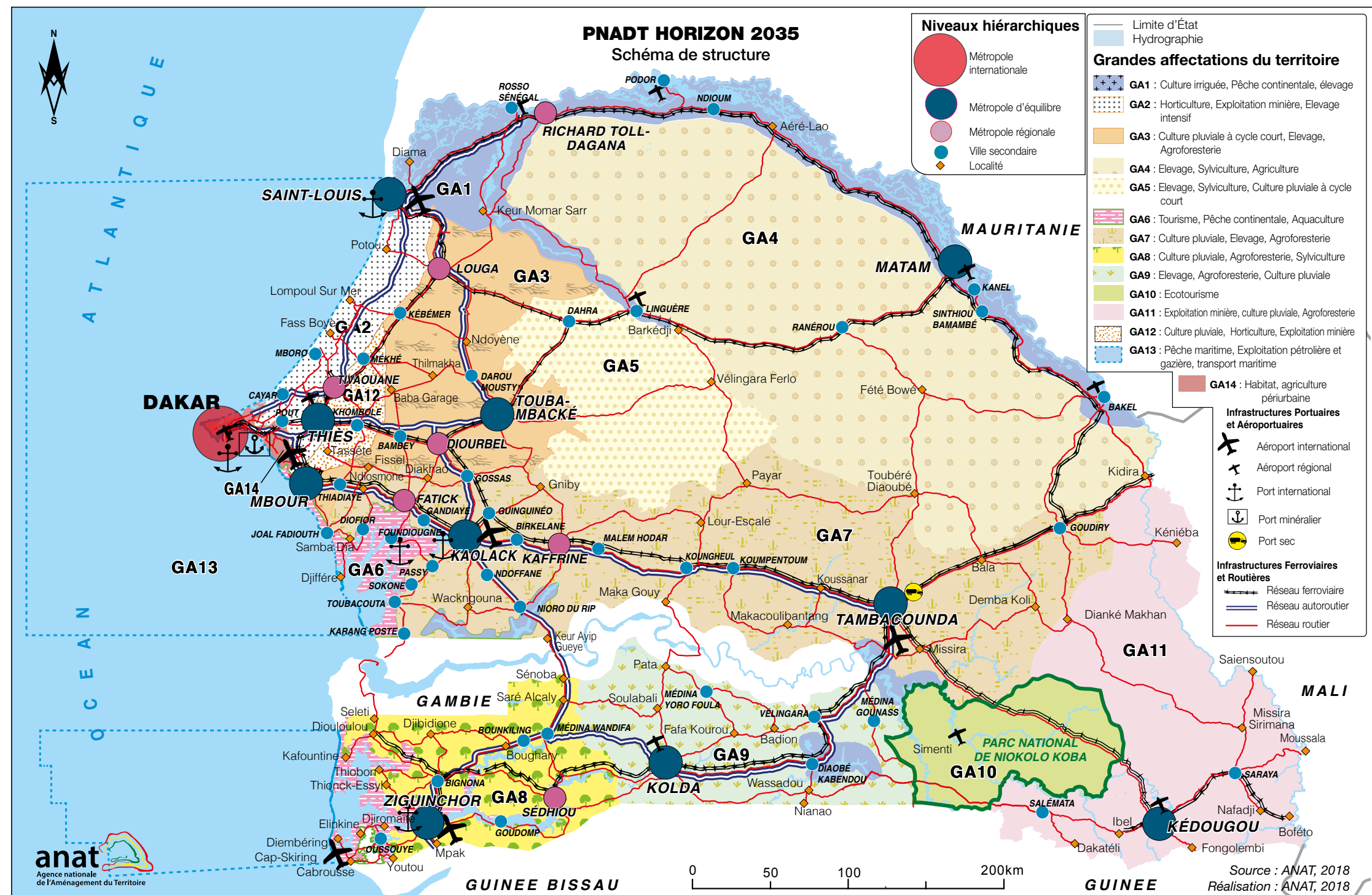
TROISIEME PARTIE

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

LE SCHÉMA DE STRUCTURE DU TERRITOIRE

Pour la mise en œuvre de la vision et des orientations de ce plan, 209 actions structurantes d'aménagement et de développement territorial sont proposées, dont les grandes lignes sont :

- l'érection de métropoles d'équilibre pour décongestionner Dakar et promouvoir l'émergence de pôles de développement à l'intérieur du pays ;
- la hiérarchie fonctionnelle des établissements humains : un outil pour l'équité territoriale et l'amélioration du cadre de vie des populations ;
- Les grandes affectations du territoire pour orienter les interventions structurantes de l'Etat, valoriser le territoire et protéger les zones sensibles ;
- Les centres secondaires stratégiques : échelon de base pour la valorisation des ressources et l'industrialisation du pays ;
- Les infrastructures de transport : mailler le territoire par un réseau multimodal performant (aéroports, chemin de fer, autoroutes, ports) ;
- Les infrastructures énergétiques : Préparer le territoire à l'ère du pétrole et du gaz ;
- La maîtrise de l'eau : pour exploiter le potentiel agricole du pays.



Carte 35 : Schéma de structure du PNADT

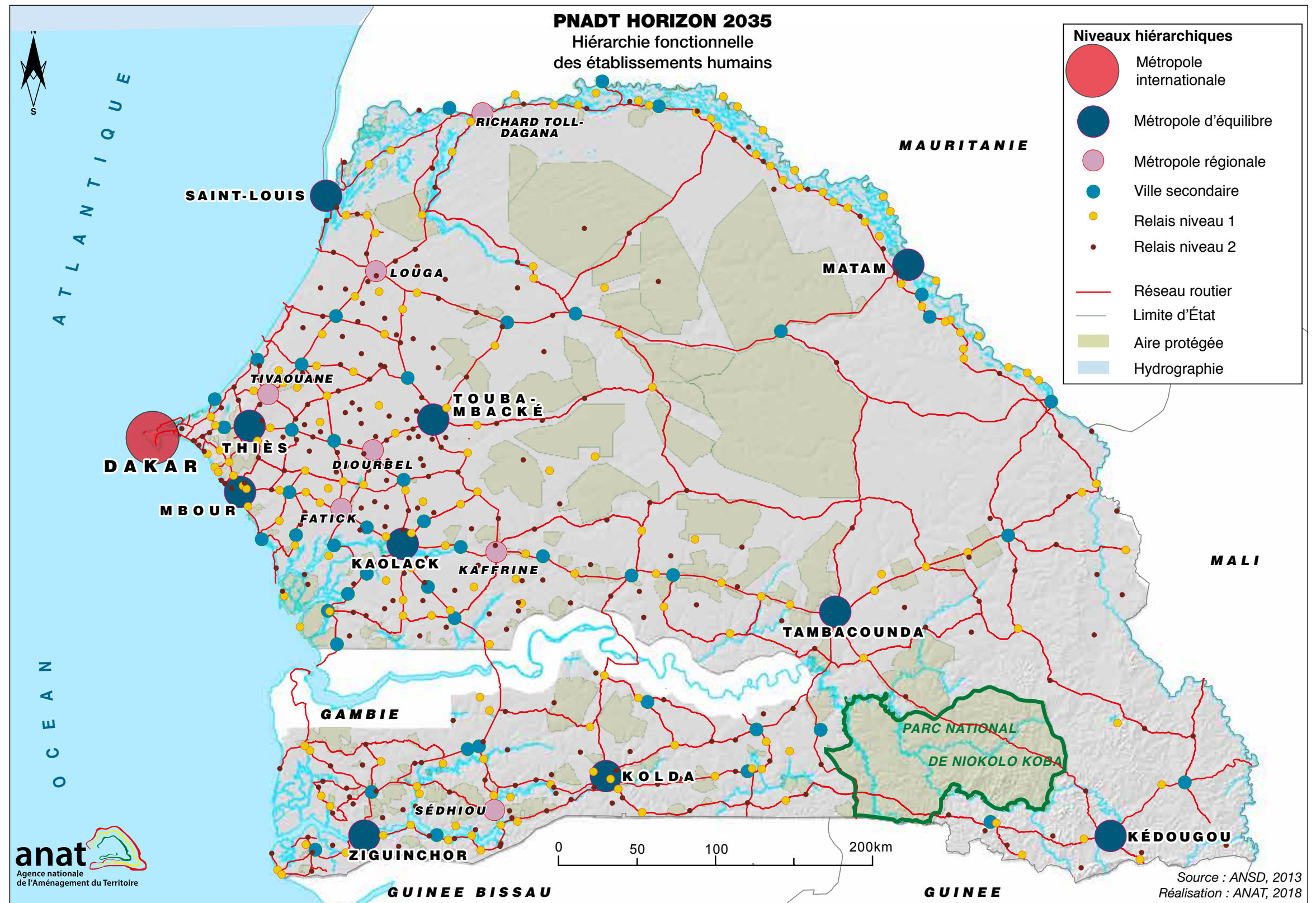
PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

HIÉRARCHIE FONCTIONNELLE DES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

Pour une bonne maîtrise de l'urbanisation et un rééquilibrage du peuplement, la solution de rupture proposée par le PNADT consiste à ériger dix (10) villes de l'intérieur du pays en métropoles d'équilibre pour contrebalancer le poids de Dakar. Les 10 villes ont été choisies en fonction de leur atouts et potentiels. Il s'agit de :

- Thiès,
- Saint-Louis,
- Ziguinchor,
- Kaolack,
- Tambacounda,
- Kolda,
- Kédougou
- Matam
- Mbour
- et Touba-Mbacké.

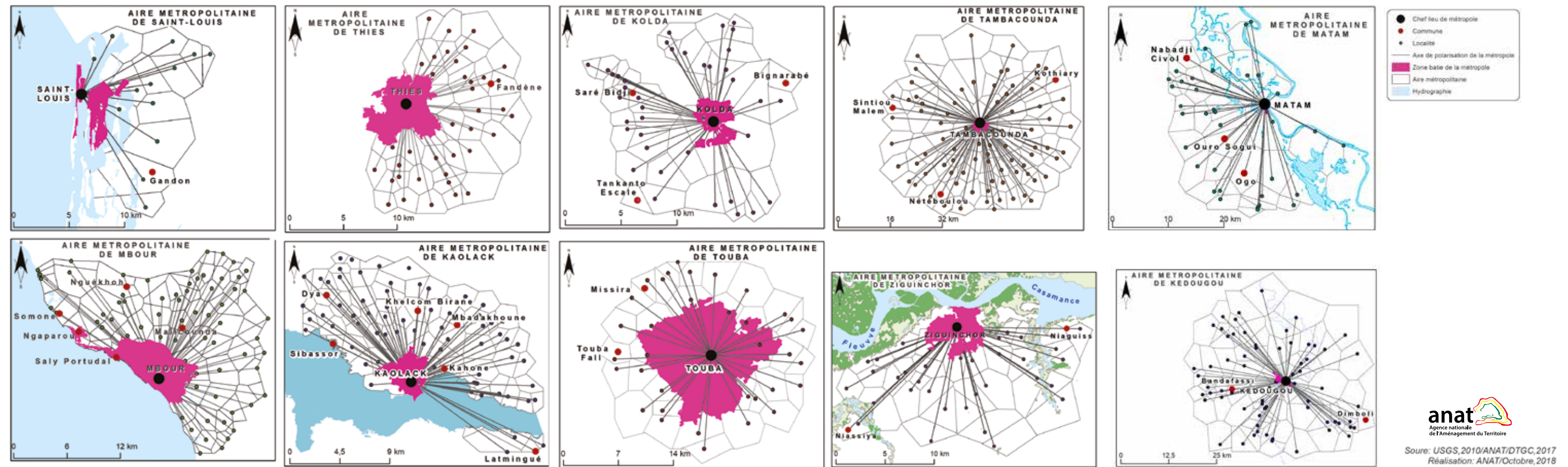
Le renforcement substantiel de ces villes en infrastructures et équipements structurants et la mise en place d'une bonne gouvernance métropolitaine, permettraient d'accroître leur attractivité.



Carte 36 : Hiérarchie des établissements humains

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

LES AIRES MÉTROPOLITAINES



Carte 37 : Spatialisation du scénario de recomposition des aires métropolitaines

Avec l'émergence des métropoles d'équilibre, on s'achemine inéluctablement vers la formation d'aires métropolitaines composées des métropoles-centres et de leurs communes limitrophes. Dans cette perspective, les actions suivantes sont fortement recommandées :

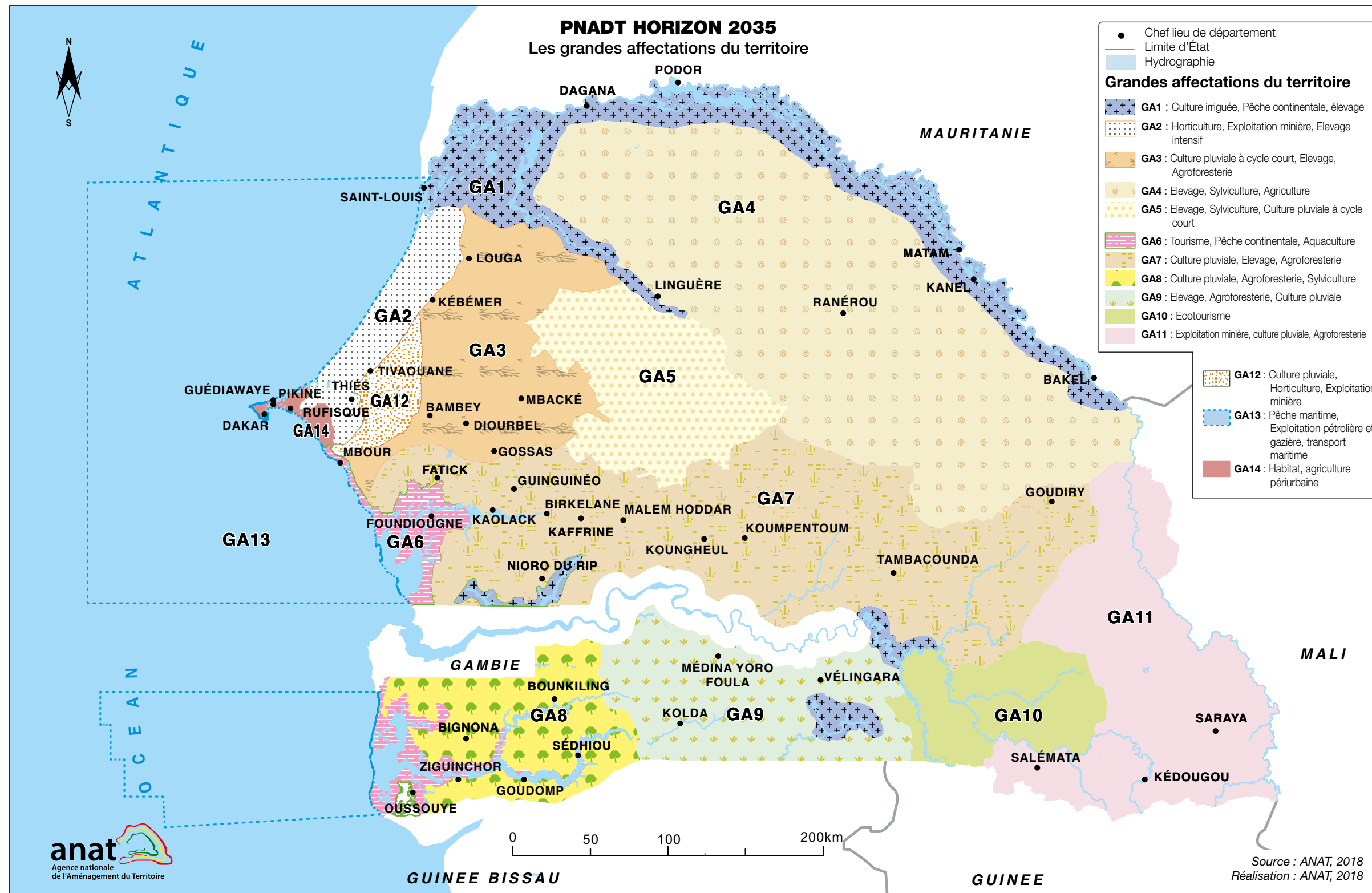
- La définition d'aires métropolitaines fonctionnelles ;
- La mise en place d'un mode de gouvernance territoriale plus adaptée ;
- La réalisation d'un schéma de cohérence territoriale (SCOT) au niveau de chaque aire métropolitaine, ce qui permettra aux communes qui la composent d'avoir un système de planification spatiale unique et opposable à leurs documents d'urbanisme individuels ;
- L'aménagement d'un pôle urbain pour faciliter l'insertion résidentielle et professionnelle des nouveaux arrivants ;
- L'aménagement d'une zone économique spéciale (ZES) pour favoriser des interactions vertueuses entre la planification spatiale et la planification économique.

Les cartes ci-dessus donnent un aperçu de la configuration spatiale possible de chaque aire métropolitaine à l'horizon 2035, sachant que les limites de celle-ci ne sont pas figées et dépendent du tissu de liens fonctionnels - relations do-

micile-travail par exemple - que la métropole-centre tisse avec son hinterland immédiat. Ainsi, le principal intérêt du concept d'aire métropolitaine réside dans le fait qu'elle permet de s'affranchir des limites administratives et d'avoir une lecture holistique des faits d'urbanisation à l'échelle locale.

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

LES GRANDES AFFECTATIONS DU TERRITOIRE



La carte des grandes affectations du territoire et la cartographie des filières à fort potentiel de développement qui en découle, constituent des outils d'aide à la décision pour la mise en œuvre de la territorialisation des politiques publiques.

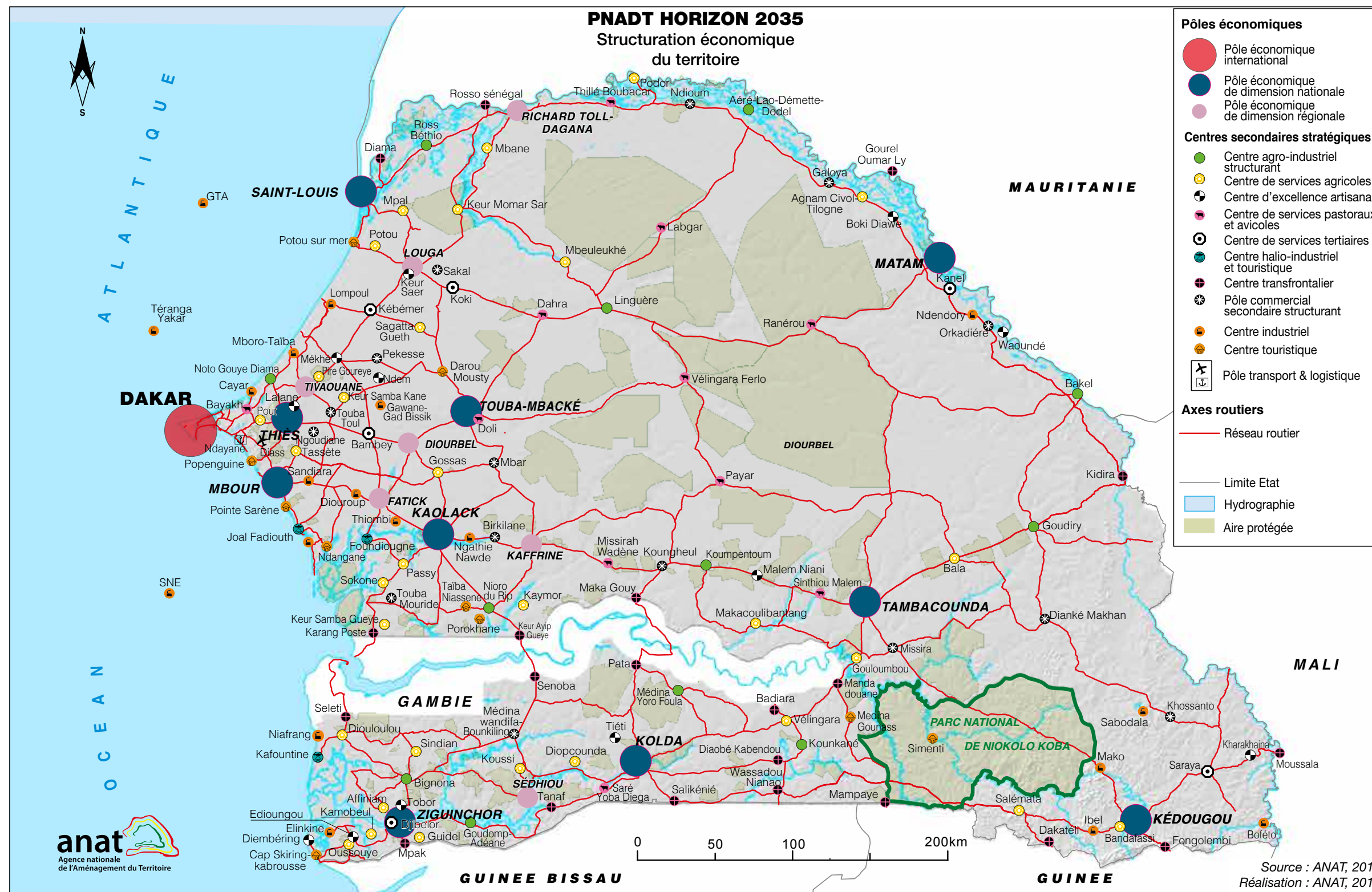
En effet, elle permet d'une part d'orienter les choix de localisation des projets structurants initiés par l'Etat et les acteurs économiques et, d'autre part, de faciliter l'élaboration des politiques de contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales ou leur regroupement.

L'analyse a permis d'identifier quatorze (14) grandes zones avec des affectations spécifiques.

Carte 38 : Grandes affectations du territoire

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

LES CENTRES SECONDAIRES STRATÉGIQUES : ECHELON DE BASE POUR LA VALORISATION DES RESSOURCES TERRITORIALES ET UNE INDUSTRIALISATION INCLUSIVE



Les centres secondaires stratégiques sont définis comme étant les établissements humains, autres que les métropoles, susceptibles d'être dotés d'une fonction stratégique grâce la valorisation d'une ressource spécifique ou compte tenu de leur position stratégique. Onze (11) catégories de centres secondaires stratégiques ont été identifiées à l'échelle du territoire national.

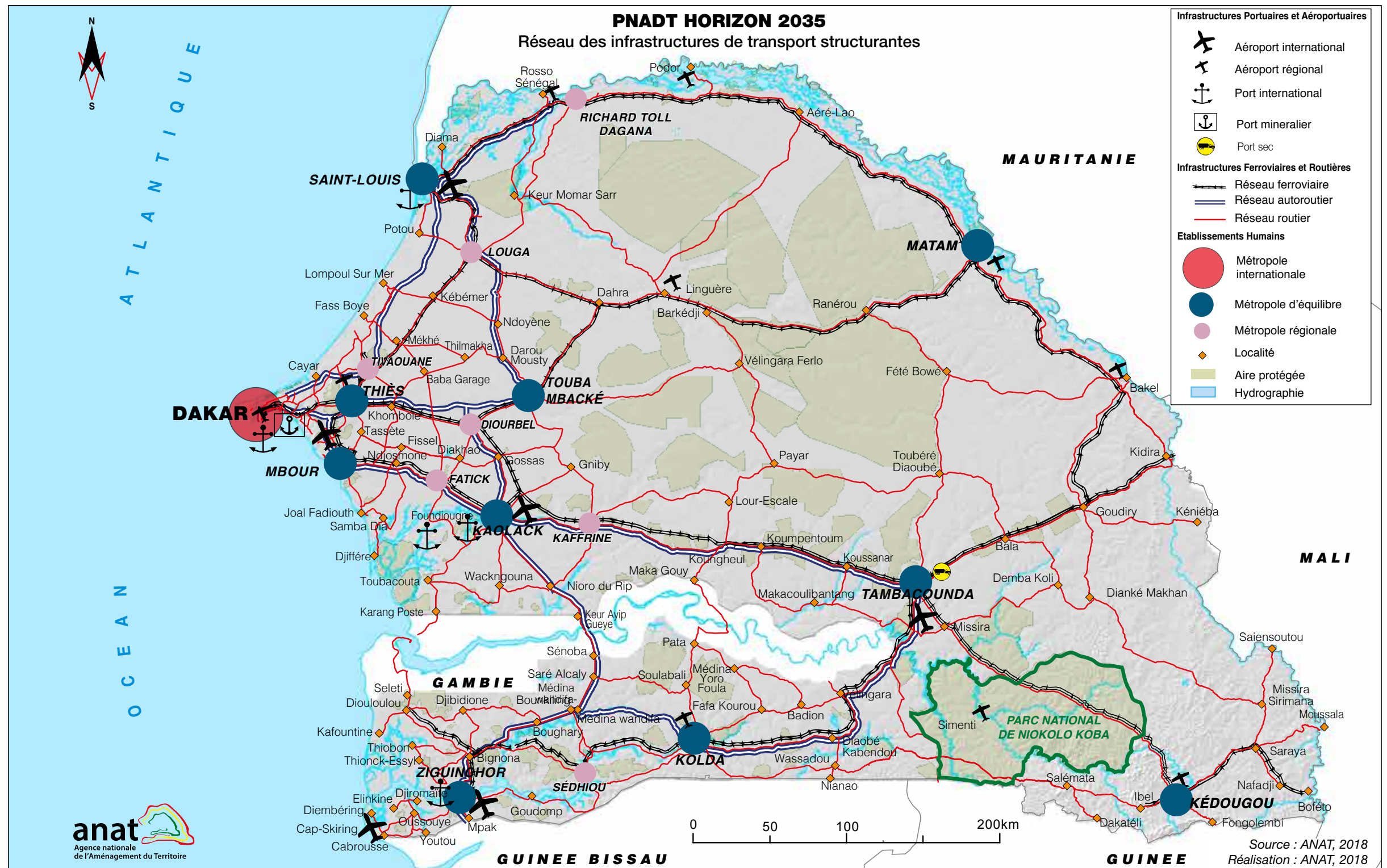
Leur mise en œuvre permettrait de promouvoir un développement territorial diffus et un développement industriel inclusif basé sur la valorisation durable des ressources et potentialités des différentes zones du territoire.

Carte 39 : Structuration économique du territoire national

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT : MAILLER LE TERRITOIRE PAR UN RÉSEAU MULTIMODAL PERFORMANT

Les infrastructures de transport prévues à l'horizon 2035 découlent d'une vision d'organisation et de mise en réseau des différentes parties du territoire national. Ce maillage du territoire en infrastructures devrait aider à booster les principaux secteurs de l'économie en permettant une connexion des territoires, une circulation plus fluide des personnes et des biens dans l'espace entraînant du coup une meilleure valorisation des ressources territoriales. Les couloirs et circuits d'échanges entre les territoires et à travers la sous-région vont être bien desservis. Elles devront permettre d'intégrer les différentes parties du territoire national et ainsi promouvoir leur complémentarité.



Carte 40 : Réseau des infrastructures de transport structurantes

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT : MAILLER LE TERRITOIRE PAR UN RÉSEAU MULTIMODAL PERFORMANT



Autoroute Thiès-Touba



Train Express Régional



Liaison maritime Dakar-Ziguinchor : Bateau Aguene



Avion d'Air Sénégal SA

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

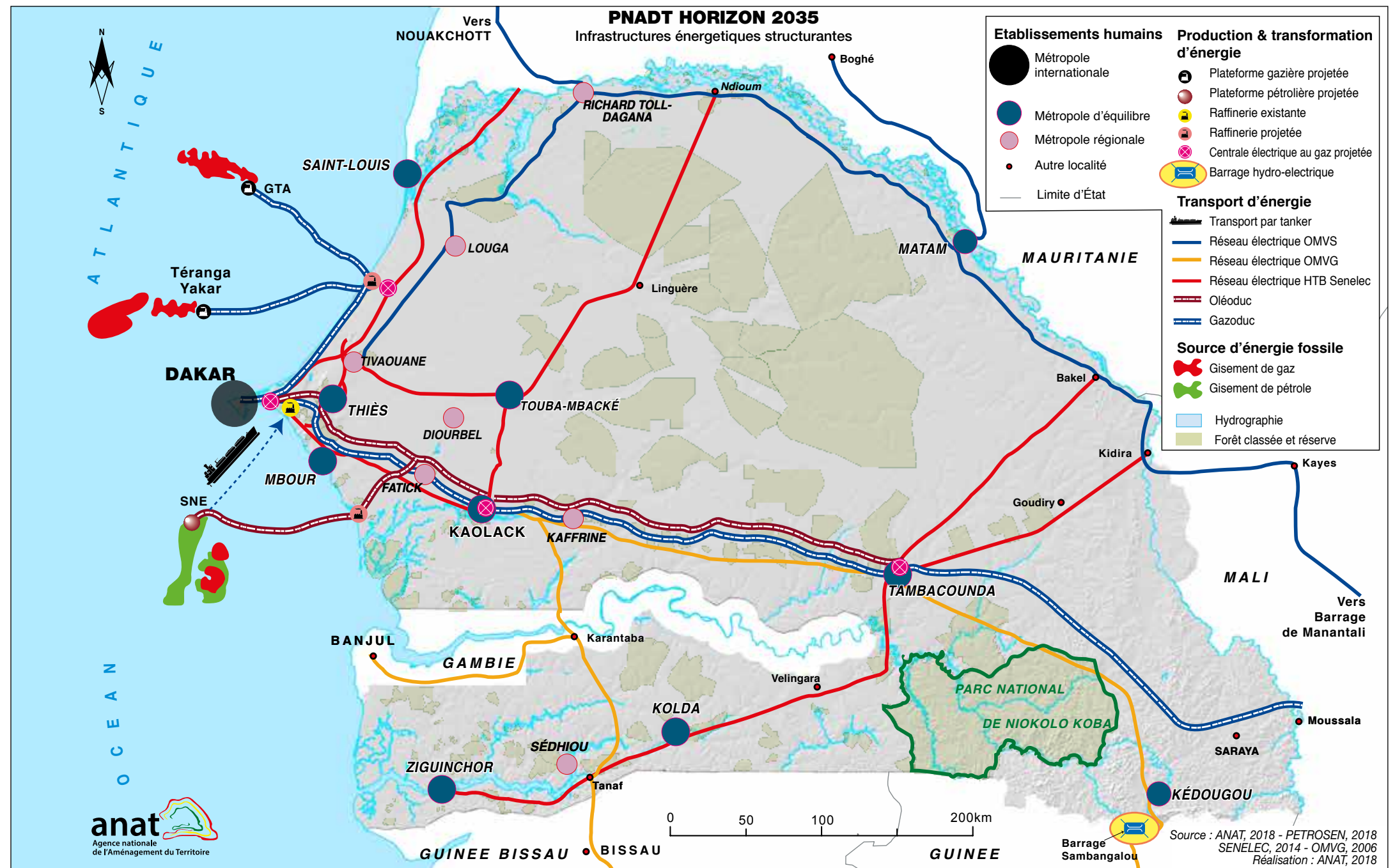
INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES : PRÉPARER LE TERRITOIRE À L'ÈRE DU PÉTROLE ET DU GAZ

Dans la perspective de l'exploitation du pétrole et du gaz, la stratégie d'aménagement énergétique du territoire se base sur :

- La mise en place de plateformes pétrolière et gazière à Lompoul et au large de Fatick qui permettront de développer les chaînes de valeur pétrole-gaz et de faire émerger de nouvelles villes ;
- La mise en place d'un gazoduc Lompoul - Dakar - Kaolack - Tambacounda - zone minière de Kédougou, avec une perspective d'extension vers le Mali et la sous-région ;
- La construction (ou l'adaptation) d'un réseau de centrales électriques à gaz, le long du gazoduc pour alimenter tout le territoire en énergie électrique ;
- La mise en place d'un oléoduc permettant d'alimenter en hydrocarbures Dakar et le Mali (à partir de Tambacounda qui se positionnera comme un port sec).



Plateforme pétrolière offshore



Carte 41 : Infrastructures énergétiques structurantes



Gazoduc



Centrale électrique



Société Africaine de Raffinage

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

DES ACTIONS PHARES DE PRÉSERVATION, DE RESTAURATION DE L'ENVIRONNEMENT ET D'ATTÉNUATION DES RISQUES



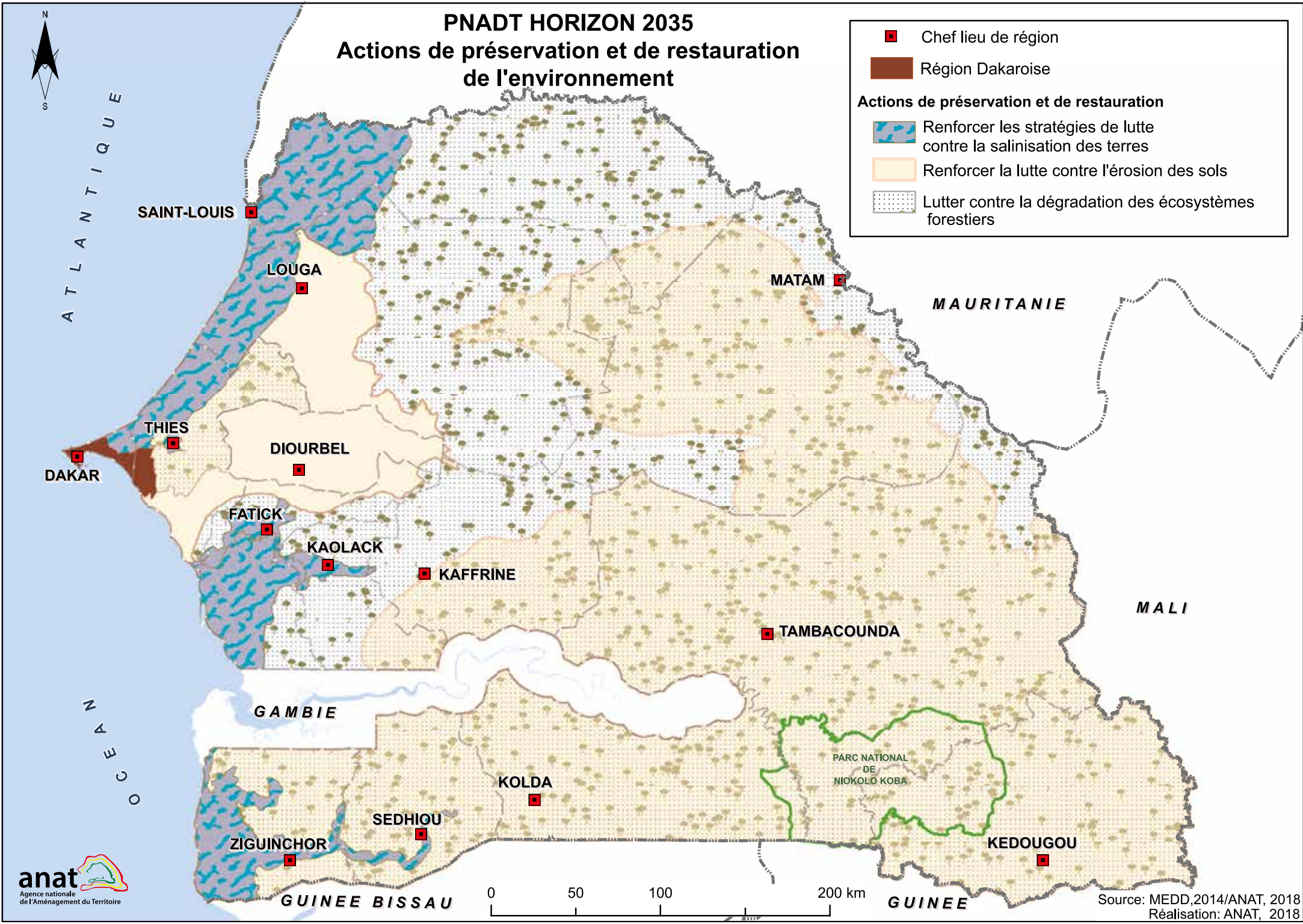
Salinisation des terres



Déforestation



Mangrove



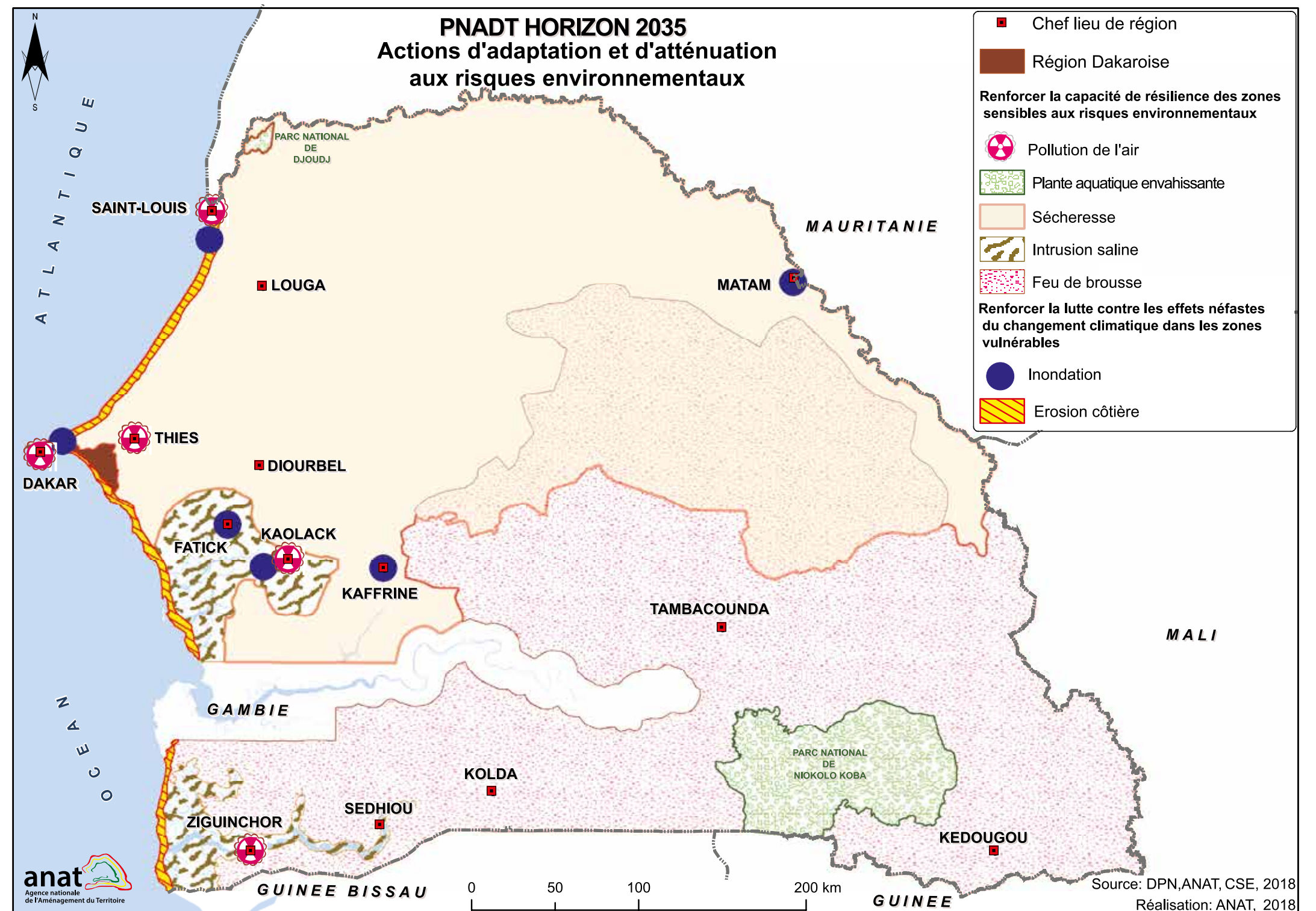
Carte 42 : Préservation et restauration de l'environnement

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

ADAPTATION ET ATTÉNUATION AUX RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Le scénario de l'évolution climatique va accentuer le développement des risques environnementaux tels que i) la sécheresse dans la zone des Niayes, du Ferlo, du Lac de Guiers et du Bassin arachidier centre, ii) les feux de brousse dans la zone sylvopastorale du Ferlo, les forêts de la Casamance, dans la partie du Sénégal orientale, iii) l'envahissement de végétaux aquatiques dans le Parc national des Oiseaux du Djoudj (PNOD), le lac de Guiers, les plans d'eau du Parc national de Niokolo Koba, iv) les marées noires dans la zone marine et côtière, v) l'intrusion saline dans le Delta du fleuve Sénégal, les basses vallées du Sine-Saloum (le Bassin arachidier sud), la Basse et moyenne Casamance, vi) la pollution de l'air dans les grandes villes (Dakar, Saint-Louis, Thiès, Kaolack, Ziguinchor).

Pour faire face à ces phénomènes, l'Etat du Sénégal doit renforcer la mise en œuvre des stratégies d'atténuation selon le ou les types de risques environnementaux de chaque zone à travers la mise en œuvre des projets/programmes d'atténuation, le respect rigoureux du code de l'environnement, la généralisation du Centre de Gestion de la Qualité de l'Air.



Carte 43 : Adaptation et atténuation aux risques environnementaux

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

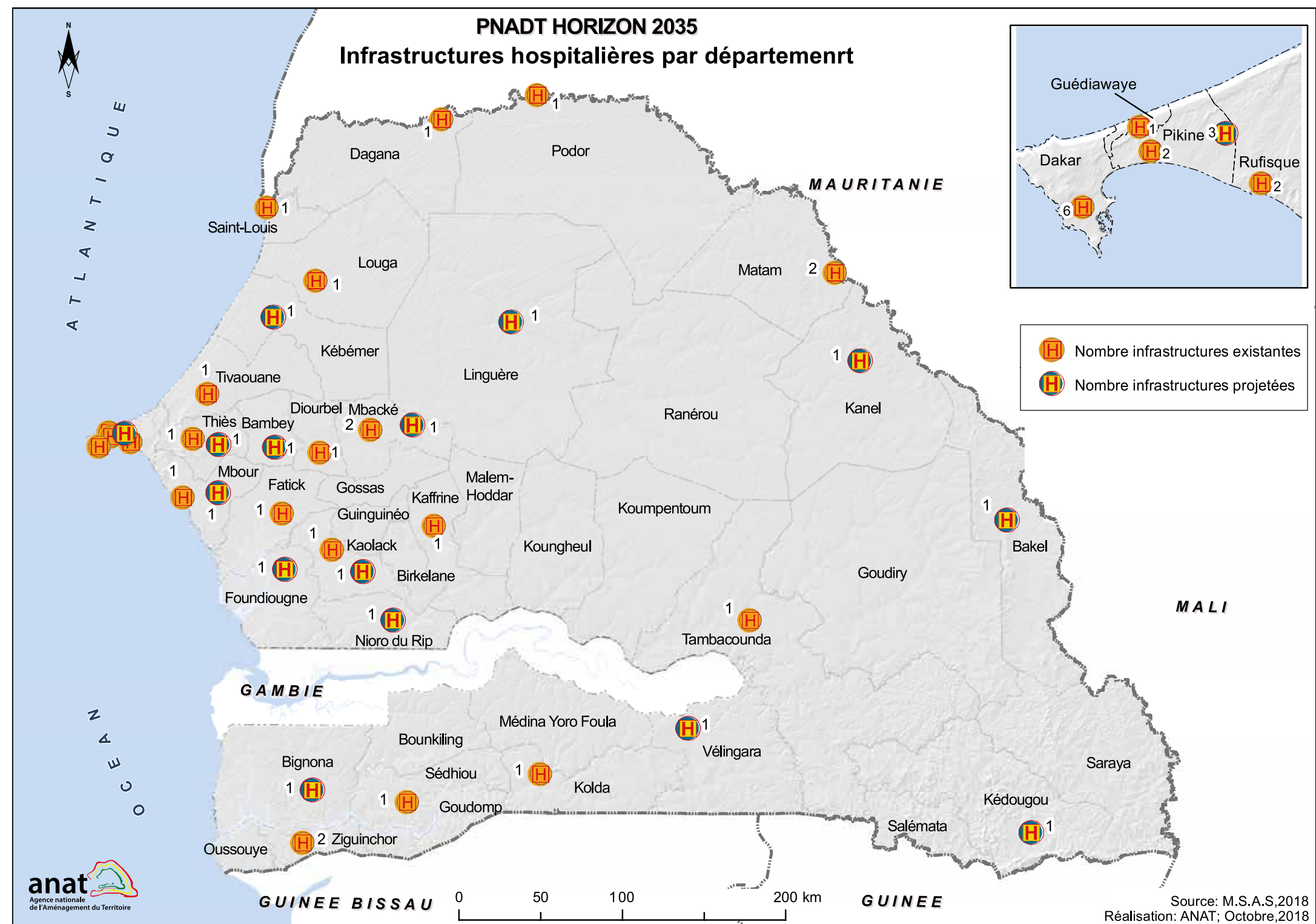
INFRASTRUCTURES HOSPITALIÈRES

La proposition du PNADT consiste à densifier la carte des infrastructures hospitalières en faveur des métropoles et les chefs-lieux de département à forte démographie. Ce qui permettrait d'améliorer nettement le niveau d'accès aux soins de qualité, et de rapprocher davantage le Sénégal de l'atteinte des ODD à l'horizon 2030. La répartition des projets est fondée essentiellement sur la base des normes démographiques établies par la Carte Sanitaire (1 hôpital pour 400 000 habitants pour tout niveau confondu).

La carte suivante représente les propositions du PNADT par rapport à la répartition des infrastructures hospitalières à l'horizon 2035.



Hopital Principal de Dakar



Carte 44 : Infrastructures hospitalières proposées par le PNADT

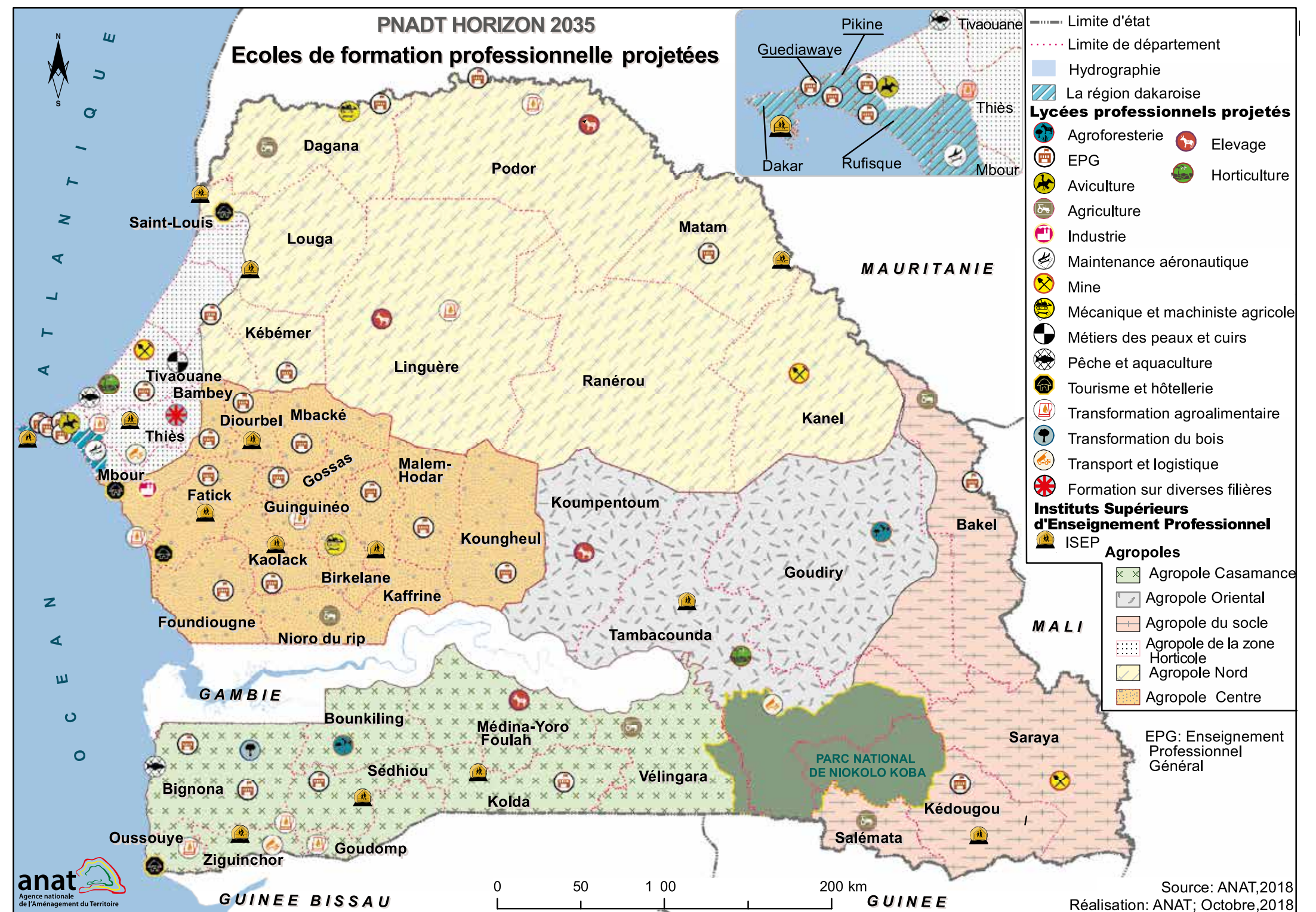
PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

RÉPARTITION DES ÉCOLES DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN FONCTION DES POTENTIALITÉS DES TERRITOIRES

La main d'œuvre est un facteur important d'appui à la production. Elle constitue un élément déterminant pour l'attractivité et la compétitivité des territoires. Ainsi, face au déficit de main d'œuvre qualifiée, le PNADT propose de mettre en place des filières de formation professionnelle orientées vers les secteurs à fort potentiel de développement pour chaque territoire. Les structures de formation professionnelle proposées comprennent des lycées professionnels dans les centres secondaires stratégiques et les villes secondaires et des centres de formation professionnelle dans les communes.



Centre de formation professionnelle



Carte 45 : Répartition des écoles de formation professionnelle projetées

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

DENSIFICATION DE LA CARTE UNIVERSITAIRE

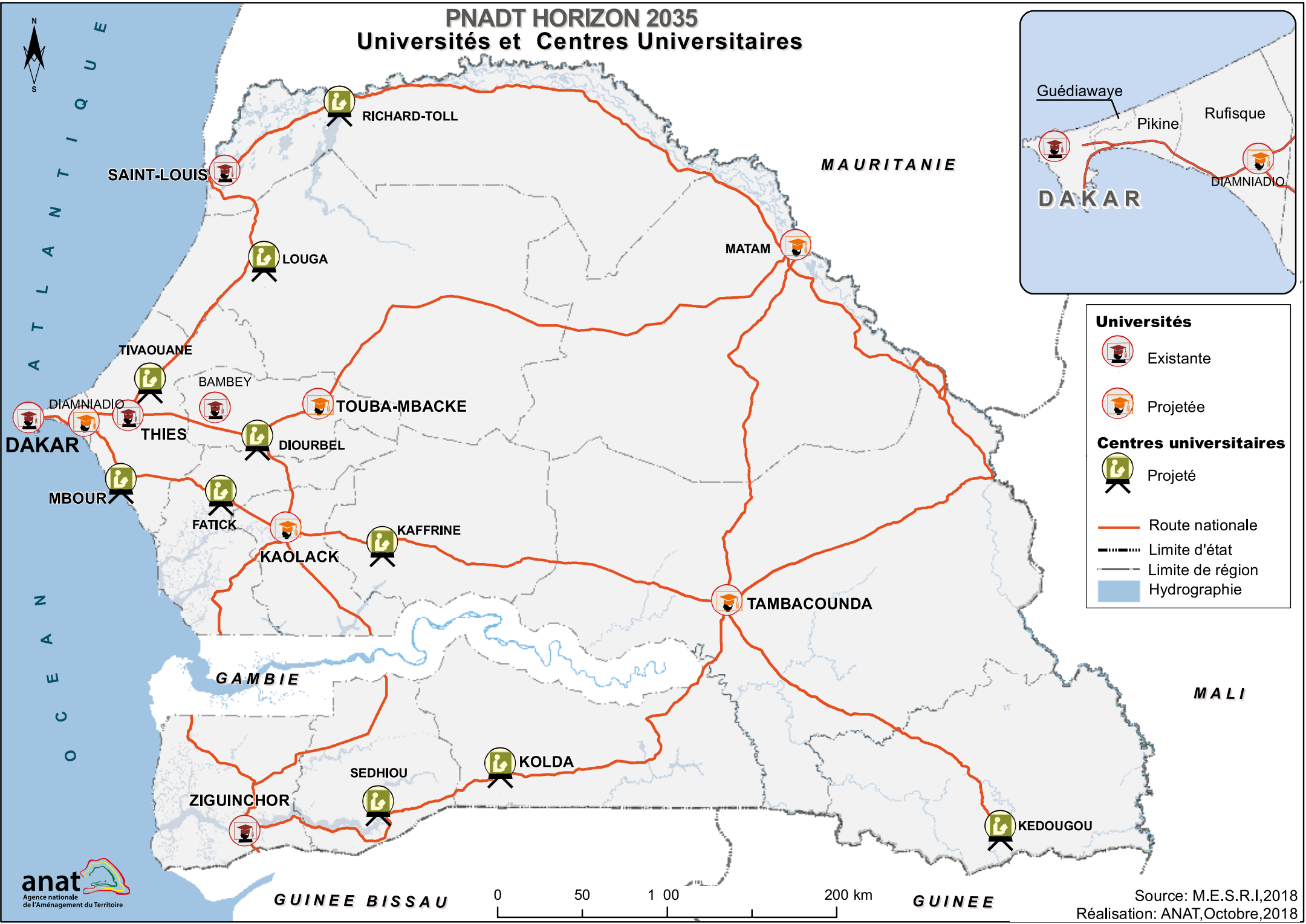
La proposition consiste à densifier la carte universitaire à travers l'ouverture de centres universitaires spécialisés aux besoins et enjeux économiques des territoires. A cet effet, il est préconisé la création dans les métropoles d'équilibre d'universités de proximité offrant un cadre de formation et de recherche adéquate (Voir carte suivante).



Université Gaston Berger



Université Cheikh Anta Diop (UCAD 2)



Carte 46 : Universités et centres universitaires proposés par le PNADT

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

MAÎTRISE DE L'EAU

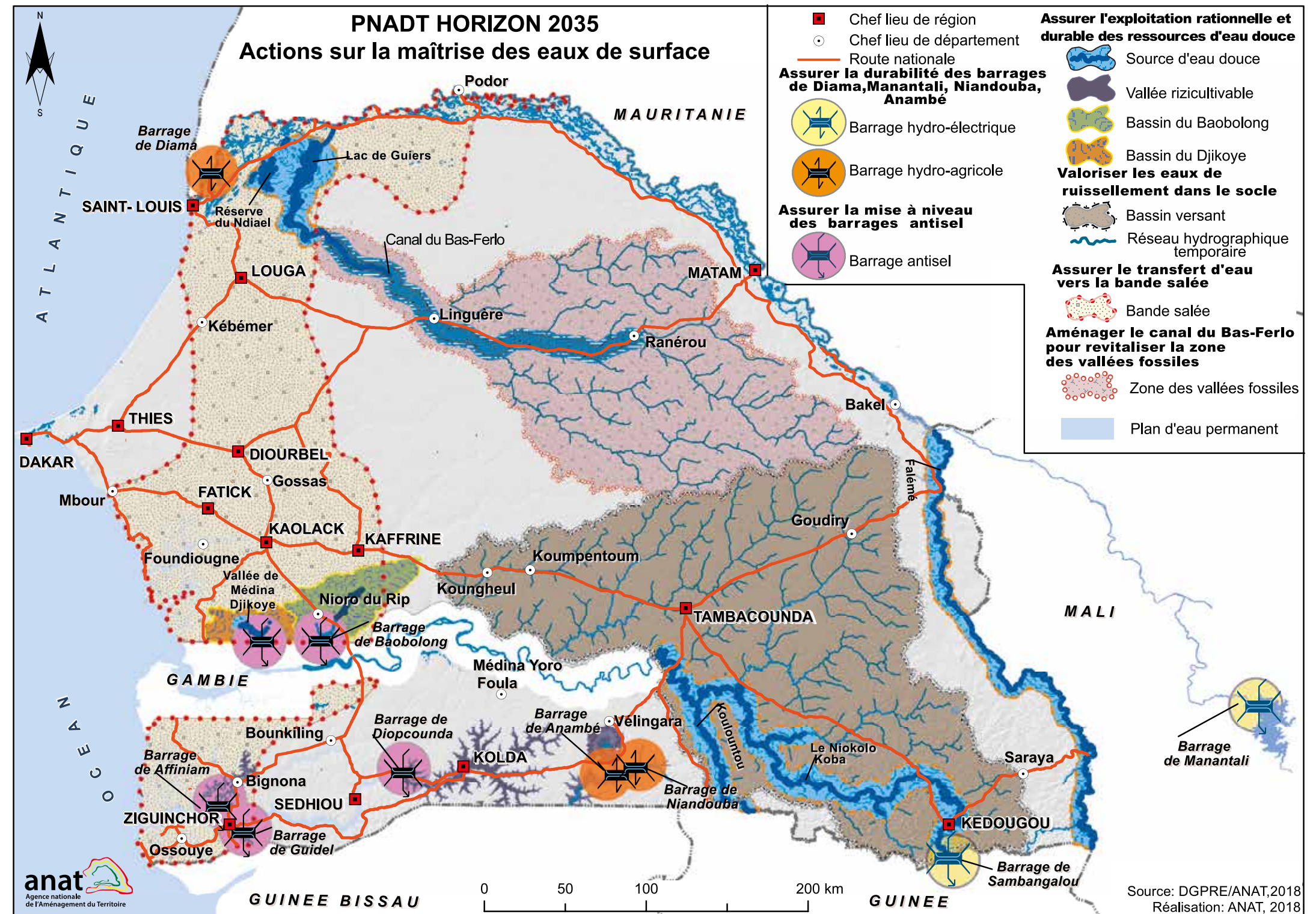
Le déficit de maîtrise de l'eau demeure une des principales problématiques de l'agriculture sénégalaise qui doit se développer pour assurer l'autosuffisance alimentaire et fournir des productions suffisantes et durables au secteur industriel. Ainsi pour assurer une bonne maîtrise de l'eau, le PNADT propose :

- L'aménagement et la mise à niveau de barrages anti-sel ;
- L'exploitation rationnelle et durable des ressources d'eau douce ;
- La collecte et la valorisation des eaux de ruissellement.

Ces propositions sont illustrées sur la carte 47.



Barrage de Diama



Carte 47 : Actions sur la maîtrise des eaux de surface

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

RÉPARTITION DES AGROPOLES

Les agropoles, se concentreront sur les chaînes de valeur ayant un potentiel de développement élevé tels que l'élevage, les fruits et les légumes, la pêche et l'aquaculture, les céréales et les oléagineux, etc. selon les spécificités des territoires.

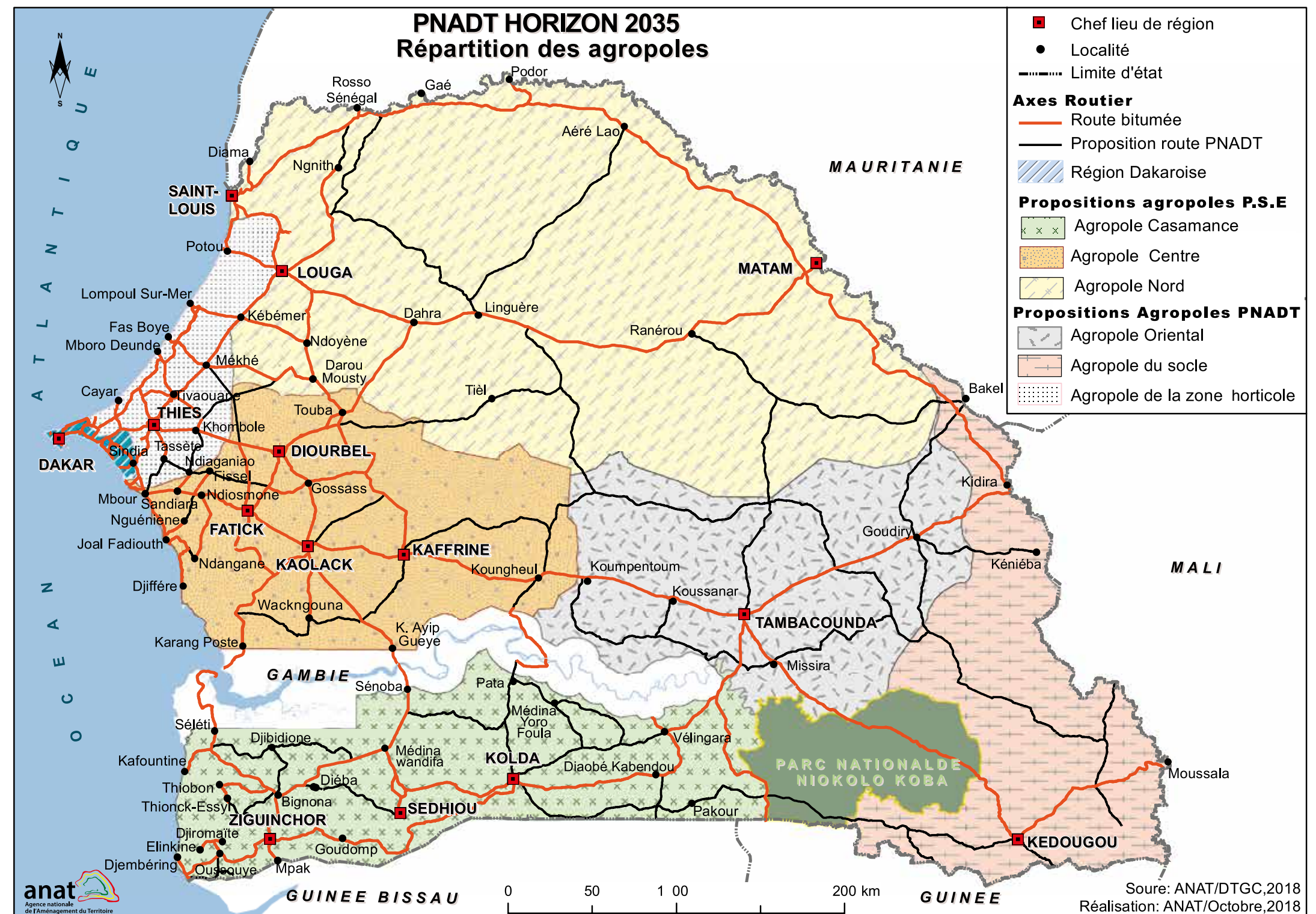
Ils serviront ainsi d'incubateurs à des entreprises offrant des installations et services d'appui aux chaînes de valeur de l'agro-industrie afin de promouvoir l'agriculture commerciale et renforcer la compétitivité des entreprises locales et de leurs produits sur les marchés nationaux et internationaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent, trois (03) agropoles ont été identifiées : agropole nord, sud et centre.

Dans le cadre du PNADT, horizon 2035, trois autres agropoles sont proposés : l'agropole orientale, l'agropole du socle et l'agropole de la zone horticole.



Unité de transformation de fruits



Carte 48 : Répartition des agropoles à l'horizon 2035

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

LA PROMOTION D'UNE INDUSTRIE MODERNE AXÉE SUR LA VALORISATION DES RESSOURCES ET POTENTIALITÉS LOCALES

Le PNADT considère certaines filières comme stratégiques dans le développement des territoires. Les ressources agricoles, halieutiques et minières seront mises à contribution pour une industrialisation inclusive. A cet effet, le PNADT propose la mise en place d'un arsenal industriel diversifié mettant notamment l'accent sur :

- les industries agroalimentaires :

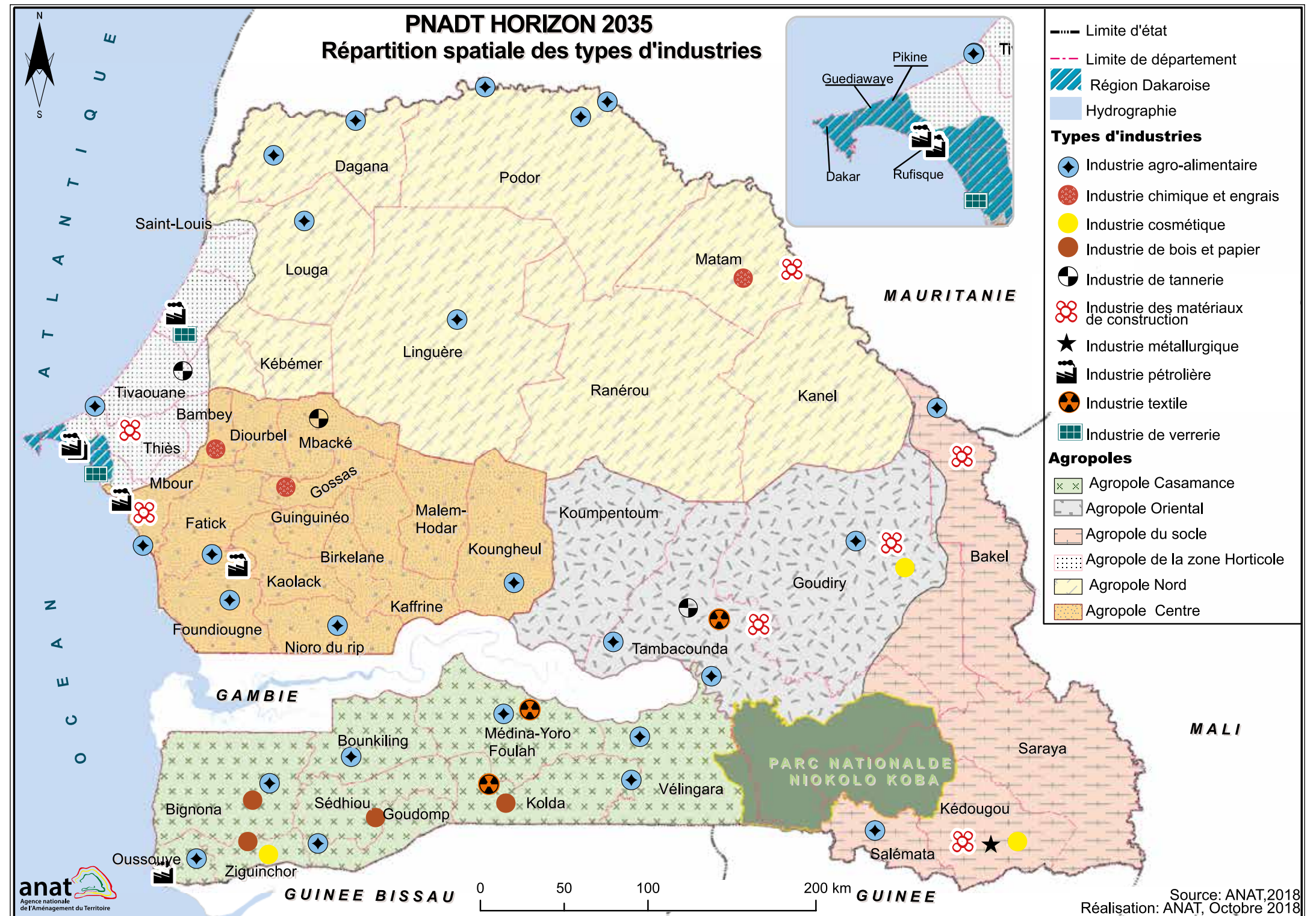
La création d'industries agroalimentaires participe à la mise en valeur de la production agricole. Le PNADT propose l'émergence de territoires (les métropoles régionales et centres secondaires stratégiques) disposant d'énormes potentiels à valoriser dans le cadre de cette industrialisation.

- les industries pétrolières et gazières:

La découverte de gisements de pétrole et de gaz est une occasion pour le Sénégal de développer une industrie des hydrocarbures qui doit être accompagnée d'unités de recherche et de formation aux métiers de ce secteur. Le PNADT propose l'aménagement d'une ville pétrolière au niveau de la grande côte avec un port pouvant accueillir de gros navires de pétrole à des fins de raffinage.

- les industries minières :

Certaines zones du territoire sénégalais disposent d'énormes potentialités minières dont l'exploitation industrielle pourrait contribuer à leur développement économique et social. Les industries minières vont faire de ces territoires des pôles spécialisés dans l'exploitation des mines, intégrant un renforcement du niveau d'accès aux services sociaux de base.



Carte 49 : Répartition spatiale des types d'industries

PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

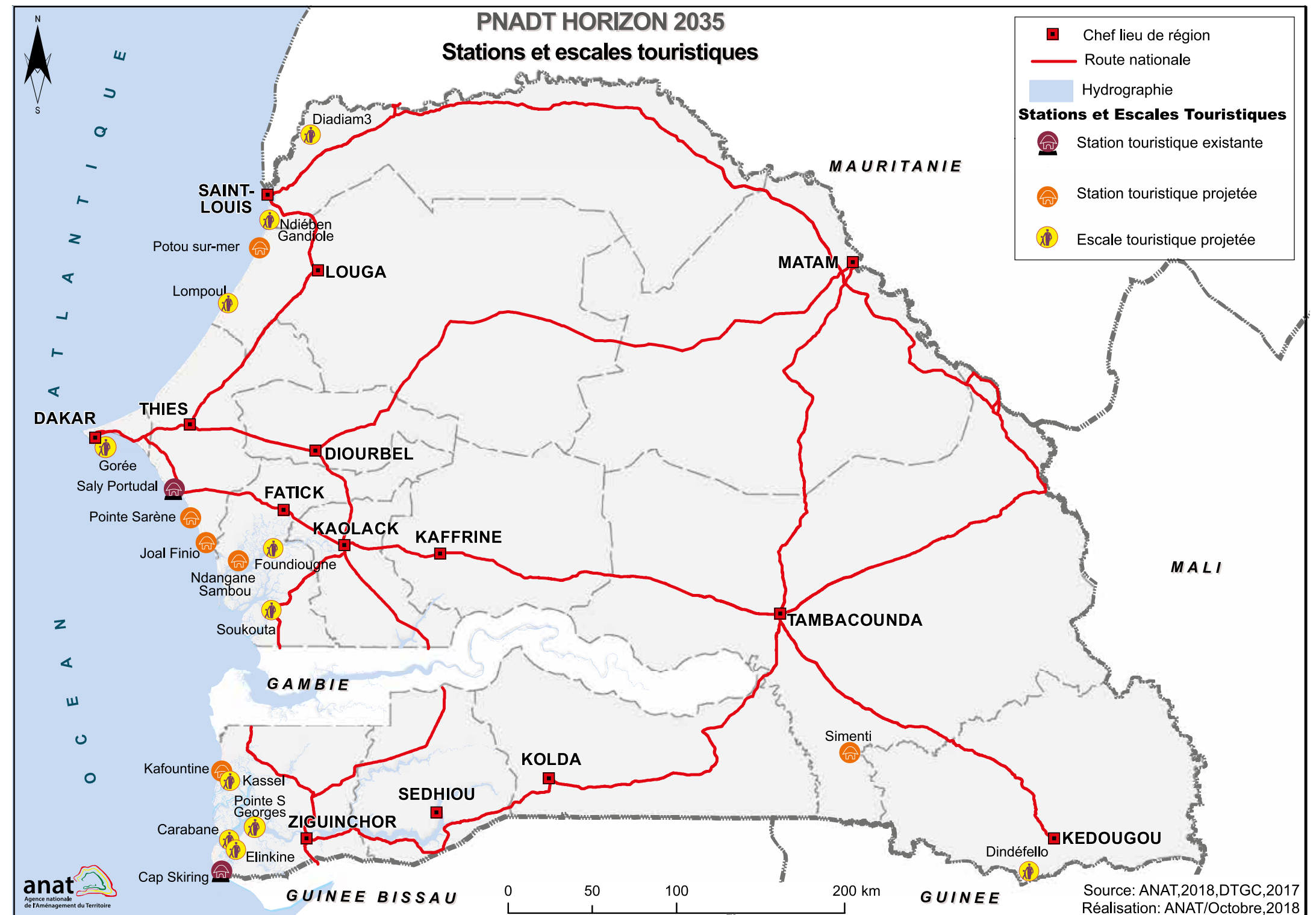
RÉPARTITION SPATIALE DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Pour exploiter le potentiel touristique du territoire, le PNADT propose le renforcement et la mise à niveau des infrastructures touristiques par:

- l'aménagement de nouvelles stations et escales touristiques dans les zones à très haut potentiel;
- la restructuration des stations touristiques de Saly Portudal et Cap-Skiring.



Station balnéaire de Saly Portudal



Carte 50 : Stations et escales touristiques projetées

QUATRIEME PARTIE

STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

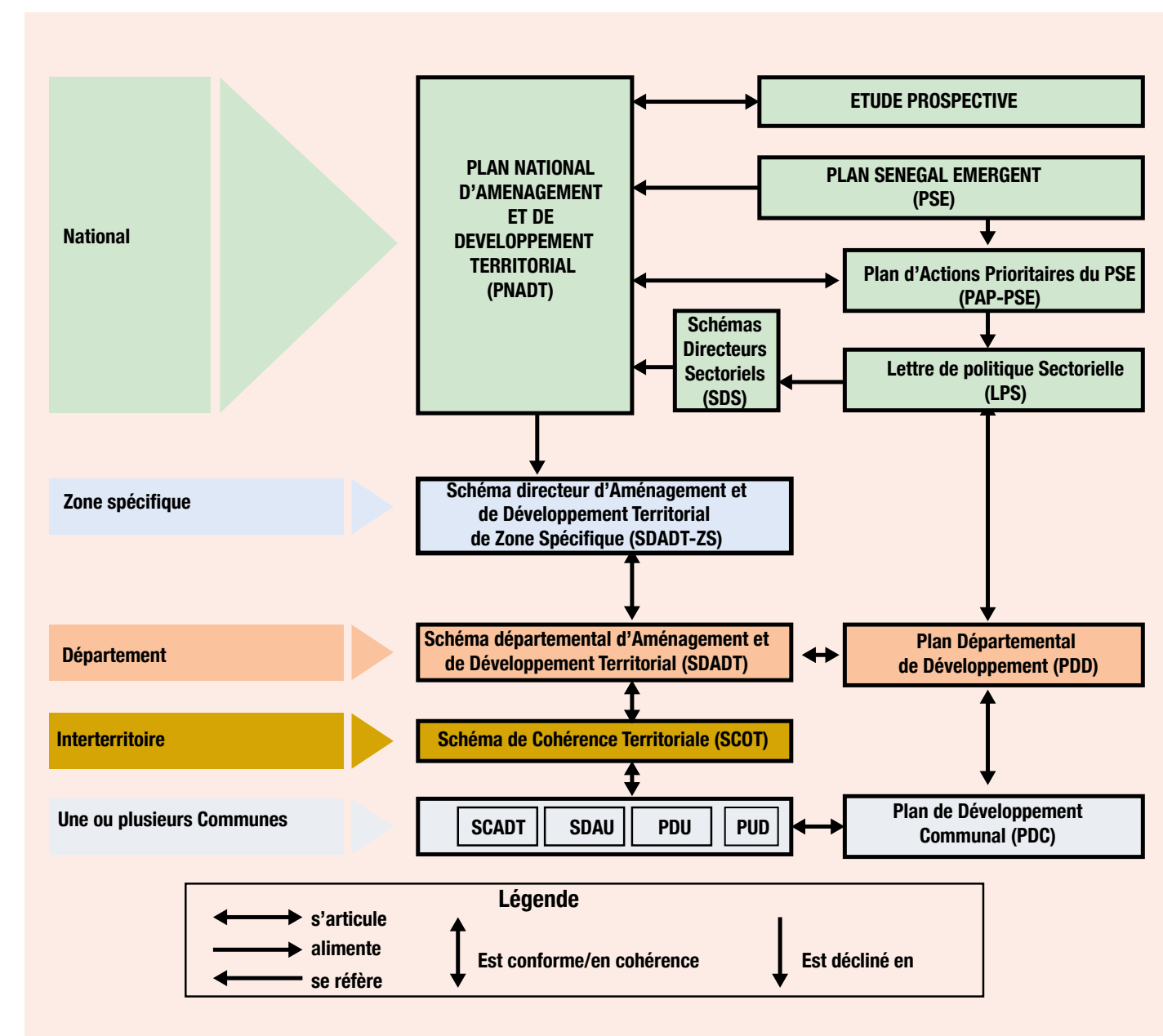
Après une analyse AFOM de l'environnement de mise en œuvre du PNADT, il a été identifié cinq (5) instruments et mesures clés à mettre en place pour assurer son opérationnalisation.

L'adoption d'une loi d'orientation pour l'Aménagement et le développement durable des territoires (LOADT)

Pour tirer les leçons des difficultés de la mise en œuvre de l'ancien plan, imputable notamment à l'absence d'un instrument juridique, il est nécessaire d'encadrer le PNADT et les autres outils et instruments de l'aménagement du territoire par une Loi d'orientation qui permettra de les énoncer et de les positionner dans le système national de planification.



Assemblée Nationale



Système national de planification proposé

STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

La mise en place d'instruments spéciaux de financement

Les instruments spéciaux sont constitués des outils de financement dédiés prioritairement à la mise en place des outils et instruments de l'aménagement du territoire. Deux instruments sont proposés à savoir :

- **Le fonds d'impulsion à l'aménagement et au Développement territorial (FIADT)** : Il vise à contribuer au financement de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des documents de planification spatiale et à impulser leur opérationnalisation au moyen de projets et programmes pilotes ;
- **Le contrat-Plan Etat-Collectivités territoriales** : C'est une convention signée entre l'Etat d'une part, et une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales d'autre part, pour réaliser des objectifs partagés de développement contribuant à la mise en œuvre du PNADT et des documents de planification spatiale.

Le visa de localisation

Le PNADT est opérationnalisé de façon effective sur le territoire par l'implantation de projets de production, d'infrastructures et d'équipements collectifs.

Le visa de localisation permet de vérifier la cohérence de ces nouvelles installations structurantes avec les orientations retenues par le Plan national d'Aménagement et de développement territorial.

Les zones d'aménagement différé (ZAD)

La zone d'aménagement différé est un dispositif qui permet de sécuriser les assiettes foncières nécessaires à la réalisation des futures infrastructures, équipements collectifs et zones d'activités prévues par le PNADT et les autres documents de planification spatiale.

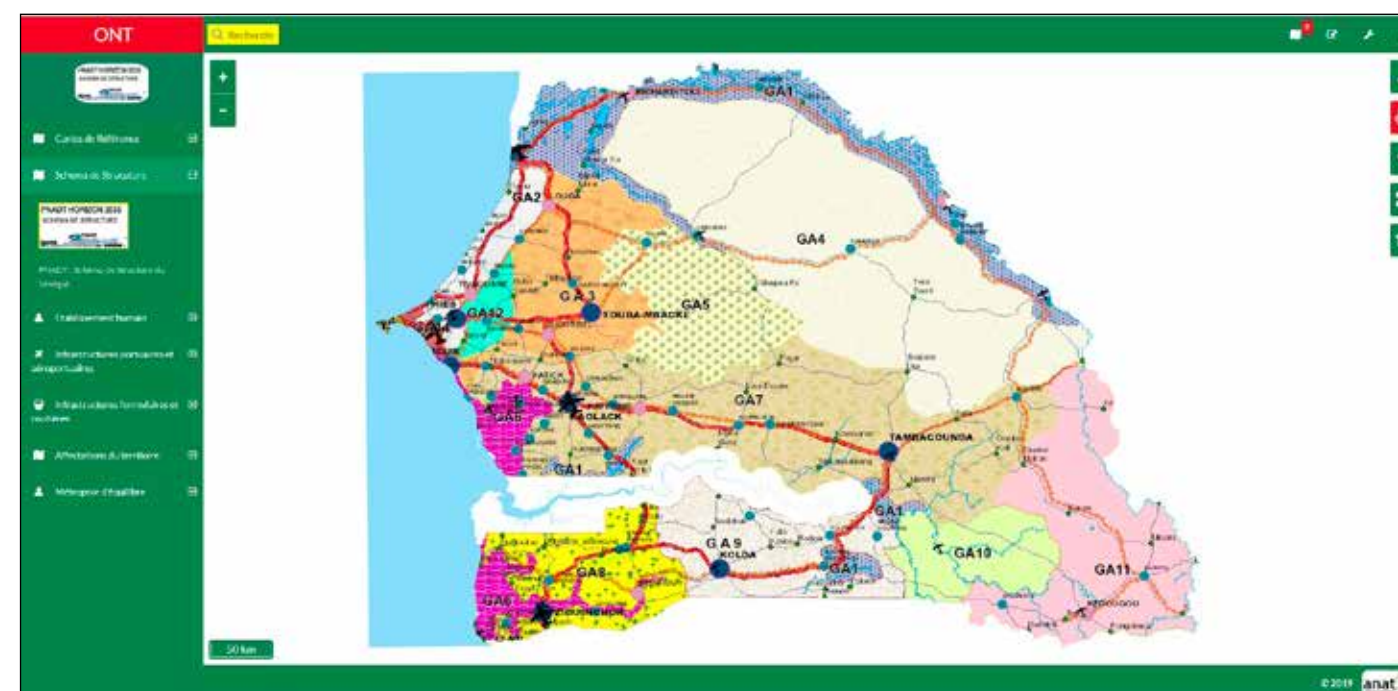
L'observatoire national des territoires (ONT)

L'observatoire national des Territoires (ONT) est un cadre de mutualisation chargé de la collecte, du traitement et de la diffusion de l'information territoriale.

L'ONT concourt au suivi et à l'évaluation de la politique d'aménagement et de développement des territoires et constitue un outil d'aide à la décision pour tous les acteurs du territoire.



Travaux de revêtement de la route Tamba Kédougou



Géoportail de l'ANAT



Route du Service géographique, Hann - BP : 740 RP Dakar SENEGAL

Tel : 33 832 15 06 • Email : contact@anat.sn

website : www.anat.sn